

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**L'INTERPRETATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE
AMERICAINE PENDANT ET APRES LA GUERRE FROIDE
SELON LA THEORIE DE CYCLE DE PUISSANCE**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Çetin ÖNGÜN

Directeur de recherche: M. Erhan BÜYÜKAKINCI, Professeur agrégé

Mémoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"

MAI 2006

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
LISTE DES ABBREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE – LA THEORIE DE CYCLE DE PUISSANCE ET L’ETUDE DE LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE PENDANT LA GUERRE FROIDE	6
A – Le guide : la théorie de cycle de puissance	6
1 – L’Introduction à la Théorie de « Cycle de Puissance »	7
a – Les Aspects Structurel et Comportemental de la Théorie	7
b – La Vision Théorique : Le Dynamisme Systémique	10
c – L’Evaluation des Capacités et de la Puissance Nationales	12
2 – Les Dynamiques de la Théorie	14
a – Les Principes de la Théorie de Cycle de Puissance	14
b – Les Points Critiques et les Guerres Majeures	17
B – Les montées et les déclin des grandes puissances	21
1 – Le Déclin des Habsbourgs et le Traité de Westphalie	22
2 – La France en Déclin et les Guerres de Louis XIV	24
3 – Le Déclin de l’Empire Français et les Guerres Napoléoniennes	27
4 – La Chute de la Capacité Allemande et la Grande Guerre	29
5 – Le « Retour en Force » des Capacités Allemandes et l’Eclatement de la Deuxième Guerre Mondiale	34
C – Le cycle de puissance américaine jusqu’à la fin de la Guerre Froide	38
1 – La Prééminence Américaine d’Après-Guerre	39
2 – Le Déclin des « Années 1970 »	43
3 – Le Renouveau et la Transformation Systémique Avec Reagan	48
DEUXIEME PARTIE – LE CYCLE DE PUISSANCE AMERICAINE D’APRES-1991 ET SES CONSEQUENCES SUR SON LEADERSHIP	55
A – Les changements dans la puissance américaine d’après-Guerre Froide	56
1 – Les Composants Essentiels de la Puissance Américaine Depuis 1991	56
a – La Montée de l’Economie Américaine Dans les Années 1990	56
b – La Considération de la Puissance Militaire d’Après-Guerre Froide des Etats- Unis	59
c – Le « <i>Soft Power</i> » de l’Amérique	62
2 – La Comparaison du Positionnement Américain Par Rapport au Système	

International : L'Etude sur la Puissance Relative des Etats-Unis	64
B – Le système international et le leadership : la politique étrangère américaine d'après-Guerre Froide	71
1 – Le « Nouvel Ordre Mondial » : L'Exagération de la Capacité Américaines	72
a – La Présentation d'une Nouvelle Rhétorique Pour le Leadership : La Vision du « Nouvel Ordre Mondial »	72
b – La Réalité du Jour : Les Limites du Leadership	75
2 – La Normalisation de la Politique Etrangère Américaine : Retour à la Concurrence	82
a – L'Evolution de la Conjoncture Internationale au Début des Années 1990 ..	82
b – La Réaction du Leadership Américain Face aux Défis Conjoncturels : Enjeux Economiques	86
c – L'Aspect Sécuritaire de la Réaction Américaine Face aux Défis Systémiques	91
CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE	113
ANNEXES	124

LISTE DES ABBREVIATIONS

ALENA	: Accord de Libre-échange Nord-américain
APEC	: Asia-Pacific Economic Cooperation
ASEAN	: Association of Southeast Asian Nations
BIRD	: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
CAEM	: Conseil d'Aide Economique Mutuelle
CEE	: Communauté Economique Européenne
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CENTCOM	: The United States Central Command
COMECON	: The Council for Mutual Economic Cooperation
FCE	: Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe
FMI	: Fonds Monétaire International
GATT	: The General Agreement on Tariffs and Trade
IESD	: Identité Européenne de Sécurité et de Défense
IFOR	: The Implementation Force
INF	: The Intermediate Range Nuclear Forces Treaty
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OECE	: Organisation Européenne de Coopération Economique
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSCE	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PACOM	: United States Pacific Command
PDD-25	: Presidential Decision Directive 25
PESC	: Politique Etrangère et de Sécurité Commune
PESD	: Politique Européenne de Sécurité et de Défense
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit National Brut
R & D	: Recherche & Développement
SALT	: Strategic Arms Limitations Talks
SDN	: Société des Nations
SIPRI	: Stockholm International Peace Research Institute
SOUTHCOM	: United States Southern Command
START	: Strategic Arms Reduction Treaty
TNP	: Traité de non-prolifération nucléaire
UEO	: Union de l'Europe Occidentale
URSS	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA	: United States of America
USD	: Dollar américain
USJFCOM	: United States Joint Forces Command
USSOCOM	: United States Special Operations Command
USSTRATCOM	: United States Strategic Command

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 - Les grandes puissances d'après-1816.....	13
Tableau 1.2 - La comparaison entre la Grande Bretagne et l'Allemagne pour la période 1830-1880	31
Tableau 1.3 - Le déclin du bénéfice américain à partir du système entre 1950-1976.....	44
Tableau 2.1 - Le personnel militaire des Etats-Unis : 1995-2000	61
Tableau 2.2 - La production des industries de service à haute intensité de génie (1991-1998).....	69
Tableau 2.3 - Le support financier de la coalition pour la guerre du Golfe	78

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 - Les dynamiques absolues et relatives	15
Figure 1.2 - La dynamique structurelle entre 1500 – 1993	16
Figure 1.3 - L'écart entre la puissance et le rôle	18
Figure 2.1 - Les principaux indicateurs de l'économie américaine d'après-Guerre Froide.....	58
Figure 2.2 - La part chinoise dans les exportations mondiales (%)	66
Figure 2.3 - La capacité militaire des Etats-Unis dans les années 1990	67
Figure 2.4 - L'investissement dans le génie des grandes puissances de l'OCDE (%/PIB)	69

INTRODUCTION

La discipline des Relations internationales renferme l'étude multidimensionnelle des relations entre différents acteurs sis au sein du système international à savoir les états, les organisations gouvernementales et non-gouvernementales, les firmes multinationales etc. Cette abondance d'acteurs et de sujets à traiter n'a pas manqué de nécessiter l'établissement des modèles conceptuels à l'aide desquels les relations internationales seraient, il a été pensé par d'aucuns, aptes à soumettre à des recherches plus analytiques. Les diverses théories des Relations internationales qui en sont découlées ont doté les chercheurs concernés de toute une gamme de visions théoriques destinée à comprendre, entre autres, les attitudes, les priorités, les motivations et les objectifs des acteurs internationaux. Sur ce point-là, il n'y a guère de doute que tout acteur international, notamment l'acteur étatique, se veut et lutte pour une place prestigieuse relative aux autres acteurs du système international.

« *Pour atteindre leurs objectifs* » disait Kenneth N. Waltz en 1979 « *les unités [...] doivent se fier aux moyens qu'elles peuvent fournir et aux arrangements qu'elles peuvent produire pour elles-mêmes* ». ¹ Dire autrement, si les acteurs veulent atteindre leurs objectifs, ils ne doivent pas seulement se doter de la puissance requise mais ils doivent également pouvoir se prévaloir de cette puissance pour forger des arrangements qui leur attribueraient un rôle politique international plus prestigieux. Cependant, d'après le paradigme réaliste, ces rapports entre la puissance et le prestige doivent se dérouler dans le cadre du système déjà établi et donc ne doivent porter atteinte, en aucun cas, à la stabilité systémique. Ici, nous devons clairement mettre en évidence ce que la stabilité systémique nous signifie. Est-elle une situation inerte où aucun changement ne peut avoir lieu ? La réponse est non ! Par la stabilité systémique, nous entendons, en général, que le système international – ou un quelconque sous-système – est relativement pacifique dans un moment donné. Cela ne veut donc pas dire que le système est stable au point d'être inchangé. Le point clé

¹ Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979, p. 111.

qu'il faut retenir et qui souligne l'essentiel de ce mémoire se trouve ici : le système change sans cesse et des changements au niveau de la structure donnent naissance à des transformations systémiques ; le « changement » se présente comme le trait le plus marquant du système international.

La Première Guerre Mondiale, par exemple, qui a divulgué l'insuffisance de l'approche réaliste de l'« équilibre des puissances », a fortement marqué que le dynamisme systémique allait au-delà des limites posées par le « Concert Européen ». La montée de la capacité allemande, d'une part, et le déclin de divers acteurs, de l'autre, ont affiché que le système international était totalement dynamique et plein de non-linéarités. Donc, le problème n'était pas la mise en équilibre des puissances, mais le rajustement des conséquences de la croissance irrégulière et inégale dont l'absence a fini par l'éclatement de la Grande Guerre. Si nous nous référons à la phrase d'entrée, les acteurs avaient produits des moyens, mais ils avaient manqué à faire les arrangements diplomatiques nécessaires.²

La Théorie de « Cycle de Puissance » que nous allons nous faire un guide prétend être un remède à cette impasse politique. D'après la perspective de la « Théorie³ », le problème essentiel du système international est de combler l'écart entre les capacités matérielles (moyens) et les rôles internationaux (arrangements). Cette approche théorique, qui souligne l'importance de la stabilité systémique, renferme en soi ce que nous pouvons appeler l'« évolution permanente ». Dans un moment donné, le système est certes stable et les gains sont distribués d'une manière relativement équitable. Néanmoins, avec le temps, les développements économiques, technologiques, militaires etc. tendent à rendre les intérêts individuels, naguère harmonieux, incompatibles, car ces développements, de nature irréguliers et inégaux, tendent également à imposer un changement dans les capacités individuelles en conséquence duquel ceux qui sont insatisfaits de l'étendue de leurs rôles internationaux essayent de modifier le système en leurs faveurs. Ainsi, la remise en

² Plus concrètement, cela nous emmène à questionner la qualité de la « stabilité internationale ». D'après Morgenthau, le statu quo tend à s'opposer à tout renversement de position qui risquerait de porter atteinte à la distribution des puissances mais ce, sous réserve des changements qui sont tout à fait compatibles avec le statu quo lui-même. Ainsi, à partir de ce qui est dit par celui-ci, nous pouvons conclure qu'il s'agit d'une sorte de rigidité systémique qui conduit, *in fine*, à l'inflexibilité et à la fragilité. Hans J. Morgenthau, *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1973, p. 46.

³ A partir de ce paragraphe, au lieu du terme de la « Théorie de Cycle de Puissance », nous préférons utiliser la « Théorie » avec la lettre majuscule.

équilibre des puissances reflète la transformation systémique déclenchée par des différentes trajectoires des cycles de puissances des acteurs internationaux. La guerre des Trente Ans, les guerres de Louis XIV, les guerres napoléoniennes, la Première et Deuxième Guerres Mondiales en sont les exemples les plus notables, car, comme nous allons voir en détail, elles sont toutes des guerres nées, principalement, de la montée et du déclin des acteurs internationaux.

Donc, nous considérons les montées et les déclin des acteurs internationaux comme un fait allant de soi. Si nous prenons, par exemple, le cas de l'Amérique avant la Première Guerre Mondiale, nous allons rapidement nous rendre compte que la montée de la capacité américaine (et japonaise) correspondait, entre autres, aux déclin des capacités britannique, française, allemande et italienne. La position états-unienne qui s'était améliorée lors du début du XX^{ème} siècle était le produit irréversible de la détérioration progressive des positions des acteurs jadis dominants. Vu sous cet angle, il se peut que d'aucuns interprètent le système international, perçu par la Théorie, comme un arène ou se joue un jeu « à somme nulle ». Pourtant, il ne l'est pas. Le système international est à la fois compétitif et complémentaire, car, par sa nature, la Théorie rejette toute présence d'hégémonie. D'après elle, l'acteur le plus puissant, c'est-à-dire l'acteur dont les capacités matérielles et le rôle international sont les plus larges, ne peut être considéré comme un hégémon. Au lieu, étant le responsable ultime de la résorption des écarts entre les capacités et les rôles au niveau du système international, celui-ci est dénommé, par la théorie, en tant que le *leader* du système.

De nos jours, il est généralement admis que le rôle de *leadership* est assumé par les Etats-Unis d'Amérique. Quoiqu'ils aient rejeté cette mission au début du siècle précédent et aient causé, ainsi, un déséquilibre systémique bouleversant, ils n'ont pas tardé à se rendre compte de la nécessité, si ce n'est l'indispensabilité, de l'acceptation d'un tel rôle. En quittant la doctrine Monroe, Washington est rapidement devenu le centre multidimensionnel du système international et, soutenu par la lutte manichéenne des idéologies, le *leadership* américain a réussi à maintenir sa position stratégique lors de la Guerre Froide et a même culminé avec la chute imprévue de l'Union soviétique. Pourtant, cette période était accompagnée d'un débat fortement critique. Avec l'arrivée des années 1970, la discipline des Relations Internationales a été extrêmement occupée par la question du déclin de la puissance

américaine. Le débat a suscité tant de controverses, mais la fin de la Guerre Froide et la victoire de l'Occident ont relégué le débat aux oubliettes.

Récemment, cependant, sous l'influence de la politique étrangère militariste des Etats-Unis, le débat a repris sa place dans l'agenda international. En fait, la performance relativement pessimiste de l'économie américaine d'après-11 septembre ne manque pas à crédibiliser la thèse des « déclinistes ». Mais, est-ce que c'est vraiment le cas ? Est-ce que l'Amérique est en déclin ? Est-ce que le *leadership* américain est dans une impasse politique ? Ce sont des questions critiques que nous ne pouvons pas être à la hauteur, au moins pour le moment, d'apporter des réponses empiriquement définitives. Pour ce, nous optons pour limiter l'étendue de notre mémoire et ce, jusqu'aux attentats de 11 septembre 2001. Ainsi, l'objectif essentiel de cette dissertation s'avère comme la révélation de la trajectoire de la puissance américaine, et donc, de la politique étrangère états-unienne, pour la période entre la fin de la Guerre Froide et les attentats de 11 septembre.

« *Est-ce que le déclin est inévitable ?* »⁴ Telle était la question frappante de Charles F. Doran, le père intellectuel de la Théorie, dont la réponse fut un simple non. D'après celui-ci, un déclin pourrait être renversé si la croissance absolue de l'acteur en déclin dépasse celle de la norme systémique (ensemble du système concerné) ; c'est-à-dire, si la croissance relative de l'acteur en cause est plus forte que celle de la croissance moyenne du reste. Les années 1990 en furent l'argument le plus important, car les Etats-Unis ont de nouveau commencé à monter. La fin de la Guerre Froide et la disparition de l'Union soviétique avaient certes affaibli l'influence politique du *leadership* américain, mais elles avaient également réduit le fardeau économique de la Guerre Froide donnant ainsi aux Etats-Unis l'opportunité d'améliorer ses résultats absolus et relatifs. La croissance tant absolue que relative des capacités américaines, cependant, a fini par doter Washington des moyens efficaces qui ont servi de base pour la reconsolidation du *leadership* américain. Au début de l'an 2001, la position stratégique américaine était si forte et si stable que les Etats-Unis n'avaient même pas une menace vitale qu'ils pouvaient identifier clairement.

⁴ Charles F. Doran, *Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 212.

Ce mémoire dont les grandes lignes sont tracées ci-dessus est basé sur un plan de rédaction simple et logique. Au contenu de la première partie, nous allons essayer de jeter les bases du sujet. La section intitulée « l'étude de la politique étrangère américaine pendant la Guerre Froide » est décomposée en trois chapitres qui visent à établir une référence aussi bien théorique que historique. A cette fin, nous présenterons d'abord les caractéristiques et les hypothèses essentielles de la Théorie. En suite, nous essayerons de fournir des arguments historiques qui sont censés valider les hypothèses avancées par cette dernière alors que dans le dernier chapitre, où nous allons traiter le cycle de puissance américaine jusqu'à la fin de la Guerre Froide, nous tenterons de donner les renseignements historiques, jugés indispensables pour maîtriser le contexte théorique.

Dans la deuxième partie, cependant, nous nous introduisons dans le sujet essentiel du présent mémoire: l'interprétation de la politique étrangère américaine d'après-Guerre Froide. Cette partie a deux objectifs strictement liés. Le premier chapitre correspond à la partie empirique du mémoire qui essaie de montrer, tant à l'échelle absolue qu'à l'échelle relative, la trajectoire du cycle de puissance américaine d'après-Guerre Froide. Après avoir montré la trajectoire américaine marquée par une montée étonnante, le mémoire s'ensuit avec le dernier chapitre où nous essayons d'éclaircir les démarches politiques qui ont reconsolidé le *leadership* américain.

Avant de passer à l'étude, nous voulons tirer l'attention sur le fait que les courbes de cycles de puissance (voir A-3) que nous avons empiriquement obtenus résultent notamment des données fournies par le *Correlates of War (COW) Project*. Il faut se tenir compte du fait que ces cycles pourront avoir des tendances différentes si la gamme des données utilisées se diffère considérablement de celles fournies par le *COW Project*.⁵

Enfin, nous tenons à remercier tout particulièrement Charles F. Doran et Brock Tessman pour leurs précieuses contributions au niveau du plan de rédaction et de la justesse de nos calculs empiriques. Nous remercions également Ercan Gürvit à qui nous devons la réalisation des opérations mathématiques compliquées et İdil Takcı qui nous a aidés pendant notre recherche.

⁵ Correlates of War Project, National Material Capabilities V3.02, 2005, www.correlatesofwar.org.

**PREMIERE PARTIE – LA THEORIE DE CYCLE DE PUISSANCE ET
L'ETUDE DE LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE
PENDANT LA GUERRE FROIDE**

Dans la première partie, où nous allons essayer de mettre en évidence les traits essentiels de la trajectoire de la puissance américaine, nous nous concentrerons sur un plan à triple dessein. En premier lieu, nous allons présenter le guide retenu pour ce mémoire : la Théorie de « Cycle de Puissance ». A la démarche suivante, nous tenterons de valider les hypothèses théoriques à l'aide des données empiriques. Pour en finir, respectant la continuité historique, nous allons introduire l'étude de la politique étrangère américaine pendant la Guerre Froide sous la lumière des interprétations théoriques.

A – LE GUIDE: LA THEORIE DE CYCLE DE PUISSANCE

Il est bien évident que les chercheurs du domaine des relations internationales recourent à un travail de conceptualisation théorique basée sur des définitions faites conformément aux exigences de la discipline et sur des explications des niveaux d'analyse, car ils ont pour objectif de démêler les fils de l'histoire de même que les placer dans un certain cadre compréhensible.⁶ Lorsque nous considérons tous ces éléments de la définition théorique comme un ensemble, nous voyons bien clairement une explication stimulante des complexités de la politique mondiale. En fait, comme le soutient R.O. Keohane, « *personne ne peut faire face aux complexités de la politique mondiale* » sans recourir à une approche théorique ou aux hypothèses plus implicites.⁷ Ainsi, peut-on en déduire que les complexités de la vie internationale, qui lancent un défi énorme, seraient relativement plus faciles à

⁶ En ce faisant, les chercheurs spécialistes ont débattu sur la définition des termes tels que le "système", la "puissance" etc.; ils ont utilisé les niveaux d'analyse pour mieux comprendre l'influence qu'exercèrent, entre autres, les individus, l'interaction interétatique et le système et, ont conçu des approches théoriques dont les plus fameuses seraient le (néo)-réalisme, le (néo)-libéralisme et l'approche radicale.

⁷ Robert O. Keohane, "Realism, Neorealism and the Study of World Politics", in Robert O. Keohane (éd.), *Neorealism and Its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986, p. 4.

dévoiler à l'aide des approches théoriques. Cependant, le point le plus crucial, c'est que la qualité, les normes et les hypothèses de la théorie que l'on juge « convenable » doivent se conformer au fait que l'on étudie. En bref, le guide (comme moyen) doit se conformer aux sujets (comme une finalité).

1 – L'Introduction à la Théorie de « Cycle de Puissance »

Pour notre travail de recherche, nous pensons que la théorie de « Cycle de Puissance » de Charles F. Doran est, à titre de guide, tout à fait convenable en ce qui concerne ses qualités de même que ses dynamiques pour étudier la trajectoire que suit la politique étrangère américaine depuis la fin de la Guerre Froide. Pour en savoir plus, passons maintenant à l'étude des caractéristiques principales de la Théorie.

a – Les Aspects Structurel et Comportemental de la Théorie

En commençant, il est indispensable de noter que la Théorie est une théorie basée sur trois concepts fondamentaux : le système, l'acteur et la puissance. La Théorie prétend, à l'instar des définitions traditionnelles⁸, que la structure d'un système international, dynamique et donc non linéaire, est composée d'un certain nombre d'acteurs, de leurs puissances relatives et de leurs rôles, de la polarisation (idéologique et structurelle), de la nature des alliances et, des normes et des codes structurels.⁹ Doran définit l'acteur à partir de ses capacités ; pour la Théorie, la capacité absolue de l'acteur est la clé de sa propre position vis-à-vis la capacité absolue du système.¹⁰ Vu sous cet angle, l'acteur s'avère comme la référence primordiale de la théorie, mais il faut quand même souligner qu'elle n'est pas

⁸ Nous avons signalé là-dessus que le système était un des sujets le plus débattus dans le domaine des Relations Internationales. Waltz (néo-réaliste) et Nye (néo-libéral), pour rivaux qu'ils soient, acceptent cependant que le système est composé de deux éléments : la structure (polarisation) et le processus (interaction interétatique). Pourtant, il n'en va pas de même concernant leurs significations car, alors que Waltz, de crainte de soutenir son approche systémique, souligne la prééminence de la structure, Nye, quant à lui, souligne l'équipotentialité de la structure et du processus.

⁹ Charles F. Doran, *op.cit.*, p. 2.

¹⁰ Sur ce point là, nous vous signalons que l'acteur est mis en relation avec le système afin de procéder à une comparaison empirique pendant laquelle l'acteur est appelé le « numérateur » ; le système, le « dénominateur ». Charles F. Doran, « Confronting the Principles of the Power Cycle: Changing Systems Structure, Expectations, and War », in Manus I. Midlarsky (éd.), *Handbook of War Studies II*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000, p. 333.

forcément une *théorie stato-centrée*¹¹. En fait, la Théorie est une « théorie systémique ». Elle l'est parce que, sans cet aspect-là, le concept de « cycle de puissance » (basé sur l'évaluation de la puissance et du rôle) n'a pas de sens *per se* puisque la puissance et le rôle sont des notions relatives. Par conséquent, nous pouvons conclure que la capacité relative d'un acteur, qui reflète son « cycle de puissance » tout en considérant une longue périodisation, est l'ultime source d'évaluation de la position qu'occupe un acteur quelconque dans le système international.

Cependant, le « cycle de puissance » est le parcours généralisé de la capacité relative d'un acteur. En montrant les capacités relatives des acteurs internationaux, il permet, d'une part, de mettre en évidence l'ensemble des changements structurels et, de l'autre, d'exhiber la montée et le déclin de ces acteurs, notamment des grandes puissances, dans leur propre positionnement. En ce faisant, nous pouvons saisir les régularités ou irrégularités ancrées dans l'histoire politique internationale. Ainsi, la Théorie prétend être un guide théorique éclairant à la fois la diplomatie internationale et les décideurs de politique étrangère, car elle se considère plus qu'une théorie structurelle cherchant à expliquer les faits politiques à partir de l'axe acteur/système et se considère également comme une approche comportementale, conçue de manière à faire comprendre les perceptions et les réactions des décideurs vis-à-vis des changements systémiques. Par conséquent, les prédictions relatives à l'allure des comportements de politique étrangère des acteurs sont strictement liées aux changements structuraux, donc aux « cycles de puissances ». Tout en reliant en soi les notions « puissance » (aspect structurel) et « rôle » (aspect comportemental), la Théorie englobe les deux dynamiques critiques que sont, d'une part, la montée et le déclin des acteurs internationaux et de l'autre, les changements structuraux déclenchés par ces fluctuations. Sur ce point-là, Doran utilise le terme de

¹¹ L'approche des niveaux d'analyse dont l'origine se repose avant tout sur deux textes – *Man, the State, and War* de Waltz (1959) et *The Level-Of-Analysis Problem In International Relations* de Singer (1961) – accentue que la généralité des faits politiques peut être analysée à partir des niveaux tels que le système, les caractéristiques étatiques et les individus. Alors que le niveau systémique offre une vue panoramique et parcimonieuse, il est à court de détails. De son côté, l'approche stato-centrée nous offre les détails manquants mais il risque de rater la vue panoramique et d'exagérer les différences interétatiques. Pour sa part, le niveau individuel souligne que les décideurs jouent un rôle important sur la direction de la politique étrangère mais exclut toute autre influence tant systémique que stato-centrée. Par conséquent, ce n'est que lorsque ces différents niveaux sont simultanément mis en jeu que l'approche de niveaux d'analyse devient un outil théorique de taille. Pour plus de détails voir Kenneth N. Waltz, *Man, the state and war: a theoretical analysis*, New York, Columbia U.P., 2001, 263 pages et J. David Singer, "The Level-of-Analysis Problem in International Relations", *World Politics*, Vol. 14, No. 1, Octobre 1961, pp. 77-92.

« dynamique unique » (*single dynamic*) afin de décrire ces deux dynamiques comme un ensemble.¹²

Mais, comment décrire ces mouvements ? Comment en retirer une certaine conclusion ? La réponse à ces questions va faciliter la compréhension du fonctionnement de la Théorie. Premièrement, à l'aide de la vue graphique des cycles de puissance, nous pouvons catégoriser les fluctuations en trois étapes : la montée, la maturité et le déclin. Selon la Théorie, tout acteur international, sous l'influence des changements systémiques, expérimenterait ces trois étapes. Ces étapes, reflétées comme une courbe en forme de S, démontrent la présence d'un cycle qui ne signifie pas donc une répétition complète. La notion de « cycle » est utilisée plutôt dans le but de souligner l'aspect non linéaire du changement qui se produit au sein de l'interaction entre l'acteur et le système.¹³

D'autre part, pour interpréter ces cycles de puissance et bien précisément la réaction qu'ils engendrent sur les acteurs, Doran indique que la plupart des décideurs commet une faute grave de recourir aux prévisions qui mettent en relation le passé et le futur. D'après lui, la caractéristique non linéaire des cycles empêche ce genre de prédictions parce qu'elle signifie une discontinuité par rapport au passé. Plus clairement, lorsque s'avère une non-linéarité, toute prédiction échoue. Donc, le passé n'apparaît plus comme un moyen adéquat pour juger l'avenir et la politique étrangère de l'« acteur » suit un chemin parallèle aux perceptions conjoncturelles.¹⁴

Par conséquent, la Théorie représente la distribution des capacités parmi les acteurs internationaux. Cependant, cette réalité nous projette l'aspect dynamique de la puissance, car celle-ci provoque une redistribution des puissances et pèse sur les réactions des décideurs.

¹² Young-Kwan Yoon, "Introduction: Power Cycle Theory and the Practice of International Relations", *International Political Science Review*, Vol. 24, No.1, 2003, p. 5.

¹³ Charles F. Doran et Wes Parsons, "War and the Cycle of Relative Power", *The American Political Science Review*, Vol. 74, No. 4, Décembre 1980, p. 947.

¹⁴ Charles F. Doran, "Why Forecasts Fail: The Limits and Potential of Forecasting in International Relations and Economics", *International Studies Review*, Vol. 1, No. 2, 1999, p. 11.

b – La Vision Théorique : Le Dynamisme Systémique

La Théorie est une approche prenant en compte une longue périodisation destinée à exposer les changements structuraux et les modes non linéaires (comme la montée, la maturité et le déclin) de la puissance relative d'un acteur par rapport à celle de la structure. Ces modes non linéaires, provoquant une certaine réaction chez les décideurs, nous prouvent ainsi que tout acte de politique étrangère dépend principalement de la puissance relative estimée.

Cet accent mis au terme de puissance sous-entend que la Théorie semble s'intégrer à la tradition réaliste.¹⁵ De plus, nous pouvons prétendre que les acteurs de la Théorie ne se diffèrent pas trop de ceux conçus par les approches néo-réalistes. Comme nous le verrons prochainement, la Théorie ne s'intéresse guère aux dynamiques internes et se concentre plutôt sur les variables systémiques qui restent intacts pour tout acteur singulier.

Cependant, afin de ne pas se plonger dans une vision complètement réaliste et d'y contribuer une méthode behavioriste, Doran a développé le concept « rôle » à partir du principe de légitimité. Ce dernier signifie les responsabilités informellement acceptées et les avantages politiques de l'acteur liés à sa propre position et à son propre prestige dans le cadre de la conjoncture. Plus concrètement, le « rôle de politique étrangère » nous montre si l'acteur se réjouit d'un statut de *leadership* ou de subordination, d'une certaine capacité à influencer les autres ou sa dépendance vis-à-vis de la conjoncture externe. Le « rôle » change de nature si l'acteur apporte (un prêteur) ou bénéficie de l'aide (un débiteur), si l'acteur contribue lui-même ou non pour le développement de la vie internationale. Pourtant, l'aspect le plus important de la notion de rôle, c'est qu'il répond à la « capacité matérielle » de l'acteur concerné. Donc, il est modifié, dans le temps, de façon à se conformer graduellement aux changements de capacités survenus au sein du système lui-même. L'interprétation du « rôle de politique étrangère » devient un critère très crucial, lorsque le positionnement de l'acteur sera accepté et légitimé par les autres ; cette

¹⁵ Selon Battistella, le réalisme englobe les quatre propositions essentielles : l'existence de l'état d'anarchie (ou l'absence d'une autorité supranationale), la présence des groupes dont le mode d'interaction s'avère conflictuel, la prééminence de la rationalité et de la maximisation d'intérêt et la stabilité internationale assurée par l'équilibre des puissances. Dario Battistella, *Théories des Relations Internationales*, Paris, Presses de Sciences PO, 2003, p. 112.

argumentation gagne aussi le terrain puisqu'elle reflète une structure pluraliste d'où Doran atteint son objectif de réconcilier le réalisme et le libéralisme. Par conséquent, contrairement à la « puissance » qui reste comme un concept unilatéral, le « rôle » signifie une vision libérale reposée sur la réciprocité. Plus clairement, la notion de « puissance » semble être balancée avec le terme « rôle¹⁶ » et bien en faveur du pluralisme.¹⁷

Cet aspect pluraliste souligne la vision organisationnelle de cette théorie. Du plan théorique, le mode d'organisation est généralement façonné par la dichotomie hégémonie et pluralisme et/ou verticalité et horizontalité. Contrairement aux théories hégémoniques (la théorie des transitions de puissance, la théorie de stabilité hégémonique etc.) et aux théories de polarité (le néoréalisme, par exemple), la Théorie ne s'identifie pas avec des visions organisationnelles offertes par les approches de polarité.¹⁸ Pour elle, ce qui compte le plus, c'est de poursuivre le dynamisme des capacités relatives et de fournir, à partir de ces données, un cadre explicatif pour éclaircir les tendances des cycles de puissance dans le système international.¹⁹

A cette fin, la théorie essaie de remédier les points faibles de l'approche d'équilibre des puissances²⁰ qu'elle juge nécessaire mais insuffisante pour

¹⁶ Dans la logique de la théorie du cycle de puissance, il existe deux types de rôle: le rôle déclaré et le rôle attribué. Le rôle déclaré d'un acteur comporte ses estimations sur sa propre position et son prestige à l'échelle internationale. Le rôle attribué d'un acteur correspond, de son côté, à la réputation dudit acteur et à ce que d'autres gouvernements attribuent pour son positionnement. Il exprime, en outre, comment d'autres acteurs s'attendent à ce que l'acteur en cause se comporte. Donc, nous pouvons prétendre que le rôle déclaré est de nature plutôt unilatérale alors que le rôle attribué est de nature réciproque et/ou multilatérale. William J. Lahneman, "Changing Power Cycles and Foreign Policy Role-Power Realignment: Asia, Europe and North America", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, p. 100.

¹⁷ Charles F. Doran, "Economics, Philosophy of History, and the "Single Dynamic" of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, pp. 14-15.

¹⁸ Nous devons noter cependant que la catégorisation de la théorie est un sujet activement débattu. Goldstein, par exemple, prétend que la Théorie de Cycle de Puissance reste essentiellement dans le cadre théorique de la théorie des transitions de puissance d'*Organski* mais ce, en l'incluant une dimension cyclique. Joshua S. Goldstein, *Long Cycles: Prosperity and War in the Modern Age*, New Haven, Yale University Press, 1988, pp. 141-142.

¹⁹ Franz Kohout, "Cyclical, Hegemonic, and Pluralistic Theories of International Relations: Some Comparative Reflections on War Causation", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, p. 53.

²⁰ L'approche d'équilibre des puissances prend en considération la parité des puissances en compétition. Sa substance consiste en l'équilibrage d'un État qui défait cette parité et risque de devenir l'entité prépondérante du système entier. Donc, l'objectif essentiel de cette approche est de maintenir le *statu quo*. Pourtant, il est à préciser que cela ne constitue nullement une règle définitive car, outre l'équilibrer, un État peut également opter à soutenir celui qui risque de devenir le prépondérant.

comprendre le panorama de la politique internationale. En effet, d'après la théorie, le caractère horizontal de l'approche d'équilibre des puissances ne parvient pas à expliquer pourquoi et dans quelles conditions l'équilibre déjà établi tend à perdre son efficacité et donne lieu à un nouvel équilibre. C'est en introduisant la trajectoire cyclique (la montée, la maturité et le déclin), c'est-à-dire la verticalité, que la Théorie cherche à trouver une réponse convaincante à cette énigme. Cette posture théorique indique donc que bien que la Théorie se repose essentiellement sur l'approche d'équilibre des puissances, elle ne se contente pas de ses postulats et y renforce avec une seconde dimension – le dynamisme non-linéaire.²¹ En introduisant les modes non-linéaires, la Théorie vise à résorber l'insuffisance de l'approche d'équilibre des puissances.

c – L'Evaluation des Capacités et Puissances Nationales

Jusque-là, nous avons vu que la Théorie était une théorie basée sur la montée et le déclin des acteurs internationaux et que ces derniers étaient tout à fait dépendants du « dynamique unique » ; ce nouvel argument nous montre à quel mesure les acteurs sont en train de gagner ou de perdre vis-à-vis des adversaires. C'est justement à ce point précis que nous devons répondre à la question « comment mesurer ces capacités ? ».

Nous utilisons le terme « capacité » car il s'agit des capacités matérielles ou quantifiables qui se diffèrent, par nature, de la notion réaliste de « puissance ».²² Il n'est pas facile de quantifier le concept de puissance ; la capacité nationale, constituant la base matérielle de la puissance, consiste en des chiffres quantitatifs aptes à être analysées. C'est dans ce sens unique que la puissance devient quantifiable et se soumet aux calculs de probabilités. Pourtant, l'attention doit être attirée sur le fait que les capacités des acteurs ne sont pas toujours quantifiables et que, en outre, les gouvernements n'ont pas le même niveau de compétence quant à leur mobilisation. Donc, c'est après l'indexation correcte des origines de la puissance que le cycle de puissance d'un quelconque acteur deviendrait opérationnel.

²¹ Young-Kwan Yoon, *op.cit.*, p. 6.

²² La notion de puissance en relations internationales se révèle comme un moyen par lequel les acteurs essaient d'atteindre leurs buts. En fait, elle est l'habilité de faire quelque chose à un autre qu'il ne ferait pas dans une autre circonstance et est décomposée en des facteurs quantifiables tels que la population, les ressources naturelles, le progrès économique, la force militaire etc. et non quantifiables tels que la stabilité politique, la logique stratégique, la cohésion morale etc.

Pour Doran, la mesure des capacités se repose sur un étalon empirique à deux dimensions que sont la « grandeur » et le « développement ». Ces deux dimensions qui excluent les variables subjectives (comme la cohésion nationale, le patriotisme) comprennent, pour la période 1815-1950, les cinq indicateurs suivants : (1) la production de fer et d'acier, (2) la population, (3) la grandeur des forces armées pour la dimension « grandeur » et, (4) la consommation d'énergie et (5) le taux d'urbanisation pour la dimension « développement ». Ces indicateurs sont d'une grande envergure car ils englobent à la fois les capacités latentes (facteurs en dehors du contrôle gouvernemental) et actualisées (facteurs dépendants du pouvoir gouvernemental). De plus, tenant compte des conséquences des changements qualitatifs d'après-1950, Doran procède à une révision des indicateurs et change l'indicateur dit « l'ampleur des armées » avec « les dépenses militaires » et « le taux d'urbanisation » avec « le PNB per capita ».²³

A l'issue de la détermination des indicateurs avec lesquels la mesure des capacités nationales sera effectuée, il nous reste à limiter le champ d'étude – le système en question. L'objet essentiel de cette démarche est de déterminer les acteurs qui seront soumis à la comparaison par la question « comparer qui face à qui ? ». Dépendant du choix fait, l'objet peut être le système entier, un sous-système régional tel que l'Asie, un sous-système fonctionnel tel que le Mercosur, cela peut bel et bien être, comme le font les chercheurs spécialistes de la théorie, le sous-système des grandes puissances. Suivant Doran et Parsons, le tableau des grandes puissances est comme suit :²⁴

Nations	Période
Grande Bretagne	De 1816 à nos jours
France	De 1816 à nos jours
Prusse / Allemagne (de l'Ouest)	De 1816 à nos jours
Russie/URSS	De 1816 à nos jours
Autriche Hongrie	De 1816 à 1918
Italie	De 1860 à 1943
Japon	De 1894 à nos jours
Etats-Unis	De 1898 à nos jours
Chine	De 1950 à nos jours

Tableau 1.1 Les grandes puissances d'après-1816

²³ Charles F. Doran, "Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end", *op.cit.*, pp. 49-52. Sous l'influence de divers facteurs tels que l'option internationale qui favorise actuellement l'utilisation du PIB au détriment du PNB, l'avertissement personnel de Doran quant à l'utilisation des indicateurs actuels qui, de même, recours à l'emploi du PIB au lieu du PNB etc., nous tenons à utiliser le PIB per capita à la place du PNB per capita.

²⁴ Adopté à partir de l'article Charles F. Doran et Wes Parsons, *op.cit.*, p. 953.

C'est avec cette précision que nous pouvons non seulement évaluer la capacité absolue d'un acteur, mais aussi évaluer sa capacité relative, car le système des grandes puissances à temps « t » nous donne l'opportunité de la comparer avec le reste. Cette étude nous montre que la mesure des capacités nationales, effectuée pour tous les acteurs inclus dans le système traité, nous fournit les taux de distribution des capacités avec lesquels nous pouvons procéder à l'évaluation des cycles de puissance des acteurs internationaux.

Pour résumer brièvement, nous avons vu que la Théorie combine les aspects évolutif et cyclique de la trajectoire historique en une « dynamique unique », évaluée selon les indicateurs de capacité, au sein de laquelle les acteurs internationaux expérimentent un cycle généralisé d'ascension, de maturité et de déclin. Mais quelles sont les dynamiques de ces mouvements ? Maintenant, essayons d'élucider ces dynamiques.

2 – Les Dynamiques de la Théorie

Ici, nous essayerons de présenter les caractéristiques spécifiques de la Théorie en procédant à aborder ses deux principes essentiels d'où résultent les points critiques, le deuxième sujet à traiter.

a – Les Principes de la Théorie de « Cycle de Puissance »

L'objectif principal de la Théorie consiste à nous démontrer si les changements de capacités relatives affectent les non-linéarités et les prévisions des décideurs. Pour ce faire, elle se concentre plutôt sur la mesure des taux de développements effectués par des acteurs car c'est sur le niveau de ces « taux différenciés » que tout ce calcul se pose. Les différents taux de développement relatif qu'enregistrent les acteurs exercent une influence cruciale, ce qui déclenche un mode de changement non-linéaire pour chaque cycle de puissance. Cependant, ce changement non linéaire est la conséquence subséquente de la comparaison effectuée entre le numérateur (acteur) et le dénominateur (système). Sur ce point-là, il nous faut considérer que le système lui-même possède un taux de développement que nous pouvons mesurer à partir de la présence des acteurs.

La relation entre le numérateur et le dénominateur est gérée par deux principes fondamentaux. Premièrement, la Théorie soutient que le bénéfice d'un acteur à partir du système n'augmenterait que si son taux de développement absolu reste supérieur à celui du système. Selon ce principe, les cycles de puissance sont si relatifs qu'une augmentation supérieure enregistrée par un acteur entraînerait un changement pour tout autre cycle de puissance. Deuxièmement, même si les différents taux de développement absolu restent inchangés, la croissance de la capacité relative d'un acteur ne continuerait que pour un temps limité et puis (en point d'inflexion F) commencerait, dû aux limites du système (c'est-à-dire 100 %), un processus de décélération qui finirait par la maturité (Z) et le déclin. D'une façon similaire, le déclin accéléré décélérerait, lui aussi, (en point d'inflexion L) dû aux limites inférieures du système.²⁵ Il est possible de voir cette « dynamique unique » dans la figure 1.2.1.

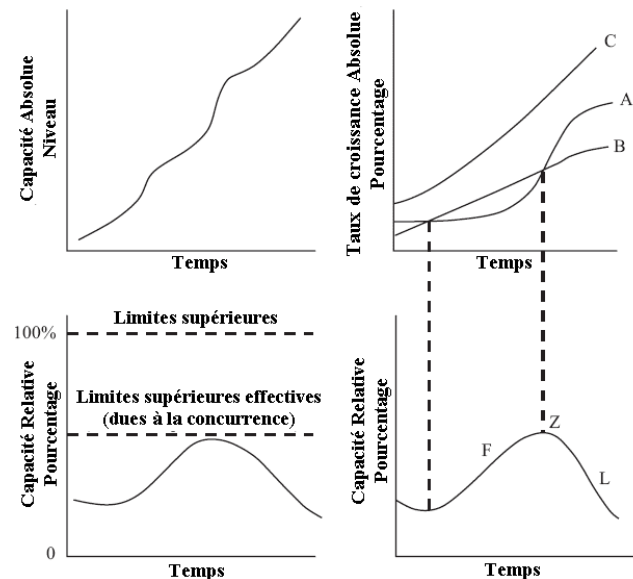


Figure 1.1 Les dynamiques absolues et relatives²⁶

Courbes absolues : A : Le système de grandes puissances ; B : Acteur B ; C : Le système total

Points critiques : F : Premier point d'inflexion ; Z : Zénith ; L : Dernier point d'inflexion

En effet, l'étude de ces deux principes de la théorie nous dévoile que la montée et le déclin des acteurs internationaux ne sont pas si simples à découvrir. Ils

²⁵ Charles F. Doran, "Economics, Philosophy of History, and the "Single Dynamic" of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft", *op.cit.*, p. 21.

²⁶ Figure prise de l'article Charles F. Doran, "Confronting the Principles of the Power Cycle: Changing Systems Structure, Expectations, and War", *op.cit.*, p. 337.

nous font connaître aussi que même la croissance absolue la plus large court incessamment le risque d'être contrée par les « limites du système » où l'acquisition de plus de bénéfices à partir du système est empêchée à cause de la concurrence provoquée par les autres acteurs. En conséquence de ces limites, l'acteur international qui obtient le plus grand bénéfice commence, avec le temps, à « concurrencer contre soi » plutôt que contre les autres. D'ailleurs, cela devient une nécessité pour que l'acteur puisse faire continuer sa montée exponentielle mais, comme c'est indiqué ci-dessus, les limites du système s'introduisent dans le processus et un changement critique dans la trajectoire de la courbe de capacité relative devient probable. Illustrée dans la figure ci-dessous, cette hypothèse essentielle de la Théorie postule que même l'acteur le plus puissant peut se trouver *in fine* en face d'une situation irrémédiable et entrer par la suite dans le processus de déclin.²⁷ Ces changements structuraux nous sont offerts par Doran pour la période d'après-1500 (voir la figure 1.2).

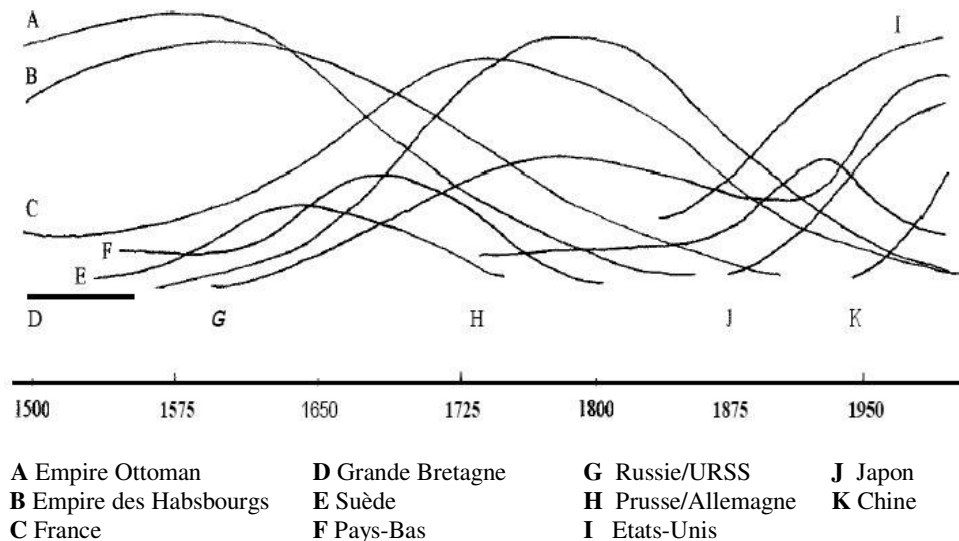


Figure 1.2 La dynamique structurelle entre 1500 – 1993²⁸

²⁷ Sur la courbe de puissance, le “déclin” possède trois différentes significations. Premièrement, le “déclin” signifie la période post-maturité où la courbe de puissance est ouvertement en déclin. Deuxièmement, le “déclin” signifie le point culminant de la courbe, c’est-à-dire le point Z. Dernièrement, le “déclin” correspond au point où le taux de développement commence à diminuer, c’est-à-dire le point F. Charles F. Doran, “Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century’s end”, *op.cit.*, pp. 212-213.

²⁸ Figure prise de l’article Charles F. Doran, “Confronting the Principles of the Power Cycle: Changing Systems Structure, Expectations, and War”, *op.cit.*, p. 335. (Figure basée sur des estimations pour la période 1500-1815 et des données empiriques pour la période 1815-1993.)

Cependant, il est à préciser que cette première hypothèse – la montée et le déclin des acteurs internationaux – donne naissance à une seconde hypothèse selon laquelle ces changements sont tellement dangereux lorsque la compréhension incomplète de ces mouvements risquerait de provoquer une réaction « contre-intuitive » chez les décideurs. D’après cette hypothèse, cette réaction contre-intuitive, s’émergeant comme une réponse subite face aux changements structuraux, porte en soi les sources d’une attitude politique peu stable. Ainsi, il se peut dire que cette deuxième hypothèse, qui porte sur les conséquences subséquentes des changements survenus au niveau des cycles de puissance des acteurs internationaux, est le complément de la première. Voyons maintenant de quoi il s’agit.

b – Les Points Critiques et les Guerres Majeures

La trajectoire relative d’un acteur international est dotée des cinq points critiques qui soulignent la présence d’un changement brusque et imprévu nécessitant une modification de la politique étrangère. Ces points critiques sont le point de virage inférieur (le début du cycle), le premier point d’inflexion, le point de virage supérieur, le dernier point d’inflexion et le point de virage inférieur (la fin du cycle) ; l’ensemble de cette trajectoire signale les changements structuraux. Donc, la fonction la plus importante de ces points critiques est qu’ils constituent une rupture avec le passé et qu’ils imposent une certaine réévaluation de la politique étrangère à suivre sous l’influence du choc provoqué.

Pourtant, cette réévaluation a le risque de favoriser l’éclatement de la guerre, car d’après la seconde hypothèse de la Théorie, la guerre majeure devient plus probable que jamais si plusieurs acteurs internationaux traversent un point critique en même temps. Cette causalité se repose, d’après Doran, sur trois facteurs.²⁹ Premièrement, le choc cognitif, c’est-à-dire l’inversement du mouvement précédent (voir la figure 1.3), a *per se* un caractère déstabilisateur, car la rupture avec le passé déclenche une série d’émotions dangereuses telle que l’anxiété, la belligérance et la surréaction qui risque de poser de sérieux problèmes pour la stabilité.

²⁹ Charles F. Doran, “Economics, Philosophy of History, and the “Single Dynamic” of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft”, *op.cit.*, p. 25-26.

Le deuxième facteur est l'écart entre la puissance et le rôle. Le « rôle de politique étrangère » englobe les objectifs et les réactions des acteurs internationaux mais il est aussi la référence primordiale de leur puissance.³⁰ Vu sous cet angle, lorsque le franchissement d'un point critique est accompagné d'un écart entre la puissance et le rôle (voir la figure 1.3), cela rend la situation plus dure à gérer. Cet écart est considéré par des acteurs concernés comme un handicap qu'il faut à tout prix résorber. Ainsi, quand les parties se méfiant de l'incertitude systémique cherchent à la régler, la tension atteint son comble et la guerre devient plus probable.³¹

Troisièmement, l'inflexibilité du milieu diplomatique et l'attitude rigide des décideurs concernant les questions de sécurité accélèrent le risque d'un conflit armé. En fait, les points critiques créent une ambiance contre-intuitive *sui generis* dans laquelle le recours à la force devient un moyen convenable pour réduire les risques. Cette approche contre-intuitive des décideurs, marquée par l'irrationalité, est la dernière étape du processus qui mène jusqu'à la guerre. Par conséquent, l'étude des changements structuraux et les inquiétudes exagérées des décideurs peuvent servir à expliquer les bases du comportement contre-intuitif.

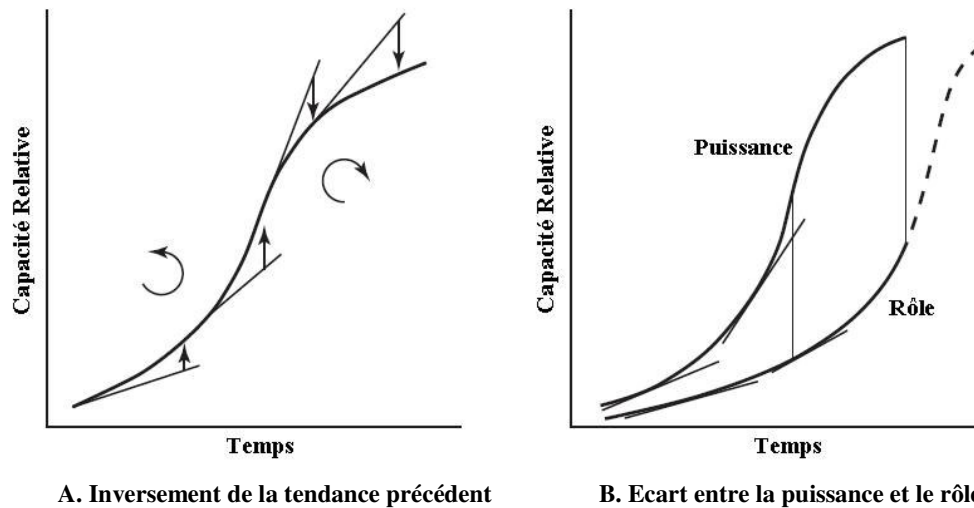


Figure 1.3 L'écart entre la puissance et le rôle³²

³⁰ Charles F. Doran, "Confronting the Principles of the Power Cycle: Changing Systems Structure, Expectations, and War", *op.cit.*, p. 338.

³¹ Charles F. Doran, "Systemic Disequilibrium, Foreign Policy Role, and the Power Cycle", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 33, No. 3, Septembre 1989, pp. 374-380.

³² Adopté à partir de l'article Charles F. Doran, "Economics, Philosophy of History, and the "Single Dynamic" of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft", *op.cit.*, p. 25.

Néanmoins, quelques points supplémentaires portant sur le processus de la guerre doivent être expliqués. Nous avons précisé que le changement structurel était le motif principal de la guerre, que les changements dans les cycles de puissance affectaient négativement les attitudes des décideurs et que ces derniers, agissant de manière contre-intuitive, devenaient plus favorables au recours à la force, afin de diminuer l'écart entre leurs propres puissances et leurs propres rôles. Mais comment cela se fait que les décideurs se rendent compte des changements si subits et choquants et pour quels motifs se sentent-ils « obligés » de recourir à la force ?

Certes, les changements si inattendus et si subversifs ne se révèlent pas automatiquement et sont plus ou moins déguisés et difficiles à saisir. Pour de longues périodes, les changements tels que la montée et le déclin sont bien reconnaissables, car ces mouvements sont considérés comme l'extrapolation du passé, c'est-à-dire, ils assurent une certaine continuité. Il est possible de dire que les décideurs ne peuvent réagir que face à des évolutions en permanence, car il peut être difficile pour eux de saisir l'importance des changements brusques et ils arrivent finalement à négliger les fluctuations individuelles.

Cette logique souligne que le point critique de changement brusque est si graduel et si invisible que les décideurs ne pourraient pas en rendre compte. Ceci est bien possible, mais, aux dires de Doran, « *quelque chose d'autre* » qui se passe au point d'inflexion (et à tous les points critiques) « *bouleverse la cognition de politique étrangère* ». ³³ C'est ce changement radical qui nécessite la mise sur pied d'une politique étrangère plus convenable par rapport à la conjoncture internationale. Dans ces circonstances, l'acteur se rendra compte qu'il ne peut plus réaliser ses prédictions, poursuivre ses intérêts comme avant et compter sur sa prééminence pour atteindre ses objectifs. Le contraire étant également possible, le cours des événements peut changer et donc les décideurs réagissent face à cette nouvelle situation.

Lorsque les attentes se sont inversées et que le futur se diffère des anticipations, les décideurs qui expérimentent un changement profond se trouvent en plein trauma relatif au futur de leur pays. Mais cela ne conduit pas *ipso facto* à la guerre. La Théorie n'évite pas la chance d'un « changement pacifique ». D'ailleurs,

³³ Charles F. Doran, "Confronting the Principles of the Power Cycle: Changing Systems Structure, Expectations, and War", *op.cit.*, 341.

elle le préconise. Dans la perspective théorique, si la structure tend à se changer et la transformation est irréversible, il vaut mieux que cette transformation soit pacifique.³⁴ Mais au cas où les trois facteurs suscités s'imposent et que la tension internationale devient insurmontable, dans quelles circonstances et pour quels motifs les acteurs recourent-ils à la guerre ?

Référons-nous à une petite mise en scène : l'acteur A est en plein déclin, mais continue toujours à jouir de la totalité de son rôle ; l'inertie du rôle est essentielle, c'est-à-dire, le rôle ne suit pas automatiquement le chemin de la puissance. Donc, un écart entre la puissance et le rôle (excès de rôle) de l'acteur A est en jeu. De son côté, l'acteur B, ayant reconnu une amélioration considérable de ses propres capacités, n'a toujours pas accès à un meilleur rôle international pour la même raison. Dans ce cadre, la perspective théorique nous indique que le point le plus important est de voir si les demandes de l'acteur B sont légitimes ou non. Du point de vue théorique, s'il ne s'agit que d'un simple changement de leader, il n'y a aucun problème et un changement pacifique peut avoir lieu. Ici, ce n'est pas l'identité du leader qui compte, c'est son *leadership*. Mais si l'acteur B en ascension présente des revendications illégitimes, c'est-à-dire des demandes qui dépassent ses propres capacités, (comme ce fut dans les cas de Hitler, Louis XIV ou Napoléon etc.) et suscite des inquiétudes chez l'acteur A en déclin, les autres acteurs doivent contrer le premier par le biais de l'assimilation. Pour sa part, si l'acteur en déclin ne consent pas à céder la place et obstrue la chance d'un changement pacifique, la guerre reste toujours comme une forte probabilité. Par conséquent, la guerre devient probable lorsque les revendications de la puissance ascendante sont illégitimes et/ou inquiétantes pour l'acteur en déclin et/ou ce dernier veut garder son rôle précédent dans le système. Mais pour quels motifs ? Le motif est simple. La guerre lancée par l'acteur A ne vise qu'à prévenir l'ascension de l'acteur B. La logique est comme suit : l'acteur B qui revendique actuellement des révisions systémiques en demanderait davantage au fur et à mesure que sa puissance augmenterait. Ainsi se demande l'acteur A pourquoi il renoncerait à son rôle actuel alors qu'on lui exigerait d'en réduire plus dans le futur. Sur ce point, l'attaque préventive peut être possible

³⁴ Ainsi, contrairement à la vision selon laquelle les grandes guerres changent la structure elle-même, la Théorie de Cycle de Puissance prétend que ces guerres ne sont que la conséquence du changement structurel et que la guerre est donc évitable.

avec l'objectif d'empêcher la détérioration de la situation contemporaine.³⁵ L'acteur A, qui n'est plus capable de gérer effectivement, pense qu'il doit continuer à le faire au lieu de l'acteur B. C'est dans cette vision que l'acteur descendant recourt à l'attaque préventive et peut créer une catastrophe structurelle. Comme nous les verrons dans le chapitre suivant, c'est exactement ce déclin provocateur qui était à l'origine des attaques préventives lancées par le Habsbourg espagnol, la France, à deux reprises, et l'Allemagne, également, à deux reprises.

B) LES MONTÉES ET LES DÉCLINS DES GRANDES PUISSANCES

Tout acteur international tend à émettre une trajectoire non-linéaire, qui reflète sa propre capacité relative, dont les changements brusques appelés « points critiques » lancent des défis à relever par le ou les acteurs concerné(s). En outre, lorsqu'il arrive que plusieurs acteurs traversent simultanément un point critique, les contradictions de longues dates s'exposent et les acteurs cherchent inlassablement à redresser le système selon leurs propres visions. Telle est l'hypothèse de la Théorie. Donc, nous pouvons déduire que les changements de capacités suscitent chez certains acteurs l'envie de résorber le déséquilibre systémique avec leurs propres visions d'équilibre. Cette envie, contrée par les autres, donne naissance à une guerre majeure dont l'histoire reste le témoin privilégié.

Par contre, l'objectif essentiel de ce sous-chapitre est de mettre en évidence les points communs entre l'hypothèse susmentionnée et les caractéristiques des guerres majeures du système international. Pour ce faire, notre référence essentielle ne serait autre chose que l'histoire elle-même, car, comme indiqué par Büyükakıncı, « *il est impossible d'analyser la politique internationale d'une manière séparée du processus historique* ». ³⁶ En fait, que ce soit la guerre du Péloponnèse (431 à 404 av. J.-C) – où Sparte, effrayée par la croissance relative d'Athènes, avait lancé une attaque préventive contre ce dernier – ou la guerre opposant la France et les

³⁵ La guerre préventive doit être comprise, selon Levy, comme une guerre qui est battue maintenant pour éviter les dangers des demains. La logique est simple. La motivation préventive s'émerge de la perception selon laquelle la capacité et le potentiel d'un acteur sont en déclin décisif par rapport à un ou à plusieurs acteur(s). Outre cette perception décliniste, la perception de l'inévitabilité – ou la probabilité – de la guerre, la peur d'être dépassé en matière de la capacité matérielle et l'optimisme militaire de l'initiateur jouent un rôle important dans ce processus. Jack S. Levy, "Declining Power and the Preventive Motivation for War", *World Politics*, Vol. 40, No. 1, Octobre 1987, pp. 82-88.

³⁶ Erhan Büyükakıncı, "Uluslararası İlişkilerdeki Savaş İncelemelerinde "Tarih" in Metodolojik Araç Olarak Kullanımına Bir Bakış", *Doğu Batı*, No. 24, 2003, p. 88

Habsbourgs (1521-1556) – où la France, étant choquée par l'unification de la géographie habsbourgeoise en 1519 à la suite du mariage entre les dynasties autrichienne et espagnole, avait recouru à la guerre préventive en 1521 – l'histoire est pleine des exemples justificatifs, mais c'est la période d'après-1648 qui intéresse le plus la Théorie. C'est la raison pour laquelle nous allons essayer de faire voir si la guerre des Trente Ans, de Louis XIV, de Napoléon et les deux Guerres Mondiales de 1914 et de 1939 soutiennent ou non l'hypothèse essentielle de la Théorie selon laquelle même l'acteur international le plus puissant se tend à se déclinier face au système international et que ce déclin risque de provoquer une guerre majeure si la structure ne permet pas un changement pacifique.

1 – Le Déclin des Habsbourgs et le Traité de Westphalie

A l'issue de la guerre de 1521 qui l'a opposée à la France succombée aux Guerres de Religion, l'empire des Habsbourgs était devenu la puissance dominante de l'Europe. En fait, les capacités de l'empire étaient si vastes qu'elles signifiaient la présence d'une quasi-unipolarité. Avec sa puissance militaire, sa puissance économique et son idéologie, l'empire était sans doute le centre de l'Europe.³⁷

Pourtant, les « limites du système » n'ont pas tardé à s'introduire et, sous l'influence du renforcement de ses adversaires, notamment de la France, de l'Angleterre et des Pays-Bas, le « Complexe Habsbourg » a connu un déclin relatif. Ce déclin était déclenché, pour certains, par trois facteurs essentiels que sont la chute de la population, la diminution de la richesse nationale et la décroissance de la quantité des lingots.³⁸ La décroissance de la population n'a pas seulement épuisé la population jeune nécessaire pour former une armée forte mais a également diminué la productivité. Ceci a fini par affaiblir la quantité de nourriture et causa un taux élevé de mortalité infantile – créant ainsi un cycle insurmontable.³⁹ De son côté, la

³⁷ Torbjørn L. Knutsen, *The Rise and Fall of World Orders*, New York, Manchester University Press, 1999, pp. 41-51. Au plan militaire, les Habsbourgs espagnols possédaient 150,000 soldats contre 50,000 pour la France et 20,000 pour l'Angleterre en 1555 ; au plan économique, les innovations technologiques à propos des bateaux avaient fini par *conquista* en conséquence duquel une énorme quantité d'or fut transporté en Espagne : 670.000 ducats aux 1530 ; 1.200.000 aux 1540 et 2.000.000 aux 1550 ; au plan idéologique, sa mission divine consistant à établir, en battant les Ottomans, une civilisation chrétienne dite « *Christendom* » les assurait une sorte d'attractivité idéologique.

³⁸ Dale C. Copeland, *The Origins of Major War*, Ithaca, Cornell University Press, 2000, p.217.

³⁹ Charles F. Doran, *The Politics Of Assimilation: Hegemony and Its Aftermath*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971, pp. 96-100. En effet, la population de 7-7.5 millions en XVI^e siècle était tombée à 4-4.5 millions en fin du XVII^e siècle.

richesse nationale de l'Espagne était également en plein déclin. Les prix domestiques qui, sous l'influence d'un taux d'inflation considérable, ont été montés en flèche avaient contraint l'Espagne à combler ses besoins à partir des marchés étrangers. En ce faisant, non seulement l'Espagne a affaibli son marché domestique mais elle a aussi renforcé les capacités financières des marchés étrangers. De plus, d'une manière illogique, les lingots d'or venant de l'Amérique ont été utilisés pour financer les guerres et non pour investir. Lorsque, sous l'effet de l'inflation, ces lingots se sont révélés insuffisants et que la productivité nationale s'est considérablement diminuée, des rebellions se sont montrées en Italie et en Hollande et se sont rapidement dispersées en Aragon, Catalogne, Valence et au Portugal. Quoique Philippe II ait essayé, environ 1590, de financer les guerres par le biais de la taxation, il était toujours à court.⁴⁰ Le déclin était totalement apparent. D'après Doran, le « Complexe de Habsbourg » aurait dû culminer environ 1580.⁴¹ Cela justifie le changement subit de la politique étrangère de Philippe II qui a cherché soudainement à réimposer l'hégémonie Habsbourg (entreprise d'une campagne militaire contre les Pays-Bas et l'Angleterre ; occupation de la France).⁴² Mais, les affaires n'ont pas tourné comme espérées et, même si la plupart des provinces du sud des Pays-Bas ont été reprises, l'Armada, la flotte « divine » de l'empire, a été défait par la flotte anglaise en 1588. Suivant cette date, qui avait marqué la faiblesse espagnole, c'est la France qui s'est présentée comme l'adversaire principal du « Complexe Habsbourg ». La discorde religieuse, qui avait traumatisé la France pendant trois décennies, était terminée et l'économie française était soumise, sous le règne de Henri IV, à des réformes mercantilistes. D'autre part, avec sa population de 16 millions, la France était presque le double de l'Espagne.⁴³ Cependant, avec l'assassinat de Henri IV, la France est entrée de nouveau à une décennie d'incertitude pendant laquelle l'importation énorme et la décroissance de la quantité des lingots, mais qui n'a pas pu éviter la faillite en 1607⁴⁴ – à tel point que la prévention, de façon contre-intuitive, est perçue comme une réponse convenable vis-à-vis du déclin.

⁴⁰ Torbjørn L. Knutsen, *op.cit.*, pp.112-114.

⁴¹ Charles F. Doran, "Economics, Philosophy of History, and the "Single Dynamic" of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft", *op.cit.*, p. 32.

⁴² John C. Rule, "The Enduring Rivalry of France and Spain ca. 1462-1700", in William R. Thompson (éd.), *Great Power Rivalries*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999, pp. 45-46.

⁴³ Dale C. Copeland, *op.cit.*, p. 217.

⁴⁴ Bülent Arı, "Avrupalılar Kozlarını Amerika Kitası'nda Paylaştı", *Doğu Batı*, No. 32, Mai-Juin-Juillet 2005, p. 67.

En mai 1618, lorsque les Protestants bohémiens se sont rebellés contre l'autorité centrale de l'Autriche, une opportunité importante a été offerte pour l'Espagne. Quoique ces deux familles de Habsbourg fussent séparées en XVI^e siècle, elles étaient toujours proches. Le cas était notamment critique pour l'Espagne pour laquelle la désintégration de l'Autriche signifiait une menace imminente pour l'ensemble des territoires occupés par les familles de Habsbourgs. Donc, du côté espagnol, il était essentiel de défendre l'intégrité territoriale de l'Autriche et ce, aussi bien pour pouvoir sauvegarder sa position que pour encadrer la France. Pourtant, l'intervention financière et militaire de l'Espagne a fini par déclencher la Guerre des Trente Ans et n'a pas donné les résultats tant désirés. Tenant compte des conséquences du Traité de Westphalie (1648), signé à la fin de la Guerre des Trente Ans, il est clair que le mécanisme de prévention n'avait pas marché.

2) La France en Déclin et les Guerres de Louis XIV

Certes, l'assimilation de l'empire espagnol avait mis un terme aux hostilités mais elle n'avait pas assuré la stabilité européenne, car la France, chef de file de l'assimilation westphalienne, devenue si puissante sous le règne de Louis XIV, ne déguisait guère ses aspirations de prépondérance. En fait, à *contrario* de la tentative défensive de l'empire des Habsbourgs qui essayait de défendre l'intégrité de ses territoires, la tentative de la France était qualitativement offensive ; elle était simplement expansionniste. Le point important est de donner une explication logique à la question « comment une France si forte et si prépondérante a décliné ? ».

Sous Louis XIV (1643-1715), la France, ayant mis un terme aux libertés féodales des nobles, a pu établir un Etat absolu dirigé par un centre. Une fois que cette autorité interne a été posée sur des pieds stables, Louis XIV a constitué une armée régulière strictement liée à l'hierarchie militaire et à la Maison de Bourbon. Ainsi, Louis XIV a semé les grains d'un ordre intérieur basé sur l'absolutisme à partir duquel il a poursuivi ses objectifs de politique étrangère.⁴⁵

Le traité de Westphalie qui avait mis un terme à la Guerre des Trente Ans ne signifiait cependant pas la fin de la guerre entre la France et l'Espagne qui n'a été finie qu'en 1659. Dans la période 1660-1685, la France était devenue la puissance

⁴⁵ Oral Sander, *Siyasi Tarih: İlkçağlardan 1918'e*, Ankara, İmge Kitabevi, Ekim 2005, pp.102-103.

dominante. La croissance absolue de la France était également relative, car les armées espagnole et anglaise étaient soumises à une réduction numérique alors que seulement celle néerlandaise et russe enregistraient une augmentation qui restait néanmoins relativement faible par rapport à celle de l'armée française.⁴⁶ De même, sous la gestion de Colbert, ministre des Finances de Louis XIV, la France avait établi, sur le plan interne, un système de taxation efficace alors qu'à l'extérieur, elle avait augmenté ses capacités commerciales via un tarif douanier basé sur les principes mercantilistes qui était supporté par l'implantation de diverses sociétés telles que la Compagnie des Indes (1664), la Compagnie du Nord (1669), Compagnie du Levant (1670).⁴⁷

Toutefois, quelque part dans cette période-là, la capacité relative de la France a traversé son premier point d'inflexion et a été soumise à un taux de développement modeste par rapport à ses adversaires. Vers la fin du XVII^e siècle, la France a connu une diminution considérable quant à sa production agricole. Cette décroissance, qui était la conséquence du dysfonctionnement de son système agricole, mit en péril l'alimentation de sa population (22 millions) et de son armée formidable.⁴⁸ En effet, la France ne pouvait plus concourir avec la production des Pays-Bas ni de l'Angleterre, car, vers 1700, sa production ne signifiait que deux troisièmes de ces derniers, pris séparément. Comme cela a été le cas pour l'Espagne de XV^e siècle, cette diminution générale de la population n'a pas seulement réduit la grandeur de l'armée mais aussi, la main d'œuvre productive. D'autre part, tandis que l'Angleterre se dotait en 1694 de la Banque d'Angleterre qui était censée fournir des moyens financiers considérables, la résistance aristocratique, qui s'opposait au système de taxation, diminuait l'avantage comparatif que la France en avait joui jusque-là.⁴⁹ Ce déclin relatif apparent a nécessité la réévaluation de la politique étrangère française par Louis XIV ; la question de la succession espagnole est entrée dans l'agenda des

⁴⁶ Angus Maddison, *The World Economy: A Millennial Perspective*, Paris, OECD, 2001, p. 81. Son armée, qui peuplait 100.000 aux années 1650, est passée à 120.000 aux 1670 pour atteindre, aux débuts du XVIII^e siècle, à une grandeur de 400.000.

⁴⁷ Stephen J. Lee, *Avrupa Tarihinden Kesitler 1494-1789*, Ankara, Dost Kitabevi, 2004, pp. 171-172.

⁴⁸ Cette pénurie a eu une grande importance sur le développement de la population française car, lors de la pénurie, en 1693, le taux de mortalité est estimé d'être 6 % de la population totale, soit 1,3 millions. Gormac Ó. Gráda, "Markets and Famines in Pre-Industrial Europe", *Journal of Interdisciplinary History*, Vol. 36, No. 2, Automne, 2005, p.146-147.

⁴⁹ Charles F. Doran, "The Politics Of Assimilation: Hegemony and Its Aftermath", *op.cit.*, pp.130-131.

relations extérieures de la France. Ceci était dû, entre autres, à la capacité relative de l'Autriche qui était en ascension.

En conséquence de la « politique de mariages », la question de succession au trône espagnol était devenue un sujet critique parce que Léopold I, gérant de l'Autriche, avait obtenu, en fin du compte, le droit d'accès à la couronne espagnole. Aux yeux de la France, cela constituait une menace réelle, car l'obtention de la couronne espagnole par l'Autriche risquait de reconstituer la géographie habsbourgeoise qui endiguait la France. De plus, pendant la période qui a suivi la fin de la Guerre des Trente Ans, l'Autriche avait consolidé ses capacités et était devenue une puissance importante. Elle n'avait pas seulement arrêté en 1683 l'attaque ottomane dirigée contre elle-même mais elle avait également chassé les troupes ottomanes de l'Hongrie, de la Serbie et de la Roumanie du Nord. En ce faisant, elle avait doublé ses territoires et augmenté son influence à un tel point que Louis XIV voulait désormais éviter qu'elle s'en prenne à son pays après avoir conclu un accord avec l'Empire ottoman.

Ainsi, la France en plein déclin a ressenti le besoin de prévenir un tel scénario. Néanmoins, comme l'ont démontrées, « les Guerres de Louis XIV », elle n'avait plus les moyens. La première des guerres a eu lieu en 1667. Lorsque Louis XIV a réclamé le droit d'hérédité de sa femme et, par suite de son occupation de la Hollande espagnole, a déclenché la guerre de Dévolution, une contre-alliance, constituée de l'Angleterre (qui a fait son entrée pour la première fois dans la politique européenne), de la Suède et des Pays-Bas, s'est rapidement formée et a forcé la France à y renoncer. Une deuxième tentative d'occupation de la Hollande espagnole fut entreprise en 1672 mais, à l'instar de l'initiative antécédente, la conséquence politique n'a été qu'une déception ferme en 1679. Louis XIV n'avait pas pu obtenir ce qu'il voulait. Ici, le point essentiel à tenir en compte est que ces guerres ont fini par exacerber le déclin économique de la France des années 1680.

Cependant, la défaite des Turcs à Mohács en 1687 a constitué un tournant décisif pour la position française. Selon un rapport diplomatique remis le 15 août 1688 par l'ambassadeur de Louis XIV, les Turcs étaient prêts à faire la paix avec les Autrichiens. C'était le pire cauchemar de Louis XIV qui a profondément ressenti l'obligation d'agir. Pourtant, le traité de 1697 a de nouveau marqué que les limites de

la capacité française ne permettaient pas plus de gain en ses propres faveurs.⁵⁰ Cependant, le décès de Charles II, successeur de Philippe IV, en 1700 a relancé la question de la succession espagnole car celui-ci avait laissé son héritage au petit-fils de Louis XIV, Philippe V. Si refusé, l'héritage serait attribué à l'Autriche. Ne pouvant prendre un tel risque, et voulant, d'une part, empêcher son endiguement et de l'autre, améliorer sa position stratégique, le Roi-Soleil a accepté l'offre qui, en conséquence, a déclenché une dernière guerre finissant en 1713 par la signature du traité d'Utrecht.

Pour résumer, la France, étant devenue la puissance dominante de l'Europe, n'a pas pu empêcher son propre déclin, entraîné par les limites du système européen. Parallèlement, tout recours à la force, destiné à prévenir la détérioration de la position française, n'a abouti à aucune conclusion significative capable de renverser cette trajectoire de décroissance.

3) Le Déclin de l'Empire Français et les Guerres Napoléoniennes

Le traité d'Utrecht avait certes réduit les capacités de la France, mais pas dans une manière définitive. Elle avait toujours une population considérable et avait obtenu pendant le XVIII^e siècle une croissance économique significative basée plutôt sur les relations commerciales. Entre 1700 et 1789, la France se trouvait dans une situation plus favorable par rapport à la Grande Bretagne.⁵¹ Au total, la France était en pole position.

Pourtant, le temps change tout. Dès le début du XVIII^e siècle, la France et la Grande Bretagne étaient engagées dans une lutte acharnée concernant les colonies et le commerce dont le tournant a été marqué par la Guerre de Sept Ans (1756-1763) qui a fini par une victoire parfaite des Britanniques. En conséquence de cette victoire, Londres a pu dominer désormais la plupart de l'Amérique du Nord et des Indes. Les pertes territoriales et la révolution industrielle britannique avaient causé la chute de la part française dans la production totale européenne qui était passée, entre 1750 et

⁵⁰ Dale C. Copeland, *op.cit.*, p. 222-224.

⁵¹ Alors que le taux de développement commercial et industriel de la France touchait à 120 %, ce chiffre n'était que 99 % pour l'Angleterre. De même, pour la même période, la productivité agricole avait connu une augmentation de 61 % pour la France alors que ce taux n'était que 34 % pour l'Angleterre. Charles P. Kindleberger, *World Economic Primacy: 1500 to 1990*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 112.

1800, de 17.2 % à 14.9 % alors que celle des Britanniques avait augmenté de 8.2 % à 15.3 %, respectivement. Vers la fin du siècle, tous les indicateurs favorisaient l'Angleterre. Ce déclin économique, empiré par la corruption de l'*ancien régime*, a donné le libre cours à une révolution qui a suscité tant de craintes chez les décideurs des autres acteurs. La France, étant consciente de ce mécontentement, a été traumatisée aussi par l'intervention autrichienne aux Etats belges et a lancé, en revanche, en 1792, une attaque préventive contre l'Autriche. Cela signifiait le commencement de la Guerre de la Révolution Française au sein de laquelle la France a dû se battre contre plusieurs pays.⁵²

Cette guerre, ayant mis en évidence le déclin de ses propres capacités, a démontré que la France devait ralentir, si ce n'est prévenir, la montée britannique. La première stratégie poursuivie a été « indirecte », celle dirigée sur l'Egypte en 1798 pour une possible avancée vers l'Inde, la colonie principale britannique. Après un premier échec, la tentative a été reprise, mais cette fois-ci directement. La France qui, grâce au traité d'Amiens de 1802, avait obtenu l'opportunité de se redresser, a essayé de se remilitariser et en vue de financer son renforcement militaire, a vendu en 1803 la Louisiane aux Etats-Unis.⁵³ Progressivement, elle s'est crue suffisamment forte pour prévenir l'Angleterre et a déclaré la guerre contre Londres dans la même année.

Malgré son déclin, la France possédait toujours une armée bien puissante et une idéologie sans précédente. En ce qui concerne l'idéologie française, Doran nous indique que cette dernière est fondée sur deux éléments contradictoires que sont le nationalisme révolutionnaire et le constitutionalisme radical. Selon cette catégorisation, c'est grâce à l'esprit du nationalisme que Napoléon a su exploiter des centaines de milles personnes pour son armée à partir des pays tels que la Prusse, la Pologne, l'Autriche etc. Pour sa part, c'est le constitutionalisme radical qui a fourni une fondation légale pour la construction de l'empire en tant que puissance. Ainsi, alors que le nationalisme était de caractère destructif et menaçant pour les frontières traditionnelles, le constitutionalisme soutenu par le Code Napoléon était de sa part

⁵² Marc Belissa et Partice Leclercq, "The revolutionary period 1789-1802", in Anja V. Hartmann et Beatrice Heuser (éd.), *War, Peace and World Orders in European History*, Londres, Routledge, 2001, p. 205.

⁵³ L'effectif de l'armée française, environ 355.000 en 1800, a progressivement augmenté au point qu'en 1812, il a touché à son apex – 1.000.000. John J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton & Company, 2001, p. 284.

constructif et avait été appliqué en Italie, en quelques états allemands de la Confédération de Rhin et au grand-duché de Varsovie.⁵⁴

La stratégie de Napoléon consistait à subvertir l'économie britannique en éliminant les pays partenaires dans le continent européen avec lesquels Londres avait des relations commerciales. Dans le cadre de l'expansion française, l'Autriche, vaincue en 1805, a été suivie par la Prusse en 1806 et le décret de Berlin, annoncé le 21 novembre 1806, a constitué le Blocus continental. Ainsi, une sphère économique française dont l'objectif principal était de contourner et d'affaiblir l'économie britannique a été créée à laquelle s'ajouterait, après la défaite de 1806, la Russie. Pourtant, l'économie russe dévastée n'a pas pu soutenir le Blocus et a ouvert en 1810 son marché aux produits britanniques.⁵⁵ En 1812, afin de réintégrer la Russie au Blocus continental, Napoléon a marché vers Moscou mais cela a provoqué sa propre fin. Cette attaque infructueuse a fini par l'occupation de la France en 1814 par les forces européennes.

Par conséquent, la France, jadis la puissance prépondérante de l'Europe, s'est heurtée enfin contre les limites du système qui ont imposé un déclin relatif des capacités françaises. Celui-ci étant en faveur de la Grande Bretagne, qui, grâce au Congrès de Vienne de 1815, a eu l'opportunité de dessiner son ordre mondial. Le seul moyen d'en échapper « était » la guerre préventive mais l'inefficacité de celle-ci, recourue par la puissance en déclin, est de nouveau affichée.

4) La Chute de la Capacité Allemande et la Grande Guerre

La défaite de Napoléon à Waterloo, confirmée au Congrès de Vienne, a mis une fin aux efforts français destinés à défier l'ascension de la capacité britannique et a institué un ordre politique dit « Concert européen » voué au maintien du *statu quo*. Pourtant, le « Concert européen » n'était pas le seul résultat du Congrès car la redistribution des enjeux allait créer un autre ordre politique connu sous le nom de *Pax Britannica*. Ce dernier découle, selon Gilpin, de deux éléments critiques dont le premier est la redistribution territoriale de l'Europe continentale.⁵⁶ Cette

⁵⁴ Charles F. Doran, "The Politics Of Assimilation: Hegemony and Its Aftermath", *op.cit.*, p. 151.

⁵⁵ Dale C. Copeland, *op.cit.*, p. 230-233.

⁵⁶ Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge U.P, 1981, pp. 135-136.

redistribution⁵⁷ avait pour but de rétablir l'équilibre des puissances et d'empêcher toute aspiration hégémonique éventuelle. C'est ainsi que la Grande Bretagne a pu se prévaloir de cet ordre et ce, en faveur du deuxième élément - celui de la suprématie navale. En fait, grâce aux arrangements diplomatiques, la Grande Bretagne possédait, désormais, des bases stratégiques qui étaient supposées de lui permettre le contrôle du périmètre de l'Europe continentale et son accès au monde extérieur. Malte, Ceylan, le Cap, Helgoland et l'Île de Maurice étaient des points stratégiques de poids qui contrôlaient principalement la région méditerranéenne, le Cap de Bonne Espérance, le Pacifique ouest et l'océan indien. En outre, s'ajoutait, à ces avantages politico-stratégiques, la révolution technologique et industrielle. Ces deux facteurs, soutenus par le libéralisme et l'idéologie de libre-échange, sont devenus rapidement une source de développement sans précédente à partir de laquelle la Grande Bretagne a pourchassé un empire commercial.

Grâce à la révolution industrielle, la part britannique dans la production industrielle mondiale est passée, entre 1760-1830, de 1,9 % à 9,5 %. D'autre part, bien que ces nouvelles technologies fussent également adoptées par des autres acteurs, la montée de la part britannique s'est poursuivie. Aux années 1860, la Grande Bretagne produisait 53 % de la production mondiale de fer et 50 % de la production mondiale de charbon et de lignite. Elle seule tenait une cinquième du commerce mondial alors que ce taux s'élevait à deux cinquièmes du commerce des produits finis.⁵⁸ Par conséquent, la suprématie navale soutenue par une capacité économique géante avait transformé la Grande Bretagne à la puissance prépondérante de l'Europe.

Néanmoins, elle n'était pas le seul acteur à connaître une ascension notable, puisque, à partir de la deuxième partie du XIX^e siècle, de divers acteurs tels que l'Allemagne, les États-Unis et le Japon allaient enregistrer des taux de développement considérables. Notamment l'Allemagne, unie en 1871, avait

⁵⁷ A titre d'exemple, le nombre des États germaniques (environ 300) fut réduit à 39 et ils ont été groupés sous la Confédération Germanique gérée par l'Autriche; cette dernière a pris la possession de l'Italie du Nord (la Lombardie et la Venise), de la Dalmatie, de la Galicie ; la Prusse obtint des gains tels que les provinces rhénanes, la Poméranie suédoise et le partage de Saxe ; la Russie a annexé deux tiers de la Pologne et la Bessarabie et, elle a gardé, de plus, la Finlande ; la « neutralité perpétuelle » de la Suisse a été déclarée; la France, le grand perdant, a retourné à ses frontières de 1791 et a été encerclée par des États tampons tels que le royaume des Pays-Bas, la Prusse rhénane, la confédération helvétique etc. Oral Sander, *op.cit.*, pp. 179-180.

⁵⁸ Paul Kennedy, *Büyük Güçlerin Yükseliş ve Çöküşleri: 1500'den 2000'e Ekonomik Değişme ve Askeri Çatışmalar*, Ankara, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 1998, p. 178.

enclenché un développement surprenant. Environ les années 1840, elle a supplanté la France en tant que le leader en sciences⁵⁹ et est rapidement devenue capable de défier la prééminence britannique (Voir le tableau 1.2).⁶⁰ En fait, la montée de la capacité allemande était si énorme qu'elle s'est transformée en un projet international de maximisation du rôle. Grâce à sa puissance financière, l'Allemagne a voulu pénétrer, via des crédits financiers, aux marchés étrangers tels que l'Amérique Latine et Centrale, la Chine, le Japon, l'Afrique du Sud, l'Asie Mineure etc. Ces entreprises n'assuraient pas seulement l'opportunité de consolider la puissance allemande à l'étranger mais elles visaient, de plus, à diminuer l'influence britannique. Cela dit, elles étaient tant politiques que financières.⁶¹

	1830	1860	1880	Taux de Changement (%)
Personnel Militaire				
Grande Bretagne	140.000	347.000	248.000	77
Allemagne	130.000	201.000	430.000	230
PNB (USD = 1960 ; en milliards)				
Grande Bretagne	8,2	16,0	23,5	186
Allemagne	7,2	12,7	19,6	172
PNB per capita (USD = 1960)				
Grande Bretagne	346	558	680	96
Allemagne	245	354	443	80

Tableau 1.2 La comparaison entre la Grande Bretagne et l'Allemagne pour la période 1830-1880⁶²

Toutefois, ce défi politique ne signifiait pas grande chose pour le côté britannique car la Grande Bretagne tenait toujours la suprématie navale et en décrétant le *Naval Defense Act* de 1889, elle avait adopté le principe du « *Two Power Standard* » qui consistait à établir une flotte égale à celles combinées des deux plus grandes puissances navales. En ce faisant, celle-ci avait voulu garantir qu'elle ne serait pas défiée en la matière dans un futur imminent, mais lorsque l'Allemagne a

⁵⁹ François Crouzet, "The historiography of French economic growth in the nineteenth century", *Economic History Review*, LVI, 2, 2003, p. 234.

⁶⁰ Même si, l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon avaient obtenu des taux de développement relatifs considérables vers la fin du XIX^e siècle, ces États ne généraient pas la même influence. Le Japon qui se modernisait par le biais de la restauration de Meiji était toujours considéré par les acteurs européens en tant que puissance de second degré; les États-Unis, quoique surprenants, s'étaient isolés, avec la doctrine Monroe, dans le Nouveau Monde et ne s'intéressaient guère aux intrigues européennes; l'Allemagne, pourtant, était située juste au milieu de l'Europe et était unie par le biais des guerres qui furent menées contre l'Autriche-Hongrie et la France - les deux acteurs essentiels de la scène européenne.

⁶¹ Suzanne Y. Frederick, "The Anglo-German Rivalry, 1890-1914", in William R. Thompson (éd.), *Great Power Rivalries*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999, pp. 321-323.

⁶² Tableau préparé à partir des données fournies par Paul Kennedy, *op.cit.*, pp.181-201.

fait passer sa première loi sur la flotte en 1898, les perceptions britanniques ont rapidement changé et les relations anglo-allemandes se sont progressivement détériorées ; l'Angleterre, comme la France, n'avait pas la volonté politique de réduire l'écart entre la puissance ascendante allemande et son rôle inerte.

Pourtant, selon la perspective de la Théorie, la cause essentielle de la Première Guerre Mondiale n'était ni le déclin britannique ni la montée allemande. Certes, la Grande Bretagne avait perdu du sang, mais elle avait sous son commandement une armée navale impressionnante grâce à laquelle elle contrôlait la plus grande partie du commerce mondiale. Le point le plus important est qu'elle ne voulait pas s'impliquer dans une alliance militaire qui risquait de finir par une guerre majeure. D'une manière similaire, l'Allemagne voulait réduire l'écart entre sa puissance et son rôle et ne pensait, non plus, à recourir à la force, mais c'est l'ascension de la capacité russe qui avait changé tout le calcul.

En fait, selon les courbes de puissance obtenues, la date du 1875 fut le tournant de la capacité russe, car elle signifie la date à laquelle la Russie a franchi son point de virage inférieur et a repris sa montée. Pour ce qui est de la Grande Bretagne, en déclin depuis 1829, celle-ci avait traversé son deuxième point d'inflexion en 1901 tandis qu'il fallait attendre jusqu'en 1908 pour que la France passe le sien. Pourtant, le facteur le plus important était le déclin relatif de la capacité allemande qui avait culminé en 1896. Sous le choc de ce trauma inattendu, les décideurs allemands ont incessamment cherché le moyen le plus « convenable » pour empêcher leur propre déclin : la guerre préventive. Pourtant, il faut noter que la prévention était l'objectif ultime de plusieurs acteurs, car, en conséquence des inquiétudes complexes, l'Allemagne s'inquiétait de la montée russe, la Grande Bretagne et la France se préoccupaient de l'ascension des capacités allemandes et, en addition, la Grande Bretagne se faisait des soucis à propos du développement en apparence de la marine allemande. En bref, comme l'a souligné Waltz, la Première Guerre Mondiale était « *une guerre préventive complète* ». ⁶³

Cependant, nous pouvons toujours poser la question « pourquoi attendre jusqu'en 1914 ? ». Au début du XX^e siècle, les militaires allemands croyaient intensivement que la guerre préventive était une nécessité pour contrer le déclin mais

⁶³ Kenneth N. Waltz, "Structural Realism after the Cold War", *International Security*, Vol. 25, No. 1, Été 2000, p. 40.

ils soutenaient qu'il fallait s'y préparer d'une manière convenable. Les décideurs politiques et le camp militaire allemands étaient tout à fait conscients que la Russie était en train d'accroître sa capacité militaire et son système de chemin de fer. Cela dit, ils avaient calculé qu'en 1916-17, la Russie aurait terminé son système de chemin de fer et que sa puissance militaire aurait augmenté environ 40 % et que, dans ce cadre, l'Allemagne n'aurait plus la supériorité militaire requise pour pouvoir gagner une guerre totale.⁶⁴ Donc, ils avaient compris que l'Allemagne ne serait pas en état de plaider pour un rôle supérieur et, c'est à cause de cela que l'Allemagne a eu peur de la montée russe.⁶⁵ En 1905, juste après la défaite russe face au Japon, le plan Schlieffen, préparé en 1892, a été révisé et, en 1908-09, lorsque l'Autriche-Hongrie, alliée de l'Allemagne, a annexé la Bosnie Herzégovine, la tension entre Vienne et Moscou est nettement montée. Pourtant, l'opportunité de prévention était écartée avec la capitulation russe en mars 1909. Cette humiliation à l'égard de l'Autriche-Hongrie avait poussé la Russie à la restructuration militaire.

D'autre part, la crise de 1911, comme la crise de Maroc, avait montré que la Grande Bretagne supporterait la France et ne resterait pas neutre dans une guerre continentale et que Berlin, pour combattre la marine britannique, devait améliorer ses capacités navales. C'est la raison pour laquelle que l'Allemagne a décidé le 8 décembre 1912 de prévenir la guerre et de soutenir l'Autriche-Hongrie au fur et à mesure que cette dernière ne provoque pas la Russie.⁶⁶ Mais en 1914, les choses avaient changé. L'archiduc François Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, a été assassiné le 28 juin 1914 à Sarajevo et cela a constitué, aux yeux de l'Allemagne, l'opportunité de recourir à une guerre majeure et de renverser le déclin. Cette dernière, consciente qu'une telle action provoquerait la Russie, a encouragé l'Autriche-Hongrie à déclarer la guerre à la Serbie qui, par la suite, a causé la Première Guerre Mondiale finie par la déception allemande. La prévention n'avait pas marché et l'Allemagne avait été soumise aux conditions très dures à supporter avec le traité de Versailles.

⁶⁴ Dale C. Copeland, *op.cit.*, p. 61-67.

⁶⁵ Joseph S. Nye, Jr., *Understanding International Conflicts : An Introduction to Theory and History*, New York, Longman, 1997, p. 52.

⁶⁶ *Ibid*, pp. 73-75.

5) Le « Retour en Force » des Capacités Allemandes et l'Éclatement de la Deuxième Guerre Mondiale

En 1918, la Grande Guerre était terminée et un nouvel ordre était en train d'être établi. L'Empire ottoman et l'Autriche-Hongrie ont disparu des pages de l'histoire et l'Allemagne a été soumise aux conditions très dures. Quant à la Russie tsariste, elle avait cédé sa place aux Bolcheviks tandis que la Grande Bretagne et la France étaient en quête de colonies et avaient partagé, à cette fin, la plupart des pays situés au Proche-Orient. De leurs cotés, l'Italie et la Grèce avaient recueilli des gains importants alors que le Japon avait obtenu les îles Pacifiques de l'Allemagne et des zones en Chine etc. Pourtant, aucun de ces pays n'avait la capacité matérielle suffisante pour assumer le rôle de *leadership*, car la Russie bolchevique était en pleine isolation alors que l'Allemagne était simplement une nation vaincue. La France et la Grande Bretagne, quoique vainqueurs, étaient épuisées par la guerre et le Japon n'était considéré que comme une puissance régionale. Dans ces circonstances, l'Amérique était la seule nation capable d'assumer le rôle de *leadership*. Cependant, la conséquence la plus frappante de la Première Guerre Mondiale a été, d'une manière à l'autre, le retour à l'isolationnisme des Etats-Unis qui signifiait, à fond, le rejet d'assumer le rôle international que Washington était censé jouer.

En effet, depuis 1898, les Etats-Unis étaient considérés comme une grande puissance dont le bénéfice à partir du système augmentait de jour en jour et ce notamment après la guerre civile de 1861-65. Lors de la Guerre de Sécession, la population des Etats-Unis était d'environ 32 millions alors qu'elle était devenue, quarante ans après, 73 millions. De même, en 1860, la part américaine dans la production mondiale, quoique insuffisante pour défier face à la Grande Bretagne, avait déjà dépassé celle de la Russie et de l'Allemagne et était sur le point de devancer celle de la France. Quarante ans après, elle était en pole position.⁶⁷ Pourtant, conformément aux consignes des *Founding Fathers*, Washington se distancait des intrigues et des alliances européennes. L'entrée en guerre des Etats-Unis en avril 1917 constituait donc une approche nouvelle, forcée principalement par W. Wilson, président américain, qui tenait à rétablir la stabilité internationale. Mais la frustration qu'avaient provoquée les attitudes des puissances européennes ainsi

⁶⁷ Alex Roberto Hybel, *Made By the USA: The International System*, New York, Palgrave 2001, p. 38.

que la réticence du Congrès américain concernant le traité de Versailles a rapidement repoussé les Etats-Unis à l'isolationnisme. C'est ainsi que le déséquilibre systémique, c'est-à-dire l'écart entre la puissance et le rôle américain a été créé, car Washington a refusé, malgré ses capacités matérielles, d'assumer le rôle convenable. En conséquence de cette posture, les affaires internationales ont dû être prises en main par la France et l'Angleterre qui n'avaient cependant pas la capacité nécessaire. Dans ces circonstances, il semblait artificiellement que le monde était toujours eurocentrique, mais les cycles de puissance étaient déjà en mouvement.⁶⁸

Quoique l'Europe épuisée ait su se redresser, cela a pris pas mal de temps. Il a fallu attendre jusqu'en 1924 pour que le revenu national britannique soit égal à celui de 1914. De même, ce n'est qu'en 1925 que la région française, dévastée par la guerre, a pu produire plus qu'en 1913. Egalement, l'Allemagne dont la récupération économique a commencé en 1924 n'a pas pu témoigner un revenu per capita peut-être 15 % supérieur par rapport à la période avant-guerre jusqu'en 1928. La Russie, quant à elle, n'a pu atteindre à son niveau de production pré-guerre qu'en 1926-27.⁶⁹

A cette récupération économique, s'ajouterait, avec le temps, l'amélioration de l'environnement politique de l'Europe. Le rejet du traité de Versailles par le Congrès américain, qui avait démuni la France de la garantie américaine en matière de la sécurité, a poussé cette dernière à essayer de stabiliser son environnement politique. La première démarche a été l'établissement de la Petite Entente, qui a regroupé la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, destinée à bloquer les ambitions revanchardes des Habsbourgs. Pourtant, le tournant décisif a été la signature des traités de Locarno par le biais desquels l'Allemagne avait reconnu le *statu quo* pour ses frontières occidentales. La détente s'est poursuivie par « l'esprit de Genève », soutenus, en 1928, par le pacte Briand-Kellog qui, d'une manière sans

⁶⁸ Pourtant, cette transition était un changement pacifique dont la logique repose, selon Davidson et Sucharov, sur quatre articles dont le premier est la bénignité qui cherche à établir, par le biais des concessions mutuelles, une relation fiable alors que le deuxième est l'image favorable de l'Autre – ce qui empêche de le voir comme un futur ennemi. Le troisième article, quant à lui, porte sur l'ordre mondial à propos duquel les deux puissances se mettent d'accord. On peut citer, à titre d'exemple, que la Grande Bretagne a reconnu, à l'occasion de la crise vénézuélienne, que le continent de l'Amérique était la « sphère d'influence » des États-Unis. De même, les États-Unis ne contestèrent par l'ordre conçu par la Grande Bretagne et l'ont accepté, en général, en tant que tel. Le dernier article concerne l'ordre légitime. Précisément, cet article privilégie, d'une part, les vertus tels que la démocratie, la liberté et de l'autre, le racialisme anglo-américain et soutient que les deux puissances sont de même « race ». Jason Davidson et Mira Sucharov, « Peaceful power transitions: The historical cases », in Charles A. Kupchan, *Power in Transition: The Peaceful Change of International Order*, United Nations University Press, 2001, pp. 106-111.

⁶⁹ Herbert Heaton, *Avrupa İktisat Tarihi*, Ankara, Paragraf Yayinevi, 2005, p. 572.

précédente, a souligné la renonciation à la guerre en tant qu'instrument politique. La France était décontractée.

Du côté allemand, l'abdication du Kaiser Guillaume II, en 1918, avait déclenché la transition de l'empire allemand à la République de Weimar dont le ministre des affaires étrangères, G. Stresemann (1923-1929), visait, avant tout, à reconstruire une Allemagne forte. Certes, la signature du traité de Rapallo en 1922 avec la Russie signifiait déjà la normalisation de la politique étrangère allemande, mais, il faut noter cependant que les démarches les plus importantes ont été entreprises sous la gestion de Stresemann. En fait, quoique l'Allemagne eût maîtrisé l'hyperinflation entre la période 1923-1929 et eût su arranger la question des réparations grâce au plan Dawes (1924), les gains les plus importants qu'il a réalisés ont été de nature politique. Dans ce cadre, il est important de souligner que l'Allemagne avait été acceptée, en 1926, à la Société des Nations (SDN) et que la Commission militaire alliée, chargée de la supervision de l'Allemagne, a été dissoute en 1927. Dans son ensemble, ces développements politico-économiques ne signifiaient que la normalisation des relations extérieures de l'Allemagne d'entre-deux-guerres.⁷⁰

Il n'y a pas de doute que cette conjoncture favorable était certes prometteuse pour les Britanniques qui, comme l'indique A.J.P. Taylor, étaient pleins d'aplomb :⁷¹

« Locarno semblait avoir établi une paix stable en Europe. De plus, la Grande Guerre avait fait son travail. La Grande Bretagne était plus sauve qu'elle ne l'avait été pendant des siècles. L'Allemagne avait été défaite et désarmée; il n'y avait plus une marine allemande. La Russie avait apparemment cessé d'exister comme une grande puissance après la révolution de Bolchevik ; La propagande communiste, bien que censément menaçante, n'a pas pu être combattue par la force des armes. Le Japon était un ami, quoique plus un allié. Quelques-uns ont sérieusement maintenu que la France reprendrait des ambitions Napoléonistes ou que les Etats-Unis étendraient les mains violentes sur l'empire

⁷⁰ İbrahim S. Canbolat, *Almanya Dış Politikası : Ulusal Çıkar, Ulusal Birlik, Kamuoyu Tercihî Açısından İnceleme*, İstanbul, Alfa Basım Yayım, 2003, pp. 82-85.

⁷¹ A.J.P. Taylor, *English History: 1914-1945*, New York, Oxford University Press, 1975, pp. 291-292.

britannique. Ainsi, aucune grande puissance n'a menacé, si lointain qu'elle soit, la sécurité de Grande Bretagne. »

Pourtant, la Grande Dépression de 1929 a mis un terme à cette prospérité. Non seulement l'effondrement des marchés boursiers américains avaient constitué un choc financier pour Washington et pour le monde, mais aussi la politique monétaire du *Fed* de même que les mesures protectionnistes telles que *Hawley-Smoot Tariff Act* qui en avaient découlées avaient exacerbé la crise à un tel point que le PNB états-unien est passé de 104.4 milliards de dollars en 1929 à 72.7 milliards de dollars en 1933.⁷² Outre la conséquence économique désastreuse, la Grande Dépression avait engendré des résultats politiques considérables dont le plus important a été la montée en pouvoir d'A. Hitler en Allemagne. Les troubles financiers et commerciaux, aggravés par un taux élevé de chômage et par la colère de la population, ont donné libre cours à des réactions extrêmes qui ont fini en 1933 par la fin de la République de Weimar.

La montée en pouvoir d'Hitler était un fait important car celui-ci, inspiré par géopolitologues Ratzel et Haushofer, était un ultranationaliste désireux de réviser la place qu'occupait l'Allemagne et il a tout de suite commencé sur-le-champ à remilitariser le pays.⁷³ En fait, du plan théorique, l'Allemagne, en déclin relatif depuis le début du XX^e siècle, s'était rendue compte du ralentissement dans la vitesse de son déclin. Cela avait causé certaines surestimations de la puissance allemande et dès son accès au pouvoir, Hitler avait commis l'erreur fatale de croire que cette amélioration était permanente et que cette trajectoire allait projeter un inversement immédiat des cycles de puissance. En se basant sur cette hypothèse, celui-ci a suivi une ligne dure, qui, en face de la politique d'apaisement de la France et de l'Angleterre, voire de la Russie, a fini par augmenter l'influence allemande. L'apaisement de Chamberlain à Munich, l'ignorance française vis-à-vis l'agression allemande en Europe de l'Ouest et le pacte de 1939 avec l'Union Soviétique, qui a ignoré la dialectique entre le fascisme et le communisme, lui avaient offert cette opportunité historique. En effet, ces gouvernements ont tenté de ne pas réitérer la

⁷² Lester V. Chandler, *America's Greatest Depression 1929-1941*, New York, Harper & Row Publishers, 1970, p. 3.

⁷³ En 1932, l'Allemagne avait obtenu de la SDN le principe d'égalité des droits en matière d'armement mais lorsque Hitler revendique son application, la France s'y oppose et l'Allemagne décide de quitter la SDN et se lance à un programme de réarmement intense et rend, en 1935, le service militaire obligatoire.

faute qu'ils avaient commise avant la Première Guerre Mondiale et ont essayé, à cette fin, d'ajuster le rôle allemand, mais ils ont ignoré cependant que ce n'était pas le même cas. *Primo*, Hitler et Guillaume II n'avaient pas les mêmes intentions. Bien que la Grande Guerre fût le résultat net d'une tentative préventive destinée à réduire l'écart entre la capacité et le rôle de l'Allemagne, les intentions d'Hitler n'étaient guère défensives, car, au lieu de se contenter des gains politiques, Hitler avait poursuivi une politique expansionniste. Donc, elles étaient forcément agressives et illégitimes. *Secundo*, l'Allemagne était un acteur international en déclin et il n'existait donc aucune raison logique pour lui attribuer un excès de rôle.⁷⁴

Erronée, la politique d'apaisement avait assuré aux Nazis un vide politique à exploiter que ces derniers le firent d'une manière convenable jusqu'à ce qu'ils ont rendu compte de la ligne dure de la France et de l'Angleterre—approche affichée par la garantie donnée en Pologne - ainsi que de la conséquence de l'industrialisation soviétique sous Staline. C'est à ce moment-là que les décideurs allemands se sont prononcés que l'Allemagne devait briser les limites du système et ont conclu que la guerre en était le seul moyen adéquat. Pourtant, quoique tardivement, l'équilibre des puissances a réussi à éliminer la menace allemande et à remettre l'ordre politique mondiale.

C) LE CYCLE DE PUISSANCE AMÉRICAINE JUSQU'À LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

En 1945, les Etats-Unis se sont soudainement devenus l'acteur prépondérant du système international. La Deuxième Guerre Mondiale dans laquelle ils ont été absorbés à la suite du raid nippon en 1941 leur avait offert l'opportunité de concevoir un nouvel ordre international. La signature de la Charte de l'Atlantique par le président américain F. D. Roosevelt et le Premier ministre britannique W. Churchill ainsi que les accords de Bretton Woods en sont les preuves tangibles. L'usage de la bombe atomique avait certes assuré, à ce stade, un soutien incontournable aux intentions américaines, mais le changement essentiel allait se présenter en l'an 1947, lorsque les Etats-Unis se sont libérés de l'isolationnisme et ont pris en charge la protection des « peuples libres ». Ainsi, ils étaient devenus, à petits pas, le leader du

⁷⁴ Charles F. Doran, "Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end", *op.cit.*, pp. 155-159.

monde libéral. Ce changement de rôle était accepté volontiers par ceux qui avaient besoin d'un abri fiable contre les éventuelles agressions soviétiques parce qu'ils étaient dévastés par la guerre et ne possédaient pas les capacités matérielles nécessaires pour résister contre les intentions soviétiques. En bref, cette situation *sui generis* endémique à la Deuxième Guerre Mondiale avait favorisé le *leadership* américain.

1 – La Prééminence Américaine d'Après-Guerre

La Deuxième Guerre Mondiale a été dévastatrice : un bilan touchant à 50 millions de morts, des déplacements de population dus aux changements frontaliers, une immense destruction matérielle et des chocs psychologiques déclenchés par des découvertes de camps, de fosses communes, de chambres à gaz etc. ont mis un terme aux joies délirantes de la fin de la guerre et marquèrent la faiblesse dans laquelle le monde était tombé. A la fin de la guerre, l'Europe était complètement ruinée : l'Allemagne occupée, l'Italie souffrant sous le poids de la guerre, la France si humiliée par l'invasion allemande de 1941 qu'elle n'était plus considérée, lors des conférences de Yalta et de Potsdam, comme une grande puissance ; la Grande Bretagne, quoique toujours détentrice d'une empire coloniale impressionnante, dépendait uniquement de l'Amérique.⁷⁵ L'Europe en général était apparemment en déclin.

Cependant, tout n'allait pas dans la même direction. L'Union soviétique, autre vainqueur de la guerre, jouissait, contrairement aux pays européens, d'une ascension spectaculaire. Quoiqu'elle eût perdu environ 20 millions de personnes, soit 10 % de sa population d'avant-guerre, et eût été ravagée par l'armée allemande, elle avait toujours une structure économique relativement stable qui, conformément aux plans quinquennaux débutés en 1928 par *Gosplan* se reposait sur la politique de croissance via l'investissement et la main d'œuvre. D'ailleurs, c'est grâce à ces programmes économiques basés sur l'allocation des biens de production, la collectivisation de l'agriculture et les objectifs de production que l'économie soviétique, qui avait enregistré un taux de croissance étonnant, 5,8 %, entre 1928-

⁷⁵ Maurice Vaisse, "1945, le tournant du XX^e siècle ?", *Politique Etrangère*, Vol. 3, No. 4, 2000, p. 878.

1940, a pu maintenir sa performance surprenante jusqu'aux années 1960-70.⁷⁶ A la fin de la guerre, alors que le quatrième plan quinquennal (1945-50) se concentrait plutôt sur la restauration des parties endommagées du complexe économique soviétique, Moscou se présentait comme un des deux pôles principaux de l'ordre d'après-guerre. Le prestige qui a été acquis par la suite de la répression des Nazis par l'Armée Rouge, de la libération de l'Europe de l'Est et de la qualité de la coopération américano-soviétique avait donné naissance au réarrangement du rôle soviétique dont la démarche la plus notable a été, à l'échelle mondiale, l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU tandis que la fondation du CAEM⁷⁷ en 1949 avait souligné l'acceptation du rôle soviétique par ses pays satellites. Moscou était déjà en escalade.

Cependant, l'ultime vainqueur de la Deuxième Guerre Mondiale a été l'Amérique. Du plan économique, par exemple, l'économie américaine avait obtenu l'opportunité d'augmenter ses capacités tant économiques que productives et ce parce que, contrairement aux pays impliqués dans la guerre, les Etats-Unis, loin d'une telle menace, ont eu la chance de concentrer ses ressources matérielles et son personnel sur des activités productives qui ont fini par quasi-supprimer le chômage et agrandir l'économie américaine. La situation est clairement décrite par un expert : « *De 1941 à 1945, en cinq années, le gouvernement fédéral dépensa deux fois plus d'argent que dans le siècle et demi qui venait de s'écouler! Jointe à la mobilisation de millions d'Américains (16 millions en 4 ans), cette inéluctable politique de dépenses gouvernementales eut pour conséquence première de résorber le chômage en quelques années. De 8.500.000 en juin 1940, le nombre de ses victimes était tombé à 4.000.000 en décembre de l'année suivante! En 1944, il avoisinait les 700.000, soit une proportion infime de la population active* ». ⁷⁸ Avec la fin de la guerre, l'expansion de l'économie américaine a couru le risque d'être ralentie, mais de divers facteurs tels que la demande privée, la demande publique et la demande internationale ainsi que la politique d'investissement des Etats-Unis n'ont pas

⁷⁶ Robert C. Allen, "The Rise and Decline of the Soviet Economy", *The Canadian Journal of Economics*, Vol. 34, No. 4, Novembre 2001, pp. 862-863.

⁷⁷ Conseil d'Aide Economique Mutuelle dont la traduction anglaise est *The Council for Mutual Economic Cooperation (COMECON)*. Ce conseil, qui n'était qu'une réplique à l'OECE, visait à établir des relations économiques étroites entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est, dirigées par Moscou.

⁷⁸ Pierre Melandri, *Histoire des Etats-Unis depuis 1865*, Paris, Nathan, 2000, p. 148.

manqué à prendre le relais.⁷⁹ Du plan militaire, d'autre part, l'Amérique, qui n'avait subit qu'une perte humaine de 350.000 personnes, possédait à la fin de la guerre une puissance militaire incontestable et dispersée à quatre bouts du monde avec 69 divisions en Europe et 26 en Asie sans compter le monopole de l'arme nucléaire.⁸⁰ De plus, grâce à sa capacité financière, les Etats-Unis étaient devenus, différemment de la période qui a suivi la Grande Guerre, quasi-unique créditeur des marchés de finances internationaux. En fait, avec sa puissance structurelle⁸¹, l'Amérique s'est révélée comme l'acteur prépondérant du système international.

Ainsi, les cycles de puissance, soumis à des changements profonds (voir A 3), ont poussé pour la transformation systémique. Précisément, l'épuisement de l'Europe qui l'avait rendue impuissante vis-à-vis des capacités relativement majeures des Etats-Unis et de l'Union soviétique avait déclenché un processus politique qui fini par mettre sur pied un ordre dit « bipolaire » au sein duquel les pays de l'Europe n'ont occupé qu'un rôle secondaire mais efficace, car le « rideau de fer », artificiellement tiré entre les pays communistes et capitalistes, signifiait, en effet, le champ de bataille d'une nouvelle guerre – la Guerre Froide. Quelle que soit la cause essentielle de cette guerre – la bipolarité, la dichotomie des idéologies, des régimes internes (démocratie vs. autoritarisme) ou les « divergences » entre Staline et Truman etc. – l'important est de saisir que la menace soviétique et la Guerre Froide ont constitué un tournant décisif dans la politique étrangère américaine qui, sous l'influence de ces deux facteurs, a dû assumer le rôle du *leadership* du « monde libre » et endiguer l'Union soviétique.

⁷⁹ Pierre Sicandri, *Histoire économique des Etats-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, 1995, pp. 18-21. Concernant la demande privée, elle prenait son origine d'un taux élevé de consommation, atteint grâce aux épargnes forcées des familles durant la guerre, aux réductions d'impôts adoptés par le Congrès en 1946, aux profits réalisés par les grandes sociétés etc ; la demande publique se variait entre 5-10 % du PNB dans période 1946-1960 ; la demande internationale, notamment de l'Europe, a assuré, jusqu'en 1971, une balance commerciale américaine excédentaire ; la politique d'investissement, elle, a consisté à rafraîchir les puissances économiques des futures marchés.

⁸⁰ Joseph S. Nye, Jr., *Le Leadership Américain: quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992, p. 63.

⁸¹ D'après S. Strange, la puissance structurelle est le pouvoir de peser sur la structure de l'économie politique globale. Pour ce faire, un État doit posséder les quatre dimensions de la puissance, *id est* la sécurité, le financement, la production et le savoir. Comme le souligne Strange, à la fin de la guerre, les Etats-Unis avaient une puissance militaire incontestable couronnée d'un monopole de l'arme nucléaire; de même, sa puissance productive, accompagnée de ses moyens financiers exportait la prospérité. Finalement, le savoir, la technologie et l'idéologie états-uniens avaient obtenu une légitimité aux yeux de ses alliés grâce à laquelle les Etats-Unis ont eu la capacité d'influencer les idées de ses alliées. Susan Strange, *States and Markets*, Londres, Pinter, 1994, pp. 25-32.

Ce rôle nouvellement acquis par les décideurs américains a rapidement accentué la nécessité de rafraîchir la puissance économique de l'Europe et ce pour de diverses raisons dont la prévention de la prise de pouvoir des partis communistes, l'établissement d'un front stable à l'encontre de l'Union soviétique, le redressement du marché européen etc. En fait, c'est la faiblesse de l'Europe qui, si on recourt au terme de Lundestad, avait « invité » les Etats-Unis à s'en charger. A cette fin, entre la période 1945-47, les Européens avaient obtenu 8.3 milliards de dollars via les accords bilatéraux alors qu'entre 1948-52, dans le cadre du Plan Marshall, 14.1 milliards de dollars ont été alloués par Washington aux pays membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (futur OCDE).⁸² De son côté, le courant d'institutionnalisation, apparent dès 1941, avait porté ses premiers fruits lorsque a été accepté en 1944 le système de Bretton Woods⁸³. Ce courant s'est suivi de l'établissement des Nations Unies en 1945 et a culminé lorsque, en 1949, les pays atlantiques, anxieux à l'issue du blocus de Berlin (1948), ont décidé d'implanter un nouveau système de sécurité - l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En fait, en suivant un agenda institutionnel dont l'objectif suprême était de supporter les relations politico-économiques de nature libérale, Washington a su établir un ordre politique au sein duquel les pays de l'Europe occidentaux furent strictement liés à Washington.

Ces démarches politiques étaient sans doute nécessaires aussi bien pour endiguer l'Union soviétique que pour créer un ordre international conforme aux intentions des Etats-Unis. En fait, cela ne signifiait qu'un ajustement de rôle dont la nécessité urgente était reconnue par les pays européens et le Japon qui avaient volontairement cédé leurs rôles en faveur de l'Amérique qui, en revanche, a précipité le processus de décolonisation au détriment de ces derniers. Le fait que Washington voulait créer un nouvel monde conforme à sa vision n'était nullement un secret. D'ailleurs, elle avait connu, dans cette direction, des succès importants tels que la réintégration du Japon et de l'Allemagne, l'empêchement d'une victoire soviétique en Corée, la restructuration de l'Europe de l'Ouest et la dénationalisation (donc, la mise un terme au dilemme de sécurité) de cette dernière qui a ouvert la voie à la

⁸² Geir Lundestad, "‘Empire by Invitation’ in the American Century", *Diplomatic History*, Vol. 23, No. 2, 1999, p. 196.

⁸³ Ce système dont le but était de rétablir un ordre monétaire et financier international a été accepté en 1944 et consistait d'une part, en des institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'autre, du *Gold Standard* qui fixait la valeur de l'or au dollar.

Communauté Economique Européenne (CEE), la décolonisation, l'établissement d'un système monétaire international, l'institutionnalisation politico-économique ainsi que militaire etc. Pourtant, elle avait également encaissé de multiples échecs : la déception a été claire lors du rejet de l'Organisation Internationale du Commerce (1948; par le Congrès états-unien) et du projet de Communauté Européenne de Défense (1954; par le parlement français); l'inquiétude fut absolue lorsque les Soviétiques ont obtenu en 1949 l'arme nucléaire et ont lancé en 1958 le Spoutnik; la perte a été notable lorsque des pays tels que Cuba, l'Egypte etc. sont soumis à l'influence soviétique.⁸⁴

Ainsi, quoique surprenant, la capacité et le rôle états-uniens n'étaient pas à la hauteur de dessiner toutes les courbes de la politique internationale. Ils avaient, certes, des limites. De plus, le redressement des économies dévastées par la Deuxième Guerre Mondiale, la croissance soviétique et l'impact immense de l'entrée de la Chine en 1950 dans le système de grandes puissances avaient exposé – et non causé, selon nos résultats empiriques - le déclin américain qui se commence, pour certains, depuis les années 1970.

2) Le Déclin des « Années 1970 »

D'aucuns dont Gilpin, Kindleberger, Wallerstein, Leggold soutiennent que les années 1970 correspondent au déclin relatif de la puissance américaine. Selon Gilpin, par exemple, les questions de sécurité, liées à la Guerre Froide, qui avaient poussé les Etats-Unis à tolérer le régionalisme européen, la discrimination commerciale envers les produits américains et l'immense entrée des produits nippons, avaient créé, en fin du compte, une contradiction entre les intérêts à court terme et à long terme de Washington car, en sacrifiant les principes de réciprocité et de non-discrimination de GATT, les administrations américaines avaient fini par plonger l'économie américaine dans un dilemme majeur.⁸⁵ En fait, les chiffres sont clairs. En 1976, la productivité états-unienne n'était plus ce qu'elle avait été dans les années 1950 et la le bénéfice à partir du système de l'Amérique connaissaient une diminution permanente (voir le tableau 1.3). Le déclin est irréfutable. Pourtant, selon notre

⁸⁴ Joseph S. Nye, Jr., "Le leadership Américain: quand les règles du jeu changent", *op.cit.*, p. 87.

⁸⁵ Robert Gilpin, *U.S. Power and the Multinational Corporation: The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975, p. 150.

recherche empirique basée sur les principes de la Théorie, le problème y afférent est la détermination du temps concerné.

A en croire, le tableau ci-dessous nous indique que le bénéfice à partir du système états-unienne est en déclin permanent depuis 1950 et que les taux de 1976 ne sont que les conséquences du déclin déjà en cours. Cette conclusion est tout à fait conforme au résultat de notre recherche empirique, car d'après celle-ci, effectuée selon les données du *COW Project*, le déclin des Etats-Unis remonte aux années 1930, proprement dit en 1938 (voir A-3).⁸⁶ Comment peut-on expliquer, dans ce cas, la prépondérance d'après-guerre d'un acteur empiriquement en déclin ? D'une façon générale, il faut noter que la position américaine d'après-guerre n'était qu'un produit temporaire de la guerre et que l'impuissance relative des pays européens ainsi que du Japon avait créé une circonstance « innaturelle » favorable pour le maintien de la supériorité productive de l'Amérique qui a été considérée comme le signe ultime de la prépondérance américaine. Toutefois, le redressement de ces économies dévastées et la redistribution des capacités matérielles ont emmené la « naturalisation » des interactions interétatiques.

(%)	1950	1960	1970	1976
Revenu national	52	45	39	31
Production du pétrole brut	53	33	21	14
Production d'acier brut	45	26	20	17
Production du minerai de fer	42	19	13	10
Production du blé	17	15	12	14
Réserves internationales	49	21	16	07
Dépenses militaires	32	48	35	27
Exportations	18	16	14	11
Aides étrangères	-	58	45	32

Tableau 1.3 Le déclin du bénéfice américain à partir du système entre 1950-1976⁸⁷

Allant de la Théorie, nous réitérons que le déclin du bénéfice à partir du système américain devait être accompagné de l'ascension des bénéfices à partir du système des autres acteurs internationaux. Donc, des changements importants devaient survenir dans la trajectoire des cycles de puissance et ce fut le cas. A titre de

⁸⁶ Il faut rappeler que la courbe du cycle de puissance est une courbe généralisée, obtenue avec l'extrapolation du passé et du futur. Donc, même si le bénéfice à partir du système la plus importante des Etats-Unis est obtenue en 1953, cela n'oblige nullement que le zénith de la puissance américaine se corresponde à cette date-là, car, la courbe du cycle de puissance ne reflète que les tendances générales et non les particularités historiques. Ainsi, le déclin des années 1930 est, d'une manière à l'autre, le produit de l'inclinaison d'après-1945 qui suit un chemin descendant.

⁸⁷ Joseph Lepgold, *The Declining Hegemon: The United States and European Defense, 1960-1990*, New York, Praeger Publishers, 1990, p. 14

justification empirique, tenons compte de la croissance économique de l'Amérique qui n'était que 3 et 4 % pour les années 1950 et 1960, respectivement. Lorsque la performance de l'économie américaine n'était pas si bonne que le passé, celles de l'Europe de l'Ouest (environ 4.5 % pour les années 1950 et 5 % pour les années 1960) et du Japon (environ 10 % pour les décennies 1950-60) n'ont pas manqué à enregistrer des taux largement supérieurs.⁸⁸ Voire celle de l'Union soviétique dont le taux de croissance correspondait à un taux de 4.3 % entre 1950-60 et de 5.7 % entre 1960-70 était supérieur par rapport à la performance américaine.⁸⁹ En bref, les données économiques montraient à quel point Washington était en train de souffrir sous le poids du déclin.

Quelles en ont été les conséquences politiques? Du côté européen, le redressement économique et la redistribution des capacités nationales ont rapidement déclenché la demande d'une révision de rôle. La crise de Suez de 1956 avait clairement affiché que l'Europe se voulait un rôle international plus actif, mais la réplique humiliante de l'administration Eisenhower lui avait montré la nécessité de fonder une « Troisième Force » destinée à équilibrer la puissance tant américaine que soviétique. Cela était notamment le cas pour la France gaulliste qui, voulant créer une « Europe européenne » indépendante des deux superpuissances, s'est d'abord réconciliée avec l'Allemagne (de l'Ouest) et puis, s'est rapprochée de l'Union soviétique. La réussite états-unienne pendant la crise des missiles de Cuba en 1962 avait signalé que l'Union soviétique n'était pas à la hauteur des Etats-Unis et que l'Europe devait absolument devenir un « contrepoids » à la puissance américaine. C'est dans cette conjoncture internationale que la coopération franco-allemande a été débutée en 1963. Le traité de l'Elysée signé en 1963 n'était guère autre chose qu'une démarche politique destinée à de semer les grains d'une Europe continentale et non « atlantique ».⁹⁰ De plus, l'insistance de l'administration de Gaulle pour une capacité nucléaire indépendante avait fini par le rejet français, en 1963, de la proposition américano-britannique concernant l'implantation d'une force nucléaire multilatérale. La France poussait clairement pour une révision de rôle alors que la Grande

⁸⁸ Robert Gilpin, *The Challenge of Global Capitalism: The World Economy in the 21st Century*, Princeton NJ, Princeton U. P., 2000, p. 53.

⁸⁹ Gur Ofer, "Soviet Economic Growth: 1928-1985", *Journal of Economic Literature*, Vol. 25, No. 4, 1987, p. 1778.

⁹⁰ Christopher Layne, "America as European Hegemon", *The National Interest*, Été 2003, pp. 23-24.

Bretagne, le Japon et, malgré l'*Ostpolitik*, l'Allemagne de l'Ouest suivaient toujours les pas de Washington.

De leurs cotés, les défiants communistes, *id est* l'Union soviétique et la Chine, ont incessamment cherché un réajustement de rôle en leurs faveurs. La courbe de puissance russe/soviétique, qui, selon nos calculs, avait connu son point le plus bas en 1875, escaladait toujours et Moscou avait collecté des gains considérables partout dans le monde dont l'Angola, la Mozambique, la Libye, la Syrie, le Yémen du Sud, l'Iraq, l'Egypte, Cuba etc. Elle avait acquis l'arme nucléaire en 1949 et avait dépassé la technologie américaine en 1957 lorsque le lancement de Spoutnik avait traumatisé les Etats-Unis et ses alliés. De même, à l'aide son idéologie anti-impérialiste, elle supportait les pays du Tiers Monde, ce qui lui assurait un avantage idéologique vis-à-vis de l'Occident tâché par son passé impérialiste. Dans une telle conjoncture, les Soviétiques se considéraient comme l'équivalent politique de l'Amérique et prétendaient que nulle décision ne pourrait être prise en leur absence. Cependant, pendant les années 1960, la courbe de puissance soviétique a subi un changement brusque et a culminé en 1965. La croissance relative des capacités soviétiques était arrêtée et cela avait choqué les décideurs soviétiques qui, sous ce choc, ont tenté d'exploiter le déclin américain. La première tentative a été la crise des missiles de Cuba en 1962 lors de laquelle Moscou a défié la puissance américaine d'une manière si tranchante que cela pourrait bel et bien causer la destruction totale des deux superpuissances. Egalement, au cours de la Guerre d'Octobre en 1973, Moscou a menacé d'intervenir au nom des troupes égyptiennes dans la guerre ; les équilibres régionaux étaient mis en jeu et l'administration Nixon s'est senti obligée de lancer une alerte nucléaire pour prévenir les Soviétiques. Par conséquent, quoique dangereuses, ces deux tentatives ont échoué à l'égard de la fermeté des administrations américaines.

La République Populaire de Chine, étant admise dans le cadre du système de grandes puissances dès 1950, seulement un an après sa fondation, possédait une population géante et enregistrait une ascension de taille. Cette montée de la capacité chinoise était accompagnée d'une demande de rôle international plus actif. D'ailleurs, c'était cette vocation de rôle qui avait poussé la Chine à soutenir Hanoi lors de la guerre de Vietnam dont l'envergure avait contraint les décideurs américains à reconnaître la puissance chinoise et à accepter le nouveau rôle chinois

en le dotant d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU en octobre 1971. Cependant, le nouveau rôle a été consolidé consécutivement par la visite officielle de Nixon en 1973, la reconnaissance officielle de la Chine en 1979 par l'administration Carter, l'adoption du *Taiwan Relations Act* de 1979 etc.

Donc, le déclin des Etats-Unis avait créé une ambiance opportune pour les challengers. Cela est certain. Pourtant, le déclin des années 1960 et 1970 n'était pas la même que celle des années 1940 et 1950, car, selon nos calculs, les Etats-Unis venaient de passer son deuxième point d'inflexion en 1964. Le déclin continuait mais avait fortement décéléré. Cependant, l'effet du point critique a été de nouveau spectaculaire sur la perception des décideurs et a joué un rôle important dans l'« américanisation » de la guerre de Vietnam. « *Washington avait cru* », comme le souligne Doran, « *qu'il y avait beaucoup plus de choses en jeu que juste les résultats de la guerre* ». ⁹¹ C'était le rôle de politique étrangère américaine de même que la position états-unienne qui étaient en jeu. De plus, le déclin avait marqué l'écart entre les moyens et les fins, car les engagements américains étaient devenus à la fois si difficiles et si chères à supporter pour la politique étrangère américaine que Nixon avait ressenti le besoin d'affirmer en juillet 1969 que les Etats-Unis avaient la volonté de réduire leurs engagements militaires tout en gardant ses responsabilités de *leadership*.

Le président Nixon a opté en 1971 pour la suspension de la convertibilité du dollar en or et a dévalué le dollar. ⁹² D'autre part, afin de priver le Vietnam du Nord du soutien chinois et donc, de mettre un terme à la guerre, Kissinger, ministre des Affaires étrangères de Nixon, a ouvert la voie pour la Détente, couronnée par le traité de SALT I en 1972 et l'acte final de la conférence d'Helsinki en 1975. Pourtant, ces changements radicaux n'ont pas pu arrêter le déclin américain d'une part et l'ascendance des adversaires économiques de l'autre. En outre, la dépendance américaine aux ressources énergétiques (telles que les crises de 1973 et 1979) et l'expansion des capacités militaires de l'Union soviétique avaient grandement diminué l'influence politique de l'Amérique. En conséquence de ces facteurs, deux

⁹¹ Charles F. Doran, "Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end", *op.cit.*, p. 197.

⁹² Cette décision a été prise à partir des conséquences néfastes de l'inflation – irritée par la guerre de Vietnam et le projet de Grande Société du président Johnson – et des déficits de la balance des paiements sur compétitivité de l'industrie américaine dans des secteurs tels que voitures, électronique et acier etc.

défis importants ont été lancés à l'encontre de la position américaine en 1979 : l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la révolution iranienne suivie de la crise de prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran. Ces initiatives signifiaient la relance de la Guerre Froide.

3) Le Renouveau et la Transformation Systémique avec Reagan

Lorsque R. Reagan a pris le pouvoir en 1981, les Etats-Unis étaient en train d'affronter de notables problèmes tant politiques qu'économiques et avaient perdu beaucoup de prestiges à l'égard de ses alliés. Non seulement la capacité matérielle de l'Amérique était contestée, mais aussi il y avait des doutes à propos du rôle américain. L'administration Carter n'avait pas pu exercer une influence considérable sur l'Union soviétique ni sur l'Iran. Des mesures telles que les sanctions commerciales, l'embargo sur les grains, l'annulation de la participation américaine aux Olympiques de Moscou en 1980, l'enterrement du traité SALT II n'avaient engendré aucun résultat de taille concernant l'invasion soviétique de l'Afghanistan alors que les otages américains détenus pour 444 jours ne furent libérés que le jour même de la prise de pouvoir de Reagan, soit le 20 janvier 1981. L'indécision, l'inefficacité et la moralisation excessive de la politique étrangère carterienne avaient donné naissance à une méfiance profonde vis-à-vis des intentions américaines.

D'après Reagan, l'ébranlement de la puissance américaine a été un processus unilatéral. Selon ce dernier, quoique la guerre du Vietnam et les négociations SALT eussent dévalué la force militaire américaine, les décideurs précédents avaient commis la faute stratégique de ne pas répliquer à ce déséquilibre par un réarmement massif en excluant tout arrangement nucléaire.⁹³ Il fallait surtout mettre fin à ce courant et redonner à l'Amérique son identité « exceptionnelle » tout en accroissant la puissance militaire américaine et la confiance en soi de la nation. En fait, la vision de Reagan était complètement cohérente avec l'hypothèse essentielle de la Théorie selon laquelle le déclin relatif d'un acteur ne peut être renversé que par l'accélération de la croissance absolue de l'acteur en question ou par diminuant les taux de croissances absolues de ses adversaires. C'est, justement, ce qui s'est passé sous la direction de Reagan. L'Amérique est renforcée ; ses adversaires se sont affaiblis.

⁹³ Simon Serfaty, *La Politique Etrangère des Etats-Unis de Truman à Reagan*, New York, Praeger Publishers, 1984, pp. 217-218.

Concernant le renforcement de la puissance américaine, le trait le plus important de l'administration Reagan fut sans doute le rétablissement d'une relation étroite avec l'OTAN. En fait, dès le début de la Guerre Froide, les Etats-Unis s'en étaient progressivement distancés. La riposte massive de la décennie 1950 avait cédé la place à la riposte flexible des années 1960 alors qu'en 1969, les alliées des Etats-Unis furent choquées par les propos de Nixon qui leurs disait que les Etats-Unis, tout en gardant ses responsabilités, avaient la volonté de réduire ses engagements militaires. Il ne manquait plus que l'inefficacité de l'administration Carter. Mais, les années 1980 avaient un caractère différent, car les Etats-Unis ont délibérément cherché à rétablir une bonne relation avec ses alliés. A cette fin, conscient de la nécessité d'une alliance forte, Reagan a supporté les efforts britanniques quant à la reprise du contrôle des îles Malouines en 1982, a établi une relation étroite avec H. Kohl, chancelier allemand, qui favoriserait en contrepartie le déploiement des missiles Pershing II en l'Europe de l'Ouest et a convaincu la France à rétablir des liens militaires non officiels avec l'OTAN. En outre, dès le début de son mandat, comme le signale, d'ailleurs, sa proposition « option zéro⁹⁴ », Reagan a été très sensible aux sentiments anti-nucléaires européens. Cette réconciliation avec l'Europe de l'Ouest a non seulement légitimé, de nouveau, le rôle de *leadership* états-unien mais aussi a rétabli, via une OTAN forte, l'influence politique des Etats-Unis.⁹⁵

Du plan économique, l'économie américaine souffrait sous l'inflation et le chômage. Les politiques monétaire et budgétaire suivies jusqu'en 1981 avaient dégradé le rendement de l'économie. Pourtant, sous l'administration Reagan, elle allait subir un changement radical car, malgré la récession de 1982, le crash boursier de 1987 et la stagnation d'après-1987, le redressement économique était un des traits essentiels de la décennie 1980.⁹⁶ Par conséquent, à *contrario* de la période 1965-

⁹⁴ Cette proposition, faite le 18 novembre 1981, consiste en le démantèlement des missiles soviétiques telles que SS-4, SS-5 et SS-20, déployées à l'encontre de l'Europe de l'Ouest, en échange de l'abandon par l'OTAN du déploiement de missiles croisières et Pershing II.

⁹⁵ Donald E. Nuechterlein, *America Recommitted: United States National Interests in a Restructured World*, Kentucky, The University Press of Kentucky, 1991, p. 103.

⁹⁶ Pour définir l'économie pré-Reagan, notez que, lors de la prise de pouvoir de Reagan, le taux de chômage s'était augmenté à 9,2 % ; l'inflation tremblait le dollar avec un taux de 9,4 % ; le taux de croissance de la productivité, 2,3 % entre 1953-1969, était passé à 1,5 % entre 1973-1981 ; le taux de croissance du PNB se diminuait graduellement. Pourtant, sous Reagan, l'aspect général de l'économie américain a changé. Sous l'influence de la chute des prix pétroliers et les politiques monétaires de la *Fed*, l'inflation n'était plus une menace aussi redoutable que naguère. En 1988, elle était passée à 3,9 % tandis que le taux de chômage avait baissé jusqu'à 5,3 %. Le taux annuel moyen de la croissance de la productivité de fabrication était 4,4 % et avait presque triplé celui de la période 1973-1981. Council

1980 où le taux de croissance de l'économie américaine se positionnait à la 15^e place parmi 19 pays industrialisés, entre 1980 et 1986, le taux de croissance économique états-unien avait monté en flèche et était passé de 15^e à 3^e place.⁹⁷ Certes, l'économie américaine était ravivée.

Pourtant, tout n'était pas rose. *Reaganomics* avait réussi à redresser l'économie américaine mais à quel prix ? L'essentiel de la politique économique de du président Reagan se reposait sur la réduction des taxes et de l'influence du gouvernement. La réduction des taxes était destinée à augmenter les épargnes domestiques qui pourraient ainsi être orientés vers l'investissement. Bien que la mentalité soit bonne, l'application n'a pas donné les résultats si désirés. Des régulations telles que *Economic Recovery Tax Act* de 1981 avaient diminué le taux d'impôt sur le revenu des personnes physiques de 25 % sur trois ans.⁹⁸ Mais, ces réductions de taxes n'aboutirent pas à une explosion d'investissements car, comme le souligne Kindleberger, « *au lieu d'être épargnés et investis, des revenus maintenus semblent avoir été dépensés sur la consommation: en second et troisième maisons, voyage, habillement de luxe, voitures, bijoux, yachts, etc.* ».⁹⁹ Donc, *Reaganomics* n'avait pas atteint tous les objectifs initialement fixés.¹⁰⁰

Ainsi, la position états-unienne était renforcée, mais contre qui ? Si nous tenons en compte les problèmes essentiels du *leadership* américain, nous pourrions prétendre qu'il s'agissait, entre autres, du Japon, à l'échelle économique, et de l'Union soviétique, à l'échelle politico-militaire. A partir de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, le Japon a connu un développement économique étonnant au point qu'aux années 1980, le « Japon Inc. » était devenu la deuxième économie la plus

of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, Washington D.C, US. Government Printing Office, 1989, pp. 255-256.

⁹⁷ Samuel P. Huntington, "The U.S. – Decline or Renewal?", *Foreign Affairs*, Vol. 67 No. 2, Hiver 88/89, p. 82.

⁹⁸ Pierre Sicandri, *op.cit.*, p. 110.

⁹⁹ Charles P. Kindleberger, *op.cit.*, p. 179.

¹⁰⁰ La déréglementation et l'attitude non-interventionniste du gouvernement, formant ainsi une sorte de diktat du marché, avaient poussé les entreprises américaines à conclure des alliances oligopolistiques. Ces alliances étaient prévues comme des instruments indispensables pour pouvoir concourir contre les adversaires étrangers dont les plus importants sont cités comme les Nouveaux Pays Industrialisés et le Japon. Cependant, l'appréciation du dollar et la « négligence bénigne » ont fini par détériorer la position économique américaine qui a été marquée, pendant la décennie 1980, par un déficit du commerce extérieur. Pourtant, la conséquence peut-être la plus importante du *Reaganomics* a porté sur le statut international de l'Amérique, qui, en conséquence du déficit du commerce extérieur, de la réduction des taxes et du programme de réarmement massif, est devenue, en 1985, pour la première fois dès 1914, un débiteur net. Robert Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987., p. 330.

puissante du monde. Le PNB nippon, qui était, à l'instar de l'Allemagne de l'Ouest, environ 400 milliards de dollars en 1974 est passé à environ 3 trillions de dollars en 1989 et dépassa ainsi ceux de l'Union soviétique (estimé environ 2.5 trillions de dollars) et de l'Allemagne de l'Ouest (1.2 trillion de dollars). Le développement économique du Japon était si impressionnant que dans la décennie 1980, le PNB combiné de l'Amérique et du Japon correspondait désormais à 50 % du PNB total de toutes les économies de marché.¹⁰¹ En fait, du plan tant commercial que financier, Tokyo était devenu un rival parfait pour Washington. Sa compétitivité et son accès au marché américain le faisaient le plus important facteur du déficit du commerce extérieur américain alors que son excédent du commerce extérieur, qui est passé de 35 milliards de dollars en 1983 à 53 milliards de dollars en 1985, lui avait procuré l'opportunité de supplanter les Etats-Unis quant à l'exportation de capitaux.¹⁰² En conséquence de ces développements, la position économique du Japon était devenue si importante que même l'Amérique, qui était devenue un pays débiteur, comblait un tiers de son déficit budgétaire avec le financement japonais.¹⁰³ Les décideurs américains devaient agir pour remettre les choses en place.

Déjà, les années 1970 ont été le témoin de ce que *Gilpin* a nommé le « Nouveau Protectionnisme ». Le déclin de la productivité accompagné de l'ascension des importations avait poussé l'administration américaine à réviser sa politique du commerce extérieur qui a fini par un courant protectionniste dont les exemples les plus notoires seraient le *Multi-Fiber Arrangement* (1973) et le *Trade Act of 1974* dont la section 301 autorise le Représentant Américain au Commerce à prendre des mesures punitives contre toute pratique étrangère jugée restrictive et contre l'intérêt américain. Pourtant, ces tentatives étaient des mesures générales ; elles n'étaient pas ouvertement orientées vers le Japon. Ce n'est que lorsque la compétitivité nipponne est jugée dangereuse et « injuste » que Washington a agi directement.

En 1985, lors des négociations de *Market-Oriented Sector Selective*, Washington a menacé de majorer ses barrières tarifaires sauf si Japon acceptait d'ouvrir son marché aux produits américains et ce, pour les secteurs portant sur les

¹⁰¹ Henrik Schmiegelow et Michèle Schieglow, "How Japan Affects the International System", *International Organization*, Vol. 44, No. 4, Automne 1990, pp. 559-560.

¹⁰² Robert Gilpin, "The Political Economy of International Relations", *op.cit.*, p. 328.

¹⁰³ Henrik Schmiegelow et Michèle Schieglow, *op.cit.*, p. 561.

produits forestiers, la télécommunication, la microélectronique et les équipements médicaux et pharmaceutiques. Ces négociations ont contribué à la résolution de certains problèmes standards et ont servi de base pour l'accord de 1986 selon lequel le Japon a consenti de ne pas vendre de semi-conducteurs à des prix plus bas que son coût de production et a assuré, aux semi-conducteurs états-uniens, un marché nippon de 10 %. Soutenues avec l'alignement monétaire des Accords de Plaza en 1985, qui signifie la chute du dollar et l'appréciation du yen, de telles démarches rectificatives ont pesé sur le commerce américano-nippon et les exportations américaines ont connu une augmentation de 70 % entre la période 1987-1991 alors que ce taux ne fut que 9 % pour le Japon.¹⁰⁴ Ainsi, avec une approche composée de protectionnisme (*Trade Act of 1974*), de régionalisme (accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis) et de multilatéralisme (GATT), les Etats-Unis se situaient dans une position économique plus favorable qu'auparavant et ce notamment vis-à-vis du Japon. Pourtant, comme nous l'avons souligné ci-dessus, l'économie n'était qu'une partie des craintes états-uniennes, car l'objectif principal de l'administration Reagan était de rebâtir la puissance américaine et donc, d'une manière relative, de réduire celle des Soviétiques.

Avec l'arrivée de Reagan au pouvoir, l'Amérique avait déjà signalé qu'elle ne serait guère tolérante envers l'Union soviétique et que la « haute politique » serait le premier article de l'agenda global. Aussitôt, un programme massif de réarmement fut lancé par le gouvernement américain, mais le tournant décisif de l'attitude américaine fut l'an 1983 pendant lequel Reagan a formulé sa rhétorique frappante d'« Empire du Mal » et a rendu publique le projet d'Initiative de Défense Stratégique dont l'objectif consistait à protéger les Etats-Unis contre tout assaut nucléaire. Aux yeux de l'Union soviétique, ce projet était le pire des cauchemars car, si réalisé, il courait le risque de supprimer la parité nucléaire entre les deux superpuissances. En face d'une telle situation, Moscou s'est précipité dans une course aux armements avec Washington, mais étant donné surtout que ses ressources n'étaient pas compatibles avec ses objectifs, cet effort ne se traduira pas à une relance de la puissance militaire soviétique.

¹⁰⁴ Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 1997, p. 417.

D'autre part, au fur et à mesure que l'impuissance soviétique a été rendue évidente, la stratégie américaine a été soumise à une réévaluation. De rétablir la puissance américaine, la stratégie états-unienne est passée à la stratégie de « *roll-back* »¹⁰⁵ de la puissance soviétique dont la pierre angulaire fut la doctrine de Reagan qui postulait, en gros, que l'Amérique devait soutenir les régimes désireux de s'opposer aux influences soviétiques. Dans ce cadre, à part le Nicaragua et l'Afghanistan où le gouvernement américain a parrainé les mouvements d'opposition anti-communistes, de pressions politiques importantes ont été mises, entre autres, sur la Corée du Sud, les Philippines, le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Nord pour qu'ils abandonnent leurs autoritarismes et instituent des régimes constitutionnels.¹⁰⁶

Cependant, l'élection de M. Gorbatchev au secrétariat général du Parti Communiste a joué un rôle critique sur le cours des affaires américano-soviétiques car celui-ci, étant conscient du déclin soviétique, a détendu la tension qui régnait les relations bilatérales et, en ce faisant, a diminué le risque de surréaction. Ainsi, avoua-t-il en 1988, « *[N]ous avons sous-estimé la profondeur et la gravité des distorsions et de la stagnation du passé. Il y avait beaucoup que nous n'avons juste pas su, et que nous voyons juste maintenant. Il s'est avéré que la négligence était plus sérieuse que nous avions pensé* »¹⁰⁷ et, au lieu de nier le déclin, il a essayé de redresser le système soviétique, d'une part, en réduisant l'extrême centralisation de la politique, la censure et toute forme de contrôle sur l'expression et de l'autre, en tentant d'implanter un système économique plus « libéral ».¹⁰⁸ Donc, la *Perestroïka* et la *Glasnost* n'étaient que des mesures préventives qui désiraient ralentir le déclin relatif soviétique et, rétablir, si possible, la puissance soviétique. Mais, ces tentatives de réforme ont échoué et quelle que soit la date définitive de la fin de la Guerre Froide – 1989 ou 1991 – le système s'est introduit dans un état de transition. Au cours de la période d'après-1985, l'URSS s'est retirée de l'Afghanistan, consentit au traité d'INF¹⁰⁹, a opté pour une politique de non-intervention vis-à-vis les « révolutions de velours » en Europe centrale et orientale, a succombé à la réunification allemande et s'est soumise aux traités de FCE et de START I. Cependant, le fait peut-être le plus

¹⁰⁵ La stratégie de « *Roll-Back* », conçue par John Foster Dulles, le secrétaire d'Etat américain (1953-1959) sous la présidence d'Eisenhower, consiste à repousser les positions soviétiques.

¹⁰⁶ Donald E. Nuechterlein, *op.cit.*, p. 104.

¹⁰⁷ Robert G. Kaiser, « The U.S.S.R in Decline », *Foreign Affairs*, Vol. 67 No. 2, Winter 88/89, p. 99.

¹⁰⁸ Celeste A. Wallander, « *Lost and Found: Gorbatchev's 'New Thinking'* », *The Washington Quarterly*, Vol. 25, No. 1, p. 117.

¹⁰⁹ Ce traité portait sur la suppression des euromissiles tant américaines que soviétiques.

significatif de cette période transitoire fut achevé lorsque l'Union soviétique s'est jointe à la tentative de sécurité collective en l'occasion de la guerre de Golfe. Le déclin était certes plus grave que les décideurs soviétiques en pensaient et cela a été confirmé quand l'Union soviétique a cessé d'exister en décembre 1991. La Guerre Froide était chose du passé. Le monde se transformait, comme on le dit souvent, de bipolarité à l'unipolarité et Washington, sorti victorieux de la Guerre Froide, n'avait plus de soucis à se faire quant à sa sécurité nationale et son rôle de *leadership*.

DEUXIEME PARTIE – LE CYCLE DE PUISSANCE AMÉRICAIN D’APRÈS-1991 ET SES CONSEQUENCES SUR SON LEADERSHIP

Avec la fin de la Guerre Froide et l’effondrement de l’Union soviétique le monde est plongé dans une perplexité à la fois prometteuse et inconfortable. Le communisme était vaincu et, à cette occasion, F. Fukuyama avait déclaré que « l’histoire était finie¹¹⁰ » mais la nouvelle distribution des puissances, déclenchée par la disparition de l’Union soviétique, avait souligné la présence d’une autre préoccupation concernant la position des Etats-Unis. Depuis la chute de l’Union soviétique, on se demandait si les Etats-Unis allaient subir ou non le même sort. Déjà en route, cette question, fréquemment hantée dès les années 1970, a retrouvé sa vivacité par le biais des ouvrages tels que *The Rise and Fall of Great Power*¹¹¹ de P. Kennedy d’une part et *Bound to Lead*¹¹² de J. S. Nye, Jr. de l’autre et a été munie, cette fois-ci, avec une nouvelle dimension – celle de définir la structure post-idéologique. Justement, au cours des années qui ont suivi la chute soviétique, de différentes définitions ont été énumérées dont « le moment unipolaire » de Krauthammer, « l’unipolarité sans hégémonie » de Wilkinson, « l’illusion unipolaire » de Layne et « l’uni-multipolarité » de Huntington etc.

Parallèlement à ces débats dont l’objectif essentiel s’avère comme la définition de la nouvelle position américaine, nous allons essayer d’exposer la trajectoire d’après-Guerre Froide du cycle de puissance américaine et d’interpréter son influence sur la politique étrangère des Etats-Unis. Pour ce faire, tout en restant fidèle à la Théorie, nous allons d’abord essayer de révéler les changements empiriques que vit la capacité américaine et puis, sous la lumière de ces changements, nous procéderons à traiter la politique étrangère américaine après la Guerre Froide. Commençons par les changements de capacité qui ont eu lieu depuis la fin de la Guerre Froide.

¹¹⁰ Francis Fukuyama, *La fin de l’histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452 pages.

¹¹¹ Paul Kennedy, op.cit.

¹¹² Joseph S. Nye Jr., *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, The Perseus Books Group, 1991, 336 pages.

A – LES CHANGEMENTS DANS LA PUISSANCE AMÉRICAINE D’APRÈS-GUERRE FROIDE

Dans le contenu des sous-chapitres qui ont précédé, nous avons accentué que le rôle, *id est* la politique étrangère, d’un acteur dépendait strictement de sa capacité et que la capacité avait deux dimensions bien différentes – la dimension absolue et relative. Conformément à cette vision, nous procéderons d’abord à étudier les composants essentiels de la puissance américaine d’après-Guerre Froide – la puissance économique, militaire et « *soft* » – et ensuite à révéler la capacité relative des Etats-Unis vis-à-vis des autres membres du sous-système des grandes puissances.

1 – Les Composants Essentiels de la Puissance Américaine Depuis 1991

Ce sous-chapitre destiné à mettre sous les yeux des lecteurs les changements survenus dans la capacité absolue de l’Amérique se réfère principalement à trois composants que sont l’économie américaine, la capacité militaire états-unienne et le « *soft power* » des Etats-Unis. En ce faisant, nous croyons être à la hauteur de révéler la base de la puissance américaine qui est tant contestée. Commençons par des développements économiques.

a – La Montée de l’Economie Américaine dans les Années 1990

La performance de l’économie américaine en la dernière décennie du XX^e siècle a été surprenante, car elle a reflété une distinction perceptible des décennies antécédentes pendant lesquelles l’Amérique avait souffert sous l’influence oppressive de l’inflation, des déficits budgétaires, de chômage périodique et d’une productivité ralentie. En fait, d’une manière similaire, les années 1990 avaient mal commencé. Lorsque les taux d’intérêt élevés et les déréglementations bancaires de l’administration Reagan avaient entraîné la faillite de plusieurs institutions financières en 1988-89, l’administration Bush avait adopté de nouvelles réglementations bancaires nécessitant des bilans plus sains et plus solides. Pourtant, contrairement à ce qui est désiré, quand les banques, désireuses de se conformer aux exigences de nouvelles réglementations, ont opté à réduire le volume de leurs prêts, l’économie américaine est épuisée et la récession de 1990-91 a mis un point final à

une des plus longues expansions économiques américaines. Le début de la décennie 1990 donc n'était certainement pas réconfortant.

Bien que la récession ait terminée en mars 1991, le rythme du redressement fut décevant. D'une part, le taux de croissance du PIB réel n'était pas si impressionnant que les anciens redressements économiques et de l'autre, malgré la croissance économique, quoique décevante, le taux de chômage n'était pas maîtrisé et était toujours en hausse. Ainsi, à l'arrivée de Clinton en janvier 1993, la situation économique des Etats-Unis n'était toujours pas satisfaisante : un taux de chômage de 7,3 %, une croissance du PIB de -0,1 % au premier trimestre 1993 et un déficit budgétaire égal à 4,7 % du PIB de l'an 1992.¹¹³ Les mécontentements de la politique interne étaient apparents et le gouvernement était appelé à agir d'urgence.

Destinée à remédier la situation, la stratégie économique de Clinton se reposait sur quatre principes : (i) afin de créer plus d'emploi, orienter les dépenses publiques et privées vers l'investissement au lieu de consommation ; (ii) respecter le travail et la famille ; (iii) créer un budget réaliste avec des estimations conservatives et ; (iv) supporter ces éléments avec une diminution des dépenses (réduction du déficit budgétaire) et une taxation juste.¹¹⁴ Cette politique économique n'a pas retardé à donner ses fruits. Du plan macroéconomique, le PIB réel des Etats-Unis est accrue avec un taux moyen de 3,61 % entre 1993 et 2000. De même, la production industrielle (hormis le domaine de construction) a connu un taux de croissance moyen de 4,67 % alors que ce taux n'a été que 2,4 % pour l'indice des prix à la consommation.¹¹⁵ De plus, entre 1993 et 1997, l'administration Clinton avait créé environ 10 millions emplois. Avec 8 millions emplois, créés entre 1997-2000, le chiffre total des emplois créés par Clinton avait atteint à 18 millions. Grâce à ces emplois, le taux de chômage était descendu à 4 % pour la première fois depuis trois décennies.¹¹⁶ L'économie états-unienne avait dramatiquement changé.

Quoique cela fût un succès économique étonnant, deux autres événements microéconomiques sont également considérables. Avec l'expansion de *Earned*

¹¹³ Joseph Stiglitz, *The Roaring Nineties: Why We're Paying The Price For The Greediest Decade in History*, Londres, Penguin Books, 2003, p. 49.

¹¹⁴ Bill Clinton, *My Life*, Londres, Arrow Books, 2005, p. 496.

¹¹⁵ Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C., US. Government Printing Office, 2002, pp. 444-448.

¹¹⁶ Joseph Stiglitz, *op.cit.*, p. 6.

Income Tax Credit en 1993, Clinton avait réussi à implanter une réduction d'impôt pour des familles qui ne touchaient pas plus de 30.000 USD/an. C'est grâce à cet arrangement que 4 millions d'Américains se sont sauvés de la pauvreté.¹¹⁷ D'autre part, en 1996 et en 1997, le salaire minimum fut soumis, à deux reprises, à une majoration en conséquence de laquelle le montant du salaire par heure est passé de 4.25\$ à 5.15\$, soit une augmentation de 21 %.¹¹⁸ Outre ces démarches, l'administration Clinton a continué à essayer d'améliorer la situation sociale des Américaines avec des initiatives telles que l'augmentation de la solvabilité du *Medicare*, l'attribution d'un crédit d'impôt de \$500-par-enfant pour des familles avec un enfant de moins de 17 ans etc. Par conséquent, si nous tenons en compte toutes ces améliorations, nous pouvons affirmer que l'économie américaine a regagné sa puissance et a enregistré une croissance absolue impressionnante (voir la figure 2.1).

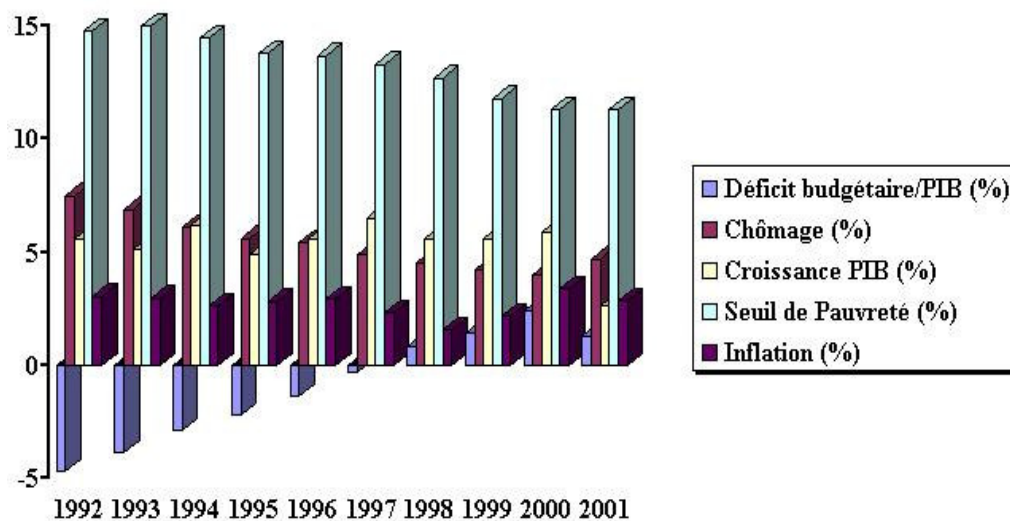


Figure 2.1. Les principaux indicateurs de l'économie américaine d'après-Guerre Froide¹¹⁹

¹¹⁷ Bill Clinton, *op.cit.*, p. 494.

¹¹⁸ Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2000, p. 186.

¹¹⁹ Les ressources pour les données sont comme suit: données relatives au budget sont prises de Executive Office of the President, *Historical Tables, Budget of The United States Fiscal Year 2004*, Washington, U.S Government Printing Office, 2003, p. 24; données relative au taux de chômage sont prises du site Internet officiel de *U.S Bureau of Labour Statistics* via http://www.bls.gov/cps/prev_yrs.htm (Consulté le 14.01.2006); données portant sur le taux de croissance du PIB et le seuil de pauvreté sont prises de Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2003, p. 277 & 316; les données portant sur le taux d'inflation sont prises du site Internet suivant: http://inflationdata.com/Inflation/Inflation_Rate/HistoricalInflation.aspx. (Consulté le 11.02.2006)

Tous ces succès économiques, tant à l'échelle macro qu'à l'échelle micro, furent si surprenants et si enviables que d'aucuns ont célébré l'émergence d'une « Nouvelle Economie ». En fait, ce n'était pas l'économie qui était nouvelle, c'était la gamme de nouveaux moyens qui a été mise à la disposition de l'économie. L'interaction de ces moyens - la télécommunication, l'informatique et l'Internet – a rendu l'économie plus « légère » et a transformé cette dernière à une économie du savoir où les gains de performance furent maximisées tout en minimisant les coûts y afférents. Cette potentielle technologique a permis aux milieux d'affaires de pouvoir adopter de nouvelles méthodes de production, des pratiques de gestion des ressources humaines plus efficaces, des moyens plus lucratifs concernant les relations entre les fournisseurs et la clientèle et, de nouvelles stratégies plus favorables etc. Ainsi, en conséquence de ces changements aussi bien quantitatifs que qualitatifs, le complexe économique américain est devenu plus solide, plus compétitif et, en bref, plus puissant à la fin des années 1990.

b – La Considération de la Puissance Militaire d'Après-Guerre Froide des Etats-Unis

« *L'objectif central de la puissance américaine* » disait Mearsheimer en 2002 dans un volume spécial dédié aux événements tragiques du 11 septembre 2001, « *est d'assurer la sécurité des Etats-Unis dans un monde dangereux* ». ¹²⁰ Cette tâche critique incombe notamment à la force militaire américaine qui s'est soudainement trouvée dans une situation sans précédente où nulle nation ne disposait des moyens militaires nécessaires pour rivaliser Washington. En fait, la grandeur de l'économie américaine, que nous venons d'en parler, permettait aux Etats-Unis de pouvoir entreprendre des projets militaires plus larges que n'importe quel acteur dans le monde. De plus, grâce à ses bases militaires dispersées à quatre bouts du monde, l'armée américaine était la seule puissance militaire étant capable de mener des opérations militaires à l'échelle mondiale. Ainsi, à la fin de la Guerre Froide, la supériorité de la puissance militaire américaine était si incontestable et si apparente qu'aucun pays n'était à la hauteur de la défier. D'ailleurs, comme dans l'exemple de la Guerre du Golfe de 1991, la puissance militaire américaine était, d'une manière à

¹²⁰ John J. Mearsheimer, "Hearts and Minds", *The National Interest*, Automne 2002, p. 13.

l'autre, considérée comme un moyen ultime destiné à préserver la stabilité internationale.

Cependant, la chute de l'Union soviétique a également marqué un tournant pour la stratégie militaire américaine, car faute d'une menace imminente, le gouvernement états-unien a pu décider de réduire le fardeau militaire et de s'embarquer dans une nouvelle doctrine militaire. Ainsi, dans la période qui a suivi la chute soviétique, les Etats-Unis ont mis en application un programme de réduction des forces militaires dans le cadre duquel l'effectif du Ministère de la Défense a été réduit jusqu'à 1.384.000 en 2000, le point le plus bas dès l'an 1950. De même, le nombre du personnel militaire en service actif a été soumis à une diminution significative et, de 1990 à 2000, il est passé de 2.044.000 à 1.237.000. De son côté, le budget militaire, qui atteignait 299,3 milliards de dollars en 1990, est tombé progressivement à 268,5 milliards de dollars en 1998 pour remonter à 294,5 milliards de dollars en 2000.¹²¹ Tenant compte de l'expansion du PIB américain, cette allocation budgétaire s'est avérée forte décroissante. Selon les données de *SIPRI*, les dépenses militaires américaines qui s'élevaient à 4,7 % du PIB en 1991 sont progressivement diminuées de manière à ce qu'elle ne correspondaient qu'à 3 % du PIB en 1999.¹²² Par conséquent, il ne serait pas erroné de dire que la disparition de la menace soviétique a déclenché une série d'arrangements destinés à réduire les ressources dévouées à l'armée américaine pour renforcer la prospérité nationale.

Au-delà de ces arrangements quantitatifs, le changement contextuel marqué par l'effondrement de l'Union soviétique a poussé les Etats-Unis à réviser la politique de défense américaine. En fait, la modification stratégique était en pleine route même avant la dissolution de l'Union soviétique et ce fut déclaré en août 1990 à Aspen par *Bush* qui articulait la nouvelle stratégie militaire américaine autour de trois concepts : (i) la présence à l'avant ; (ii) la capacité de réponse rapide et efficace aux crises régionales et ; (iii) l'aptitude à reconstituer des moyens militaires capables à contrer l'Union soviétique si cette dernière redevient une menace.¹²³ Cette nouvelle approche, explicitement contre à la tradition historique de démobilisation américaine qui, à deux reprises, avait coûté chère aux Américains, fut consolidée, en

¹²¹ U.S. Census Bureau, *Statistical Abstract of the United States: 2004-2005*, Washington D.C, 2004, pp. 327-330.

¹²² Les données en question peuvent être consultées sur le site Internet de *SIPRI*: <http://www.sipri.org/contents/webmaster/databases>.

¹²³ Nicole Vilboux, *Les Stratégies de Puissance Américaine*, Paris, Ellipses Edition, 2002, p. 26.

1993, avec le *Bottom-Up Review* qui exigeait que les forces américaines puissent mener et remporter simultanément deux conflits régionaux majeurs. Ainsi, la préoccupation principale est passée d'un conflit global aux crises régionales. Confirmée au sein de la *Quadrennial Defense Review* de 1997, cette nouvelle approche exige, afin de dissuader les perturbateurs potentiels et assurer les alliés, une capacité militaire suffisamment dissuasive ou, à défaut, rapide à déployer qui ne peut qu'être fournie à l'aide des bases militaires américaines dont les plus considérables sont énumérées ci-dessous (Tableau 2.1).¹²⁴ Donc, la capacité militaire américaine d'après-Guerre Froide était dessinée autour de deux phénomènes : la réduction des ressources et la modification de la stratégie militaire.

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Allemagne	73.280	48.878	60.053	60.053	65.538	69.203
Arabie Saoudite	1.077	1.587	1.722	1.722	5.552	7.053
Belgique	1.689	1.646	1.679	1.679	1.649	1.554
Bosnie Herzégovine	1	15.033	8.170	8.170	5.800	5.708
Corée du Sud	36.016	36.539	35.663	35.663	35.913	36.565
Cuba (Guantanamo)	5.129	1.886	1.527	1.527	1.030	688
Egypt	1.123	1.066	5.849	5.846	892	499
Espagne	2.799	2.746	3.575	3.575	2.127	2.007
Grande Bretagne	12.131	11.662	11.379	11.379	11.311	11.207
Islande	1.982	1.893	1.960	1.960	1.681	1.636
Italie	12.007	12.401	11.677	11.677	11.530	11.190
Japon	39.134	42.962	41.257	41.257	40.338	40.159
Portugal	1.066	1.075	1.066	1.066	1.024	1.005
Turquie	3.111	2.922	2.864	2.864	2.312	2.006

Tableau 2.1 Le personnel militaire des Etats-Unis: 1995-2000¹²⁵

Pour conclure, la fin de la Guerre Froide et la dissolution de l'Union soviétique ont permis aux décideurs américains de pouvoir réorienter leurs ressources militaires pour un nouveau contexte international au sein duquel les Etats-Unis occuperaient de nouveau une place privilégiée grâce à ses bases militaires, sa puissance maritime, son complexe militaro-industriel et son arsenal nucléaire inégalé. En fait, aux dires de B. R. Posen, la puissance militaire d'après-Guerre Froide des Etats-Unis est si large et si effective qu'elle offre les moyens nécessaires à « maîtriser les terrains communaux », c'est-à-dire la mer, l'espace et l'air.¹²⁶

¹²⁴ Ibid, pp. 30-37.

¹²⁵ U.S. Census Bureau, "Statistical Abstract of the United States: 2004-2005", *op.cit.*, p. 332.

¹²⁶ Barry R. Posen, "Command of the Commons: The Military Foundation of U.S. Hegemony", *International Security*, Vol. 28, No. 1, Été 2003, pp. 7-19. Selon Posen, cette position globale des Etats-Unis leur offre l'opportunité de pouvoir mieux exploiter les autres ressources de puissance y comprises les ressources économique et militaires de ses alliés. Pour élucider, indiquons que, à l'aide

c – Le « *Soft Power* » de l'Amérique

Les deux premiers composants de la puissance américaine suscités – les capacités économique et militaire – sont strictement liés à la définition matérielle de la puissance qui se base essentiellement sur des motivations (carottes) et des menaces (bâtons). Cependant, J. Nye Jr., qui deviendrait plus tard un des membres de l'administration Clinton, a créé une autre dimension de la puissance : le « *soft power* » ou bien avec une traduction française de la terme de « puissance douce ». En quelques mots, le « *soft power* » est le pouvoir d'attirer et de persuader. Cette dimension de la puissance « indirecte » ou « co-optive » prend ses origines des ressources intangibles telles que la culture, l'idéologie et les institutions.¹²⁷ Ainsi, le « *soft power* » complète la puissance « matérielle » obtenue avec des ressources tangibles telles que l'économie et l'armée.

Discuté aux Etats-Unis, le « *soft power* » devient un des facteurs les plus importants du *leadership* américain, car, conformément à ce qui est prétendu par la Théorie, le « *soft power* » se repose avant tout sur la légitimité. Si la culture et l'idéologie d'un acteur sont attractives et séduisantes, non seulement les autres auront la tendance de le poursuivre de leurs pleins grés mais aussi, en circonstances générales, l'acteur en question ne rencontrera pas de vives résistances quant à ses propres objectifs. Dans cette perspective, la culture populaire des Etats-Unis, accompagnée de son idéologie universelle qui souligne les valeurs telles que la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité etc. et le rôle que jouent les Etats-Unis au sein de plusieurs institutions internationales, fournissent à Washington une force d'attractivité convaincante, un certain prestige, à partir de laquelle les décideurs

de ses sous-marins nucléaires SSN (54 unités) et ses porte-avions (12 unités dont 9 nucléaires), les Etats-Unis maîtrisent la mer et peuvent, ainsi, déployer des forces larges et lourdes à tout point du monde. Quant à l'espace, les satellites américaines ainsi que le système GPS états-unien permettent aux Etats-Unis de voir le monde à travers et d'en récupérer des informations requises. De son côté, la puissance aérienne des États-Unis, comme on l'a vue à plusieurs reprises (Guerre du Golfe, Bosnie, Kosovo etc.), est un atout très important pour l'armée américaine et pour ses interventions. Le point le plus important, cependant, est que toutes ces capacités sont liées l'une à l'autre par le biais des commandements militaires tant régionaux que fonctionnels tels que PACOM (la Pacifique), EUCOM (l'Europe), CENTCOM (le Golfe Persique et l'Océan Indien), SOUTHCOM (l'Amérique Centrale et du Sud), USJFCOM (le Commandement des Forces Conjointes des États-Unis), USSTRATCOM (le Commandement Stratégique des États-Unis), USSOCOM (le Commandement des Forces Spéciales des États-Unis) etc. Ainsi, non seulement les Etats-Unis deviennent capables d'agir à l'échelle mondiale, mais aussi d'affaiblir ses adversaires et ce, en limitant leurs accès aux assistances économiques, militaires et/ou politiques.

¹²⁷ Joseph S. Nye, Jr., "The Changing Nature of World Power", *Political Science Quarterly*, Vol. 105, No. 2, Été 1990, p. 181.

américains obtiennent l'opportunité de ne pas se recourir aux carottes et bâtons si coûteux.¹²⁸ Donc, quoique incalculable pour être incorporée au processus d'évaluation du cycle de puissance américaine, il faut admettre que le « *soft power* » est un des facteurs les plus importants qui pèsent sur la capacité totale des Etats-Unis.

Quant à son fonctionnement, il est possible que nous prétendons qu'elle est bidirectionnelle : gravitaire et expansionniste. Elle est gravitaire parce que les valeurs et les opportunités offertes par l'Amérique se présentent comme une source d'attraction qui provoque, en revanche, une grande sympathie pour les valeurs américaines et un taux immense d'immigration dont le point zénith fut traversé au début des années 1990 où les Etats-Unis s'étaient sortis comme le vainqueur de la Guerre Froide.¹²⁹ D'autre part, elle est expansionniste, car la « Coca colonisation » ou l'expansion des valeurs, de la culture populaire et du cinéma américains constituent les fondements d'un mode de vie à l'américain où pleins de gens se vêtent des jeans, aillent aux restaurants rapides tels que *McDonalds* et se fascinent avec des films d'origine *Hollywood*. Dans ce contexte, les Etats-Unis deviennent, d'une part, un centre de gravité hanté par des milliers de scientifiques, d'étudiants, d'experts etc. et de l'autre, le centre d'un mode de vie qui s'adresse aux millions de gens dispersés aux différentes géographies du monde. Cela dit, lorsque soutenues avec des politiques bienveillantes, ces interactions qui constituent un ensemble inséparable dotent les Etats-Unis d'un pouvoir qui sert non seulement à disperser la vision et les valeurs américaines, mais aussi à franchir les barrières mentales. Donc, le « *soft power* » est très important puisqu'il sert de base à l'harmonisation des idées américaines avec celles de ses alliées ou des autres nations ; il facilite la mise en route des initiatives américaines. Vu sous cet angle, il s'avère que le « *soft power* » n'est que le pouvoir de faire vouloir les autres ce qu'on veut et, de nos jours, il est apparent que c'est l'Amérique qui en détient le plus.

Compte tenu de ces développements, nulle personne ne peut nier que les composants essentiels de la capacité américaine étaient devenus, du plan absolu, plus solides et plus confortables. Mais, est-ce qu'il en a été de même quant au plan

¹²⁸ Joseph S. Nye, Jr., *Amerikan Gücünün Paradoksu*, İstanbul, Literatür Yayıncılık, 2003, pp. 13.

¹²⁹ U.S. Census Bureau, "Statistical Abstract of the United States: 2004-2005", *op.cit.*, p. 8. Concernant le volume d'immigration, la décennie 1990 qui reçut 9.095.000 immigrants est suivie par la première décennie du XX^e siècle avec 8.795.000 immigrants.

relatif ? Que fut la trajectoire du cycle de puissance américaine d'après-Guerre Froide ? Essayons maintenant de donner une réponse à ces questions.

2 – La Comparaison du Positionnement Américain Par Rapport au Système International : L'Etude sur la Puissance Relative des Etats-Unis

Le déclin énorme du taux de croissance de l'Union soviétique, traduit en l'effondrement de l'Union elle-même en 1991, a rapidement déclenché de nouvelles orientations dans l'ensemble des cycles de puissance en conséquence desquelles toutes les grandes puissances ont subi des changements importants quant à leurs capacités matérielles. Pourtant, du point relatif, le changement peut-être le plus spectaculaire a été celui de l'Amérique qui a surpris le monde entier. Comme l'avait prévu Doran, le cours de l'économie américaine avait déterminé, en grande partie, l'itinéraire du cycle de puissance américaine.¹³⁰ Mais, quoi qu'elle en fût le facteur le plus important, la croissance économique américaine n'en pouvait pas être la seule raison. Elle était accompagnée, entre autres, de la montée des capacités militaires et technologiques.

Si nous le considérons dans le cadre des dynamiques de la Théorie, nous devons rapidement nous rendre compte que le succès économique américain, que nous venons d'en parler dans le chapitre précédant, devait entraîner une certaine redistribution des capacités économiques parmi les grandes puissances et cela a été vraiment le cas. Pendant les trois ans qui ont suivi la chute de l'Union soviétique, le revenu national de la Russie s'est diminué d'une façon énorme (- 14,5 %, - 8,7 % et -12,7 %, respectivement).¹³¹ A cette diminution des revenus se sont ajoutées, d'une part, une inflation, qui, sous l'influence de la libéralisation des prix, a atteint en 1992 à un taux de 2600 % qui ne descendit à 15 % qu'en 1997 et de l'autre, une diminution énorme de la production entre 1989-1998: 50 % pour l'aciérie, 80 % pour des camions lorry, 20 % pour l'électricité, 90 % pour des machines-outils à couper les métaux etc.¹³² En fait, ce n'est qu'après la crise de 1998 que l'économie russe,

¹³⁰ Charles F. Doran, "Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end", *op.cit.*, p. 237.

¹³¹ Gerhard Mangott, "Dizlerinin üzerine çöken dev: Rusya'nın küresel rolü üzerindeki yapısal kısıtlamalar", in Yılmaz Tezkan (éd.), *Kadim Komşumuz Yeni Rusya*, İstanbul, Ülke Kitapları, 2001, p. 68.

¹³² Catherine J. Danks, *Russian Politics and Society: An Introduction*, Harlow, Longman, 2001, pp. 274-282.

soutenue par la dévaluation du rouble et l'augmentation des prix pétroliers en 1999 a pu enregistrer une certaine amélioration quant à son aspect général et atteindre à des taux de croissance positifs consécutifs.

De son côté, dès le début des années 1990, l'économie japonaise s'est plongée dans une « décennie perdue » pendant laquelle le Japon a souffert sous la « bulle » tant boursière qu'immobilière, créée à la suite de l'expansion monétaire de la deuxième moitié des années 1980. Sous l'influence de cette « bulle », plusieurs banques japonaises ont fait faillite ; la consommation a été ralentie ; le chômage est passé en hausse. En bref, l'économie japonaise a connu un déclin. Le taux moyen de croissance annuelle du PIB réel qui a été 4.1 % entre 1982-91 n'a été, pendant la période 1992-2001, que 1.1 %.¹³³ La performance de l'économie japonaise n'était plus la même ce qu'elle avait été une décennie auparavant. Ainsi, tenant compte de ces dynamiques, il est fort logique de penser que la Russie et le Japon, les deux principaux rivaux de l'Amérique vers la fin de la Guerre Froide, n'ont pas pu maintenir leurs positions compétitives dans la décennie suivante.

Quant aux Européens, c'est-à-dire la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne réunie, il n'y avait pas une grande différence non plus. De 1991 à 2001, le taux moyen de croissance annuelle du PIB réel n'a été que 2,3 % pour la Grande Bretagne, 1,9 % pour la France et 1,6 % pour l'Allemagne.¹³⁴ De même, pour la même période, les taux de croissance des sorties industrielles de ces pays se sont avérés modestes par rapport à celui des Etats-Unis: 1,64 % pour la France, 1,26 % pour l'Allemagne et 0,89 % pour la Grande Bretagne alors que celles de l'Amérique étaient plus élevées que ces sorties combinées et ce, avec un taux de 3,37 %.¹³⁵ Allant de ces chiffres, il devient clair que, quoique le projet européen soit en hausse et vaguement prometteur lors de la décennie 1990, les développements économiques des principaux acteurs dudit projet ne semblaient pas être suffisamment convaincants pour supposer que leurs économies ont eu la même vivacité.

A part les Etats-Unis, la Chine était le seul acteur capable d'enregistrer des taux de croissance économiques relatifs importants. Une main d'œuvre à bon marché

¹³³ Paul Burkett et Martin Hart-Landsberg, "The Economic Crisis In Japan: Mainstream Perspectives and an Alternative View", *Critical Asian Studies*, Vol. 35, No. 3, 2003, p. 340.

¹³⁴ United Nations Economic Commission For Europe, *Economic Survey of Europe 2003 No. 2*, Décembre 2002, p. 101.

¹³⁵ Ibid, p. 108.

qui prenait son origine d'une population géante et les investissements étrangers qui en ont découlé ont procuré à la Chine l'opportunité d'améliorer sa situation aussi bien économique que technologique. En fait, la somme totale des investissements étrangers, effectués entre 1979-2000, avait atteint à 348.349 millions de dollars¹³⁶ et c'est en grande partie grâce à cela que la Chine a pu maintenir son expansion économique et augmenter, entre 1990-98, son taux moyen de croissance annuelle du PIB de 11,1 %. Allant de ce développement inégalable, les autres secteurs de l'économie chinoise ont également eu le pouvoir d'augmenter leurs parts : entre 1990-98, l'industrie et l'investissement intérieur brut a obtenu une croissance de 15,4 % et 13,4 %, respectivement.¹³⁷ Dans l'ensemble, cette tendance économique favorable a fini par souligner la nouvelle position globale de la Chine qui, vers la fin de la décennie 1990, était soudainement, devenue un des acteurs les plus importants du commerce mondial (voir la figure 2.2). D'après un auteur, soulignant que la période de réforme tridécennale avait abouti au triplement de l'économie chinoise, il n'en existerait pas « *un autre exemple dans l'histoire moderne* ». ¹³⁸

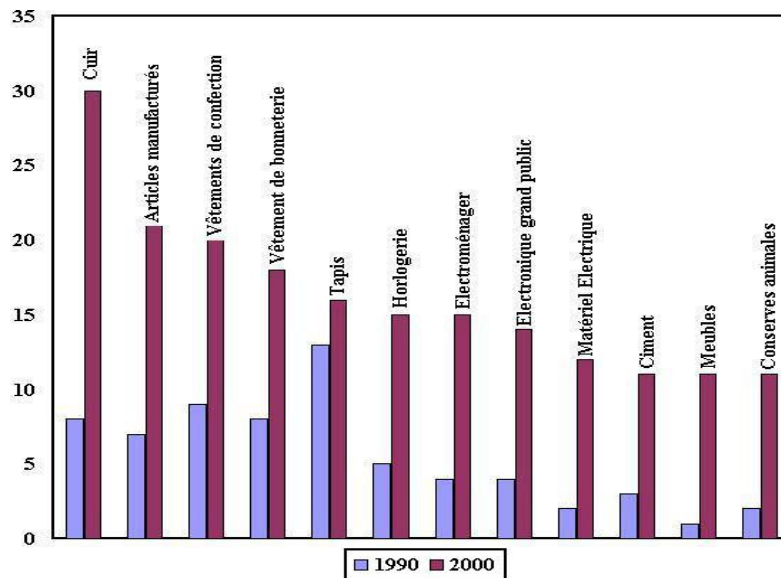


Figure 2.2. La part chinoise dans les exportations mondiales (%)¹³⁹

¹³⁶ R. Kutay Karaca, *Dünyadaki Yeni Güç Çin: Tek Kutuptan Çift Kutuba*, İstanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2003, p. 76.

¹³⁷ The World Bank, *World Development Report 1999/2000*, Oxford University Press, 2000, p. 250.

¹³⁸ Ted C. Fishman, *Çin Inc.: Dünyanın Yeni Süper Gücünün Yükselişi ve Hem Dünya'ya Hem De Amerika'ya Meydan Okuyuşu*, İstanbul, Klan Yayınları, 2005, p. 22.

¹³⁹ Figure adoptée à partir des données fournies par Françoise Lemoine et Deniz Ünal Kesenci, "Chine: Spécialisation Internationale et Rattrapage Technologique", *Économie Internationale*, 92, 2002, p. 15.

Pourtant, du plan des conditions sociales, le panorama chinois tend à changer considérablement. Lorsque jugé selon les normes internationales – cela dit la population vivant avec moins de 2 USD par jour – la population au-dessous du seuil de pauvreté, qui est descendue de 8,4 à 6 % entre 1994 et 1996 selon les critères nationaux, a touché à 57,8 % en 1995.¹⁴⁰ Accompagnée de l'insuffisance technologique et d'un PIB vaguement inférieur à celui de l'Amérique, cette situation nous souligne un fait important : c'est qu'en tant qu'un pays en voie de développement, la Chine a éprouvé beaucoup de difficultés à se munir des moyens adéquats pour défier la supériorité de l'économie américaine.

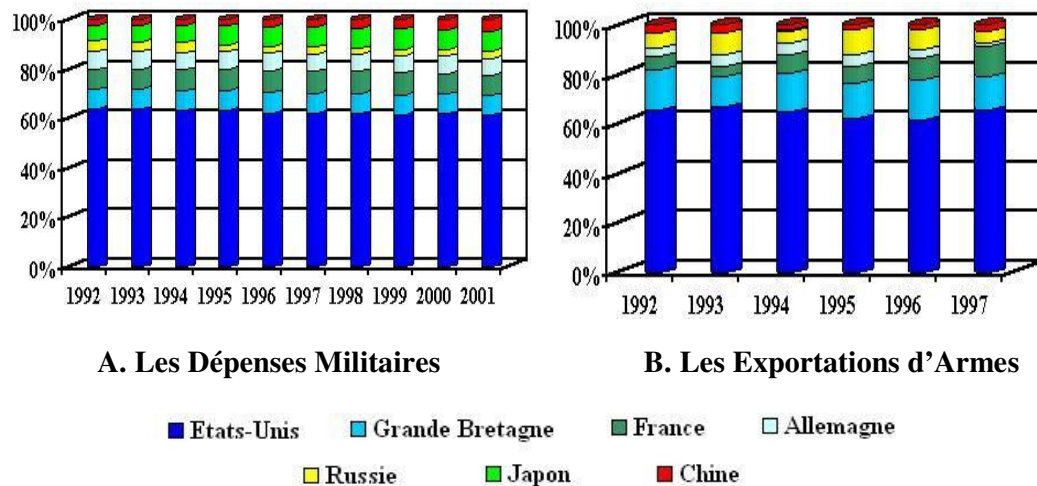


Figure 2.3 La capacité militaire des Etats-Unis dans les années 1990¹⁴¹

Ainsi, à l'échelle économique, l'Amérique avait obtenu de 1992 à 2001 une marge relative importante par rapport à ses adversaires. Ce qu'il faut souligner, c'est que cette situation était aussi valable pour les autres facteurs essentiels qui alimentaient la capacité matérielle de l'Amérique: la capacité militaire et technologique. La chute imprévue de l'Union soviétique, la seule puissance militaire capable de rivaliser l'Amérique, a perturbé les équilibres mondiaux en faveur des Etats-Unis au point qu'un écart considérable de puissance militaire a été rapidement créé entre Washington, d'une part, et le reste, de l'autre. Cet écart était si apparent

¹⁴⁰ Ibid, p. 236.

¹⁴¹ Les données relatives sont prises de SIPRI (<http://www.sipri.org/contents/webmaster/databases>) pour la figure A (Consulté le 26.03.2006) et du rapport U.S. Department of State Bureau of Verification And Compliance, *World Military Expenditures and Arms Transfers 1998, 2000*, pp. 113-165 pour la figure B.

que l'Amérique s'est révélé comme la seule puissance militaire capable d'intervenir n'importe où dans le monde au cours des années 1990.

En fait, à l'aide de ses bases militaires, dispersées dans le monde entier, l'Amérique a été le premier pays dans l'histoire qui a pu établir une dominance militaire (notamment terrestres) à l'échelle globale. Mais ce qui importe, c'est qu'avec une dépense militaire qui correspondait environ à 60 % des dépenses militaires effectuées par l'ensemble des grandes puissances, la capacité militaire américaine s'est avérée forte inégalée pendant la période qui a suivi la fin de la Guerre Froide. De plus, l'efficacité de ses armes et de sa technologie militaire était si supérieure que la part états-unienne dans l'exportation mondiale d'armes est passée de 40 % en 1990 à 58 % en 1997.¹⁴² Comparée à celles des autres grandes puissances, l'exportation d'armes américaine a constitué environ 60 % de l'exportation totale des grandes puissances. Non seulement, cette situation reflète la supériorité des moyens militaires des Etats-Unis, mais elle souligne aussi la prééminence états-unienne sur le marché militaire du monde ce qui, par conséquent, accentue l'incontestabilité de la puissance militaire américaine (voir la figure 2.3).

Dernièrement, la supériorité économico-militaire des Etats-Unis était soutenue par un troisième domaine – la technologie. De 1995 à 1999, les dépenses américaines de Recherche et Développement (R&D) ont augmenté avec un taux de 6 %.¹⁴³ Par sa nature, cette croissance absolue n'a fait que soutenir la position américaine qui déjà, en 1995, réalisait 53 % des dépenses de R&D de l'ensemble des grandes puissances alors qu'en 1995-96, les dépenses de R&D des Etats-Unis en matière de défense correspondaient à 80 % des dépenses effectuées par le même ensemble.¹⁴⁴ En fait, l'Amérique était si consciente de l'importance de ces recherches

¹⁴² U.S. Department of State Bureau of Verification And Compliance, *op.cit.*, p. 11.

¹⁴³ Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2001, p. 111. Cependant, il faut noter que ce pourcentage est obtenu, en grande partie, grâce aux efforts du secteur privé qui, dans la même période, augmenta ses dépenses de R&D de 8 % par an alors que le gouvernement américain, essoufflé sous les restrictions budgétaires, ne put faire de plus que de réorienter ses fonds en faveur des recherches civiles au lieu des recherches militaires.

¹⁴⁴ William C. Wohlforth, "The Stability of a Unipolar World", *International Security*, Vol. 24, No. 1, Été 1999, p. 19.

technologiques qu'elle était devenue, parmi les membres de l'OCDE, à la fin de l'an 2000, la grande puissance qui investissait le plus dans le génie¹⁴⁵ (voir la figure 2.4).

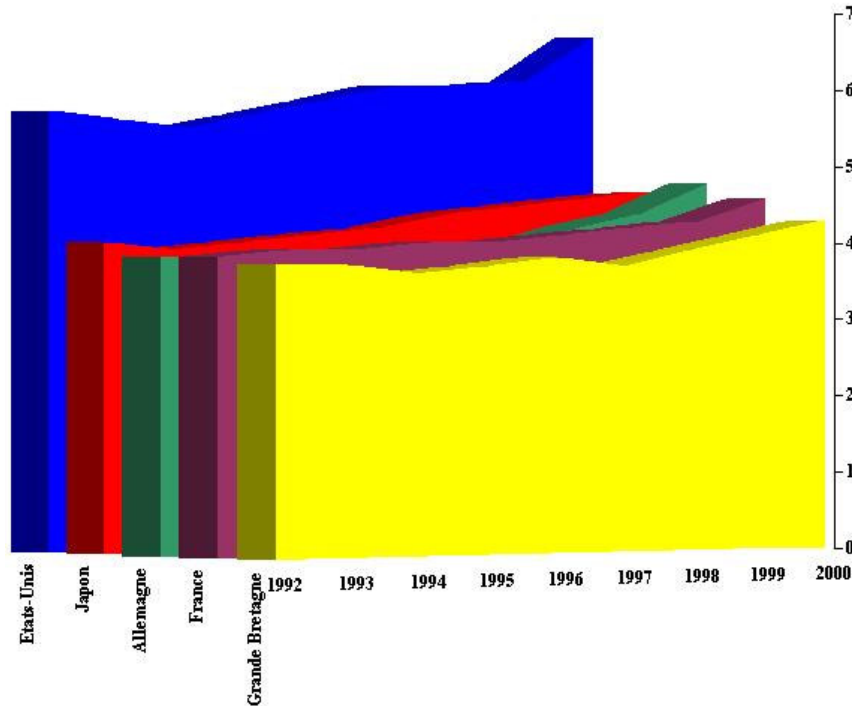


Figure 2.4 L'investissement dans le génie des grandes puissances de l'OCDE (%/PIB)¹⁴⁶

	Services de Communication	Services Financiers	Services d'Affaires	Services d'Éducation
Etats-Unis	53,3	70,8	46,5	37,4
Japon	22,1	9,9	19,7	17,3
Allemagne	8,4	6,9	4,5	18,7
Grande Bretagne	8,6	4,0	8,9	7,3
France	6,3	6,8	19,5	9,9
Chine	1,1	1,3	0,7	9,4
Russie	Pas disponible	Pas disponible	Pas disponible	Pas disponible
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Tableau 2.2 La Production des industries de service à haute intensité de génie (1991-1998)¹⁴⁷

Quant à la développement de haute technologie, les installations américaines fabriquaient en 1995 le 41 % de la fabrication totale des grandes puissances¹⁴⁸ mais à

¹⁴⁵ L'investissement dans le génie est défini comme la somme totale des dépenses effectuées pour R&D, l'éducation supérieure (publique ou privée) et le logiciel et, qui est supposée d'augmenter les futurs revenus.

¹⁴⁶ OCDE, "Investment in Knowledge", *Factbook 2005*, p. 119, <http://puck.sourceoecd.org/factbookpdfs/06-01-02.pdf>. (Consulté le 29.04.2006)

¹⁴⁷ National Science Foundation, *Science & Engineering Indicators 2002*, Volume 2-Appendix Tables, pp. A6-17-19.

l'aide des allocations gouvernementales, elles ont pu maximiser le volume de leur production et, comme le montre le Tableau 2.2, ont su garder leur suprématie concernant la production des services à haute intensité de connaissances.

En effet, dans la période qui a suivi la chute des Soviétiques, la supériorité scientifique des Etats-Unis était si claire que l'on pouvait la trouver à tout domaine y afférent. Par exemple, en 1999, le nombre des publications scientifiques américaines était presque égal à celui des autres grandes puissances combinées. De 343.074 publications scientifiques, 163.526 furent américaines tandis que le Japon en avait publié 47.826, la Grande Bretagne 39.711, l'Allemagne 7.308, la France 27.374, la Russie 15.654 et la Chine 11.675.¹⁴⁹ Quant au commerce de produits de haute technologie, Washington ne souffrait pas d'un déficit commercial vis-à-vis des autres grandes puissances – excepté le Japon qui profitait d'un accès notable au marché américain. Néanmoins, même le cas du Japon était contestable, car ce déficit était réservé aux domaines tels que les technologies de l'information et de la communication, l'électronique, l'optoélectronique, la fabrication flexible, les matériaux de pointe etc. alors que dans plusieurs domaines à savoir la génie aérospatiale, l'armement, la biotechnologie, la technologie nucléaire, le logiciel informatique, les sciences biologiques etc. Washington détenait toujours un excédent commercial vis-à-vis du Japon. Ainsi, nous nous rendons compte que les Etats-Unis ont joui d'une capacité technologique étonnant qui leur a permis de garder et d'actualiser le rendement et la qualité de l'ensemble de la capacité américaine.

Par conséquent, il faudrait reconnaître que la capacité américaine s'est avérée bien supérieure de celles de ses adversaires et qu'elle a maintenu, lors de la décennie 1990, sa montée qui a commencé en 1989 - lorsque le cycle de puissance américaine a traversé son point de virage inférieur. Cependant, ce changement de direction ne signifiait pas seulement que le déclin des Etats-Unis était terminé, mais aussi il soulignait le fait que la capacité totale américaine était de nouveau sujette à une expansion (voir A-3). Mais, pour nous, la question essentielle reste à révéler à quel point ce changement de capacité a pesé sur le déroulement de la politique étrangère américaine.

¹⁴⁸ Ibid, p. 19.

¹⁴⁹ Ibid, pp. A5-82-86.

B – LE SYSTEME INTERNATIONAL ET LE LEADERSHIP : LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE D'APRES-GUERRE FROIDE

« *La capacité* » marque Holsti, « *est toujours la capacité de faire quelque chose* ». ¹⁵⁰ Donc, son évaluation ne devient significative que si elle est poursuivie dans le cadre de certains objectifs liés à la politique étrangère dont l'application générale tend rétrospectivement à indexer le niveau de la capacité elle-même. Ce parallélisme entre la capacité et la politique étrangère, c'est-à-dire le rôle, sis au cœur de la théorie du Cycle de Puissance, nous encourage à questionner le rôle de l'expansion de la capacité relative des Etats-Unis sur le déroulement de la politique étrangère américaine. Précisément, nous sommes appelés, dans le cadre de la théorie, à révéler la corrélation entre la capacité et le rôle.

Dans le chapitre précédent, il a été clairement montré que les Etats-Unis avaient augmenté leur capacité relative et que, faute d'une autre puissance effective capable de les rivaliser, ils avaient su garder leur position du « numéro 1 » jusqu'à la limite de ce mémoire, soit 11 septembre 2001. Cette amélioration brillante de la position américaine est aussi apparente sur le cycle de puissance américaine obtenu à la suite de notre recherche empirique (voir A-3). Mais, que fut la corrélation entre la puissance et le rôle américains ? De quelle manière cette expansion de la capacité américaine a influencé le déroulement de la politique étrangère états-unienne ? Pour répondre à ces deux questions, nous devons tenir compte des essentielles attitudes et caractéristiques de la politique étrangère américaine d'après-1991 qui donne lieu, d'après nous, à deux différentes périodes dont la première peut être qualifiée comme une période d'optimisme, marquée par l'utopie d'un nouvel ordre mondial, résultante, d'une part, du franchissement du point de virage inférieur du cycle de puissance américaine et de l'autre, du déclin de l'Union soviétique. Deuxième période, cependant, qui s'étend environ de 1994 à 2001, est marquée, entre autres, par la révélation des limites de la puissance américaine et la conscience de l'intérêt national. Donc, cette dernière période signifie à la fois la suppression du *trauma unique* du changement critique marquée par des craintes, des incertitudes et, dans le cas des Etats-Unis, d'un optimisme pur et l'établissement d'une nouvelle politique

¹⁵⁰ K. J. Holsti, "Power, Capability, and Influence in International Politics", in Charles W. Kegley, Jr. et Eugene R. Wittkopf (éd.), *The Global Agenda: Issues and Perspectives*, New York, McGraw-Hill, 1992, p. 15.

étrangère américaine basée sur les pratiques routines « réalistes ». En fait, ces deux périodes qualitativement distinctes représentent deux différentes réponses apportées par les décideurs aux mouvements du cycle de puissance américaine. Pour en parler plus profondément, procédons aux détails.

1 – Le « Nouvel Ordre Mondial » : l'Exagération de la Capacité Américaine

Cette sous-section vise à accentuer que le franchissement du point de virage inférieur de la trajectoire américaine et la chute de l'Union soviétique ont entraîné chez la plupart des décideurs américains l'exagération de la capacité des Etats-Unis. Sur ce point-là, nous soulignons quoiqu'il y ait eu un écart important entre les capacités américaines et celles du reste, cet écart en faveur des Etats-Unis n'était pas suffisant pour repeindre le monde à l'image américain. En bref, nous mettons en avance que les capacités américaines n'étaient pas à la hauteur de satisfaire les exigences de la rhétorique d'un « nouvel ordre mondial ».

a – La Présentation d'une Nouvelle Rhétorique pour le Leadership : La Vision du « Nouvel Ordre Mondial »

Lorsque les acteurs internationaux ont commencé à se rendre compte des nouvelles trajectoires suivies par certains cycles de puissance vers la fin de la Guerre Froide, ils y ont vu des opportunités enthousiastes et se sont livrés à réajuster leurs politiques étrangères pour en tirer un maximum de profit. Interprétée dans ce cadre, la réunification allemande en est l'exemple le plus important, mais elle n'est nullement unique. Doran avait fait une bonne estimation sur ce sujet: « *Dans le système actuel, la transformation est produite par le changement structurel impliquant non seulement l'Union soviétique, mais potentiellement cinq acteurs dont chacun fera face à un changement de son rôle de politique étrangère* ». ¹⁵¹ Effectivement, Moscou a perdu son statut de superpuissance ; faute d'une menace apparente, les pays européens ont projeté d'implanter une Europe « unie » ; le Japon, toujours en hausse et inquiet de la montée chinoise, a commencé à poursuivre des politiques plus « normales » ; la Chine, dotée d'une population énorme et d'une économie en progrès, a maintenu sa montée et a revendiqué, de

¹⁵¹ Charles F. Doran, "Quo Vadis ? The United States' Cycle of Power and its Role in a Transforming World", in David Dewitt et al., *Building a New Global Order: Emerging Trends in International Security*, Toronto, Oxford University Press, 1993, p. 33.

temps en temps, l'accès à un meilleur rôle international. Quant aux Etats-Unis, la seule superpuissance du système international d'après-Guerre Froide, ils ont été le principal acteur politique qui, par conséquent, a obtenu la plus grande part du gâteau offert par la chute soviétique.

La libération de l'Europe de l'Est et la réunification allemande, accompagnées des réformes comme la *Glasnost* et la *Perestroïka*, avaient plongé l'Union soviétique dans un désarroi interne l'obligeant à une réticence désespérée vis-à-vis des exigences d'une politique étrangère agressive et forte. Non seulement ce déclin soviétique a mis un terme à la structure bipolaire du système international, mais il a supprimé également les contraintes imposés aux états clients de l'URSS dont l'Iraq s'est avéré le plus audace. La guerre du Golfe, déclenchée par l'agression irakienne encouragée par cette conjoncture, n'a pas tardé à attirer les attentions spéciales des Etats-Unis (et des autres grandes puissances) qui, grâce à sa puissance tant matérielle que « soft », a su former une alliance militaire, légitimée par la résolution 678 du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui n'a pas seulement rétabli le *statu quo ante*, mais a confirmé aussi la fin de la confrontation Est-Ouest. Cependant, le phénomène le plus frappant et voire aussi important que la guerre elle-même a été la rhétorique de Bush qui favorisait l'établissement d'un « nouvel ordre mondial ». « *Le nouvel ordre mondial* » disait G. H. Bush, le 11 septembre 1990, devant le Congrès, signifie « *une nouvelle ère - plus exempte de la menace de la terreur, plus forte à la poursuite de la justice, et plus sûre à la recherche pour la paix. Une ère où les nations du monde . . . peuvent prospérer et vivre en harmonie . . . Aujourd'hui ce nouveau monde lutte pour être né, un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où l'état de droit supplante la loi de la jungle. Un monde dans lequel les nations reconnaissent la responsabilité partagée pour la liberté et la justice. Un monde où le fort respecte les droits du faible* ». ¹⁵²

Cette rhétorique, fréquentée par Bush, était en effet destinée à accentuer la fin de la Guerre Froide et reflétait, en outre, la vocation américaine d'implanter un nouvel environnement politique conforme à la vision états-unienne. Cette vocation, n'étant guère antithétique à la tradition moderne des relations internationales, prenait son origine de divers arrangements construits à la fin de chacune des guerres

¹⁵² Cité par Seyom Brown, *The Faces of Power: Constancy and Change in United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, New York, Columbia University Press, 1994, p. 562.

majeures où le plus prestigieux membre du système international cherchait, à l'aide du prestige qu'il a obtenu grâce à sa victoire récente, à imposer ses volontés et à l'instrumentaliser pour créer ou dicter les règles, les normes et les principes du nouvel ordre à implanter.¹⁵³ Allant de ce cadre théorique, nous pouvons aisément confirmer la description faite par Haass selon qui le monde d'après-Guerre Froide ressemblerait à une sorte de « *déréglementation internationale* » avec de nouveaux joueurs, de nouvelles capacités et de nouveaux alignements – mais sans de nouvelles règles.¹⁵⁴ Profitant du « moment unipolaire », les décideurs américains ont essayé de créer ces règles et ont tenté de façonner un « nouvel ordre mondial » visant à faire prospérer la démocratie, la sécurité collective et la paix. Pourtant, de notre côté, nous prétendons que, malgré sa position unique, l'Amérique ne possédait toujours pas suffisamment de capacités pour pouvoir mettre sur pied cette grande stratégie et que l'ambition d'un « nouvel ordre mondial » n'était que le résultat d'un optimisme créé par le déclin soviétique et la sous-représentation politique du Japon et de l'Allemagne.

D'après Hoffmann, un « nouvel ordre mondial » nécessite trois types de *leadership* : les organisations internationales et régionales, un acteur ou un group d'acteurs prêt à assumer la responsabilité d'agir et, le *leadership* économique.¹⁵⁵ Avant de passer à l'étude de la position des Etats-Unis vis-à-vis de ces trois facteurs, nous devons nous rappeler, ne fût-ce que pour souligner la caractéristique du moment d'après-Guerre Froide, que même si les Etats-Unis étaient au sommet de l'hierarchie internationale, ce n'est seulement quelques années auparavant qu'ils avaient traversé leur point de virage inférieur et que, nous en déduisons, c'est sous l'influence de ce « trauma » qu'ils ont surestimé la capacité américaine et ont donné libre cours à des vocations marquées par ce que la Théorie appelle la « surréaction ». Mais ils n'ont pas tardé à se heurter aux limites du *leadership* américain. Cela deviendrait plus clair si nous y étudions de plus près.

¹⁵³ Robert Gilpin, "War and Change in World Politics", *op.cit.*, p. 32-33.

¹⁵⁴ Richard N. Haass, "Paradigm Lost", *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 1, Janvier 1995, p. 43.

¹⁵⁵ Stanley Hoffmann, *World Disorders: Troubled Peace in the Post-Cold War Era*, Maryland, Rowman & Littlefield Publishers, 1998, p. 132.

b – La Réalité du Jour : Les Limites du Leadership

Comme nous avons indiqué ci-dessus, le premier élément d'un ordre mondial était, pour Hoffmann, la présence des organisations internationales et régionales capables de mettre en place des forces chargées du maintien de la paix et de l'ordre. Bien que le monde d'« interdépendance complexe » où il s'avère impossible d'isoler les causalités transnationales comprennent nécessairement des organisations internationales agissant aux domaines non militaires tels que les finances, l'environnement, la santé etc., nous soulignons quand même que le projet d'un « nouvel ordre mondial », un ordre plutôt politique, se reposait essentiellement sur le renforcement de l'ONU. Paralysées par le conflit idéologique et les vetos réciproques des superpuissances, les Nations Unies, organisation décevante pour les sympathisants de la sécurité collective, ont eu, avec la fin de l'affrontement bipolaire, la chance de réactiver son prestige. D'ailleurs, les Etats-Unis se sont efforcés énormément pour le retour en force de l'ONU, qui, en l'occasion de la guerre du Golfe, avait passé un test énorme pour son futur. S'il est approprié de dire ainsi, les décideurs américains avaient « redonné la vie » aux Nations Unies et avaient fait de celles-ci le cœur de son nouveau projet. En fait, avec l'arrivée de B. Clinton et des « libéraux internationalistes », nombreux ont été ceux qui ont pensé que l'idée d'une ONU renforcée allait prévaloir dans la politique internationale et le « multilatéralisme affirmatif », formulé par M. Albright, la représentante américaine aux Nations Unies, n'a fait que renforcer cette posture. Pourtant, bien que le *leadership* global des Nations Unies, encouragé par le succès obtenu contre l'Irak, soit fortifié par le cessez-le-feu de 1992 à l'ex-Yougoslavie et les diverses opérations de maintien de paix menées dans quelques pays du Tiers-monde (l'El Salvador (1991), la Cambodge (1992), la Mozambique (1992), l'Angola (1993) etc.), le courant est vite renversé à partir de 1993. Les faillites perçues de l'ONU (la Bosnie, la Somalie, le Rwanda, le Haut-Karabakh) ont exposé le commencement de la fin du *leadership* onusien et avec lui, de la tentative d'un « nouvel ordre mondial » suffoqué dans une ambiance pleine de conflits ne soulignant paradoxalement que la présence d'un désordre.

Concernant la deuxième dimension d'un « nouvel ordre mondial », c'est-à-dire la présence d'un acteur – ou un group d'acteurs – étant prêt à assumer la responsabilité requise, elle nous réfère directement aux Etats-Unis. Il est clair comme

du cristal que sans le soutien et la vocation de l'Amérique, aucune des autres grandes puissances ne voudrait ou ne pourrait intervenir pour libérer le Koweït. Il faut noter, à ce point, que les contributions de l'Allemagne et du Japon, constitutionnellement restreints, ont été limitées par des soutiens économiques et que, l'Union soviétique, succombée sous les crises internes, n'a pu que soutenir les Etats-Unis politiquement et non militairement. C'est, en grande partie, grâce aux efforts américains, supportés, entre autres, par la France et la Grande Bretagne, que la « justice avait été faite ». Cette position unique de l'Amérique a été soulignée par le président Bush juste après la signature du cessez-le-feu par l'Iraq, en avril 1991:¹⁵⁶

« Les Américains ont la responsabilité unique d'accomplir la tâche ardue de la liberté. Parmi toutes les nations du monde, seulement les Etats-Unis ont en même temps la position morale et les moyens pour la soutenir. »

Cependant, cette déclaration qui exalte les ambitions et la capacité américaines néglige la vérité selon laquelle la capacité que nécessitait cette responsabilité dépassait largement ce que les Etats-Unis étaient prêts à sacrifier. En vérité, c'était la disparition de l'Union soviétique, plutôt que l'abondance des ressources matérielles américaines, qui avait motivé les décideurs américains à poursuivre un tel rôle de politique étrangère. Après tout, Washington a cru, d'une manière erronée, que le grand vide laissé par Moscou pourrait être aisément comblé par les Etats-Unis sous la rhétorique d'un « nouvel ordre mondial ». Le franchissement du point de virage inférieur avait fait croire les décideurs américains à ce qu'ils avaient dans leurs mains tout ce dont ils avaient besoin pour rebâtir le monde selon l'image américain. Pour certains, la puissance américaine était suffisamment forte pour « finir l'histoire » et augmenter le niveau de l'homogénéité globale. Le brouillon *Defense Planning Guidance*, préparé en 1992 sous la supervision de P. Wolfowitz, alors le Sous-secrétaire à la Défense, soulignait la nécessité d'empêcher toute puissance capable de rivaliser les Etats-Unis et doit être, dans ce cadre, considéré comme un autre signe de cette perception peu fiable. Ce n'est lorsque les insuffisances matérielles américaines se sont coïncidées avec la faiblesse essentielle et perpétuelle de l'Amérique qu'est l'absence du soutien

¹⁵⁶ Cité par Atilio A. Boron, "Towards a Post-Hegemonic Age ? The End of Pax Americana", *Security Dialogue*, Vol. 25, No. 2, 1994, p. 211.

domestique que Washington s'est rendu compte de son impuissance à remodeler l'environnement politique. La mort des soldats américains en Somalie en 1993 a été un tournant et a marqué la fin non seulement du mythe de « zéro-mort », mais aussi du « multilatéralisme affirmatif » de l'administration Clinton et donc du projet du « nouvel ordre mondial » lancé par le président Bush. La « *paradoxe de l'hégémonie* » soulignant l'incohésion entre les intérêts paroissiaux et la responsabilité internationale d'une part et la reconnaissance des limites de la capacité américaine de l'autre ont été les deux principaux facteurs qui ont pesé sur ce processus.¹⁵⁷ Rien n'explique mieux cette impasse que les propos de Huntington :¹⁵⁸

« Les leaders américains font à plusieurs reprises des menaces, promettent l'action, et manquent à tenir ses promesses. Le résultat est une politique étrangère de la "rhétorique et de la retraite" et d'une réputation croissante comme un "hégémon creux" ».

Du côté du *leadership* économique, nous réaffirmons qu'au début des années 1990, les Etats-Unis n'étaient pas à la hauteur de satisfaire les exigences économiques d'un « nouvel ordre mondial ». Quoique les discours de politique étrangère du président Bush se veuillent le rôle du stabilisateur et du catalyseur, les handicaps de l'économie américaine – la récession économique de 1990, les déficits budgétaire et commercial, le taux de chômage élevé – privaient les Etats-Unis des moyens nécessaires pour remplir de tels rôles.¹⁵⁹ De plus, de divers facteurs internes à savoir le problème de la drogue et du crime, la présence des personnes sans-logis, la mauvaise performance du système d'éducation et, finalement, la réticence du public américain à supporter une implication approfondie de l'Amérique aux affaires internationales ont joué un rôle important dans la restriction des démarches politiques entreprises par des décideurs américains. Déjà, à l'occasion même de la guerre du

¹⁵⁷ Bruce Cronin, "The Paradox of Hegemony: America's Ambiguous Relationship with the United Nations", *European Journal of International Relations*, Vol. 7, No.1, 2001, p. 105.

¹⁵⁸ Samuel P. Huntington, "The Lonely Superpower", *Foreign Affairs*, Vol. 78, No.2, Mars/Avril 1999, p. 40.

¹⁵⁹ A voir les discours livrés par Bush, on constate rapidement que le président a son propre agenda. Ses discours visant à établir un monde meilleur ont quasiment quadruplé entre 1989 et 1991 passant de 7,1 % à 26,7 %. De même, en 1991, 25,6 % de ses discours étaient destinés à souligner le rôle américain en tant que stabilisateur. Pourtant, ce qui confirme totalement notre hypothèse, c'est que les discours qui portaient sur l'établissement d'un nouvel ordre ont connu une diminution dramatique entre 1989 et 1993 et ont passé de 45,9 % à 17,9 %. Philippe G. Le Prestre, "The United States: An Elusive Role Quest after the Cold War", in Philippe G. Le Prestre (éd.), *Role Quests in the Post-Cold War Era: Foreign Policies in Transition*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1997, pp. 75-78.

Golfe, l'insuffisance des ressources américaines allouées a été bien apparente. Comme noté par l'ancien assistant du président Carter pour les affaires de sécurité nationale, Z. Brzezinski, bien que la performance militaire américaine ait été spectaculaire, pour faire la guerre, les Etats-Unis ont dû solliciter l'appui financier et politique d'une coalition qui ne partagea pas entièrement les sensibilités américaines concernant l'outrage moral de S. Hussein.¹⁶⁰ En tenant compte l'ampleur de ces aides (voir le tableau 2.3), on peut logiquement atteindre la conclusion que sans l'appui économique de ses alliées, les Etats-Unis auraient éprouvé une grande difficulté à réaliser une intervention de même envergure.

(Millions de dollars)				
Contributeurs	Engagements	Liquide (11 Juillet 1991)	En nature (31 Mai 1991)	Total Reçu
Arabie Saoudite	16.8	8.2	3.6	11.7
Koweït	16.8	11.8	0,0	11.0
Emirats Arabes Unis	4.0	3.9	0.2	4.1
Japon	10.7	9.3	0.6	9.9
Allemagne	6.6	5.8	0.8	6.4
Corée du Sud	0.4	0.2	0,0	0.2
Total	55.3	39.1	5.3	44.3

Tableau 2.3 Le support financier de la coalition pour la guerre du Golfe¹⁶¹

Du plan économique, non seulement Washington, qui s'est approprié le rôle de chef d'orchestre du nouvel ordre, s'est révélé insuffisant à satisfaire les demandes financières des « pays en transition » tels que la Russie et les pays de l'Europe de l'Est, mais il a également manqué la motivation et les ressources nécessaires pour resserrer l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, prévenir la famine, protéger l'environnement et créer de divers biens publics mondiaux. Ainsi, en conséquence de l'étude de ces trois facteurs, on peut prétendre que les Etats-Unis ne détenaient pas les ressources nécessaires pour créer un nouvel ordre mondial – argument avoué par P. Tarnoff, ancien Sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques, qui aurait dit, en 1993, que « *[n]ous simplement n'avons pas la puissance, nous n'avons pas l'influence, l'inclination d'employer la force militaire. Nous n'avons pas l'argent*

¹⁶⁰ Zbigniew Brzezinski, *Out Of Control: Global Turmoil on the Eve of the Twenty-First Century*, New York, Scribner, 1993, p. 99.

¹⁶¹ Fred Chernoff, *After Bipolarity: The Vanishing Threat, Theories of Cooperation and the Future of the Atlantic Alliance*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998, p. 185.

*pour appliquer le genre de pression qui produira des résultats positifs dans un proche avenir ».*¹⁶²

Outre ces insuffisances, pour concrétiser les défaillances de la politique étrangère américaine à supporter le « nouvel ordre mondial », nous pouvons nous référer à trois exemples précis : les relations américano-chinoises, la crise de Bosnie et la politique environnementale des Etats-Unis. Les événements de Tienanmen qui ont été une évidente violation des droits de l'homme ont présenté une grande difficulté pour l'administration Bush, désireuse de promouvoir les valeurs humaines. Bien que la réaction immédiate du président ne soit pas très ferme au début, il n'a pas tardé à changer de ton sous l'influence du parti Démocratique et l'aile droite de son propre parti et a rendu public, le 3 Juin, quelques sanctions contre la Chine dont la suspension de la vente d'armes, de l'échange technique entre les militaires des deux pays et des visites de haut niveau. Pourtant, l'administration américaine n'avait pas prévu d'infliger des sanctions économiques, mais le point le plus intéressant, voire contradictoire, était que les représentants américains de haut niveau (B. Scowcroft, conseiller pour la sécurité nationale et L. Eagleburger, le secrétaire d'Etat) avaient déjà prit la route pour la Chine en juillet 1989 – suivi d'une autre visite, effectué en décembre par Scowcroft. L'administration avait violé ses propres sanctions et avait essayé de conforter la Chine, car, à ses yeux, l'enjeu n'était pas suffisamment large pour courir un tel risque. Le *Realpolitik* avait prévalu sur l'idéalisme et le « respect aux droits du faible » a été relégué aux oubliettes.¹⁶³

La deuxième faillite du « nouvel ordre mondial » a été son inefficacité à limiter les mouvements nationalistes – notamment ceux d'ex-Yougoslavie. Les ambitions nationalistes, ravivées en 1980 par suite de la mort de Tito, le *leader* charismatique, se sont exacerbées au début des années 1990 et se sont transformées rapidement en une dispute territoriale entre les entités politiques de la république fédérale. La première réponse, non suffisante, y apportée par l'administration Bush ne soulignait que la protection de l'intégrité territoriale de la république. Cette réponse, reflétant le principe de non-ingérence dans les affaires domestiques d'autrui, était le résultat d'une mentalité selon laquelle l'absence d'une agression trans-

¹⁶² Cité par John Gerard Ruggie, "Third Try at World Order ? America and Multilateralism after the Cold War", *Political Science Quarterly*, Vol. 109, No. 4, 1994 , p. 553. Ce commentaire à titre confidentiel a été rapidement renié par Warren Christopher – le secrétaire d'État américain.

¹⁶³ Seyom Brown, *op.cit.*, pp. 565-566.

frontalière mettrait en péril la légitimité des démarches politiques plus dures. Lorsqu'à la suite des pays membres de la Communauté Européenne, les Etats-Unis ont choisi de reconnaître, le 7 avril 1992, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine en tant que des pays indépendants, ce risque est disparu et la Serbie est devenue *ipso facto* un pays agresseur qui constituait un danger pour le « nouvel ordre mondial ». Ainsi, l'administration Bush, qui jusque-là se contentait de supporter la médiation onusienne et les efforts pour maintien de paix, s'est senti obligée d'agir conformément à ses principes de « nouvel ordre mondial » et a supporté, le 30 mai 1992, la décision prise par le Conseil de Sécurité de l'ONU concernant la condamnation des actions serbes et l'application des sanctions économiques mais, à la différence de la guerre du Golfe, l'administration américaine n'a pas ressenti la nécessité d'envoyer les troupes américaines afin de faire pression pour mettre fin aux événements tragiques. Que la raison essentielle de cette attitude fataliste fut le risque d'une « libanisation » potentielle ou la crainte vis-à-vis des réactions imprévisibles des groupes paramilitaires, le point qu'il faut retenir est que Washington s'est avéré incapable de supporter ses idéaux avec des démarches concrètes et fermes et s'est montré plutôt hésitant à prendre des mesures risquées mais nécessaires à maintenir l'ordre international.

Le troisième et dernier exemple que nous allons présenter pour accentuer la défaillance américaine à implanter un « nouvel ordre mondial » porte sur la politique environnementale de l'Amérique et notamment sur le Sommet de la Planète Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992. Le sommet qui a réuni environ 35.000 environnementalistes était sans doute une des meilleures tentatives dans son domaine et avec ses deux objectifs, il visait à établir un « nouvel ordre environnemental » : réduire les gaz à effet de serre et empêcher l'appauvrissement des trésors biologiques de la Terre. Hélas, aucun de ces objectifs a été respecté ou accepté par Washington. Concernant la réduction des émissions des gaz à effet de serre, quoiqu'une grande majorité ait voté en faveur de la proposition consistant à stabiliser le niveau de gaz à effet serre, les décideurs américains ont rejeté la proposition et ont formulé qu'il était essentiel de faire plus de recherche pour pouvoir définir des limites spécifiques. D'autre part, de crainte que l'accès limité à des ressources biologiques affecterait négativement les travaux d'innovation dans le domaine de biotechnologie, les Américains se sont également opposés à la convention sur la diversité biologique. En fait, les craintes économiques de Washington se sont avérées beaucoup plus

importantes que ses préoccupations environnementales et la rejection de ces propositions l'a clairement affiché. A partir de ce qui est passé au sommet, nous pouvons prétendre que, d'une part, les Etats-Unis se sont restés isolés et en opposition et de l'autre, qu'ils ont, d'une manière ou d'une autre, empêché l'établissement d'un nouveau régime environnemental. Brièvement, cette attitude individuelle s'est égarée de l'esprit et des nécessités d'un « nouvel ordre mondial » et est marquée plutôt par des soucis nationaux.

Ainsi, les décideurs américains, choqués et confus par le point de virage inférieur et l'émergence d'un milieu international à une seule superpuissance, ont cherché à retrouver une nouvelle mission. Comme R. Nixon, l'ancien président des Etats-Unis, ils ont cru qu'ils avaient dans leurs mains « *une opportunité historique pour changer le monde* ». ¹⁶⁴ Mais, en vérité, non seulement les ressources matérielles et le soutien domestique de l'Amérique se sont révélés insuffisants pour poursuivre un tel objectif, mais aussi les politiques de l'administration Bush, qui a suivi les grandes lignes du réalisme ¹⁶⁵, se sont progressivement éloignées de l'optimisme résultant de l'effondrement de l'Union soviétique. La contradiction surprenante de l'administration Bush est repérée par Nye avec succès selon qui « *[l]e problème pour l'administration Bush était qu'elle a pensé et agi comme Nixon, mais a emprunté la rhétorique de Wilson et Carter* ». ¹⁶⁶ Donc, la rhétorique idéaliste du « nouvel ordre mondial » ne reflétait pas la capacité réelle des Etats-Unis dont le cycle de puissance venait juste de se renouveler et était plutôt le résultat du « trauma » apporté par ce changement critique. Cependant, nous prétendons qu'à partir d'environ 1993, les décideurs américains ont réchappé l'influence du « trauma » et ont repris une politique étrangère plus compétitive et plus conforme aux capacités matérielles. Essayons maintenant de montrer la validité de cette dernière hypothèse.

¹⁶⁴ Richard Nixon, *Seize the Moment: America's Challenge in a One-Superpower World*, New York, Simon & Schuster, 1992, p. 31.

¹⁶⁵ Non seulement George H. Bush a choisi de laisser Saddam Hussein, le chef irakien, au pouvoir pour ne pas dégrader l'équilibre régional, mais aussi il a fait des ouvertures discrètes envers la Corée du nord, a retiré les armes nucléaires de la péninsule et a évité toute tension intense avec la Chine. Philip S. Golub, "Imperial politics, imperial will and the crisis of US hegemony", *Review of International Political Economy*, Vol. 11, No. 4, Octobre 2004, p. 770.

¹⁶⁶ Joseph S. Nye, Jr., "What New World Order ? ", *Foreign Affairs*, Vol. 71, No. 2, Printemps 1992, p. 84.

2 – La Normalisation de la Politique Etrangère Américaine : Retour à la Concurrence

Dans cette sous-section, l'objectif est de montrer que les Etats-Unis, s'étant rendus compte de la limite systémique de ses capacités, a ressenti le besoin de reformuler sa politique étrangère vis-à-vis des défis lancés par la conjoncture internationale.

a – L'Évolution de la Conjoncture Internationale au Début des Années 1990

Nous avons soutenu là-dessus que le renversement de la trajectoire du cycle de puissance américaine vers la fin des années 1980 a causé un « trauma » sérieux pour les décideurs américains et que c'est sous l'influence de ce « trauma » que ces derniers ont commis une erreur d'évaluation de la capacité américaine et ont déclaré un « nouvel ordre mondial ». Pourtant, il s'est progressivement avéré que la capacité américaine n'était pas si grande et que les ambitions américaines étaient plutôt irréalistes – car la guerre, l'agression et l'instabilité sont une partie implicite de la politique mondiale. Nixon, qui avait prétendu en 1992 que les Américains avaient « *une opportunité historique pour changer le monde* » reconnaissait en 1994 que ceux qui croyaient au « *commencement d'un nouvel ordre . . . avaient tort* ». ¹⁶⁷ Parallèlement, les décideurs américains ont compris qu'il s'agissait d'un « moment » et que s'ils ne prenaient pas les mesures nécessaires pour une meilleure compétitivité, ils risquaient de rencontrer avec des surprises désagréables. « *Le défi définissant des années 1990* » disait *Bush*, en août 1992, « *est de gagner la concurrence économique* ». ¹⁶⁸ Cette prise de conscience de la nécessité d'une nouvelle approche pour la politique étrangère américaine est généralement liée aux problèmes domestiques et aux événements tragiques de Mogadiscio où une dizaine de soldats américains ont été tués mais, en effet, cette nouvelle approche était une exigence de la nouvelle conjoncture internationale qui tenait à défier la suprématie américaine. Un regard de près aux développements internationaux suffirait à justifier cette supposition.

¹⁶⁷ Richard Nixon, *Beyond Peace*, New York, Random House, 1994, p. 35.

¹⁶⁸ William G. Hyland, *Clinton's World : Remaking American Foreign Policy*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1999, p 10.

En 1993, le monde n'était plus ce qu'il était deux ans auparavant et des changements importants marquaient la scène internationale. Du côté de l'Europe, par exemple, la désintégration de l'Union soviétique avait non seulement changé le contexte géopolitique, mais elle avait également supprimé la motivation politique qui pesait sur les relations entre les Etats-Unis et ses alliés européens. Cette situation qui a mis fin à 40 ans de Guerre Froide a donc fait prendre conscience aux décideurs européens du fait qu'ils avaient, devant eux, une opportunité inégalée pour réaliser le rêve d'une Europe-puissance. En fait, en 1990, les Français et les Allemands avaient déjà proposé que l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) soit intégrée directement à la CEE, mais avaient rencontré avec une vive opposition venant de la Grande Bretagne, des Pays-Bas et, notamment, de l'Amérique qui, en revanche, ont apporté leur soutien pour renforcer et élargir le pilier européen de l'OTAN. Quoique cette démarche forte ait été franchie avec succès par les Atlantistes, la poursuite d'un agenda européen n'a pas manqué de remettre en évidence la tension transatlantique qui, à l'occasion du traité de Maastricht, a révélé le nouveau rôle déclaratoire des pays de l'Europe.

Le Traité de l'Union, signé en 1992, avait été un pas décisif vers l'acquisition d'une identité purement européenne et a été considéré, en effet, comme un « acte de naissance » d'un acteur international qui avait fait de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) son « deuxième pilier ». La poursuite d'un tel objectif plus « européen », qui prévoyait également la création de la monnaie unique qu'est l'Euro, était la divulgation de la confiance que les Européens avaient en eux-mêmes et peut être interprétée en tant qu'une initiative cherchant à faire doter l'Europe d'un rôle plus significatif. C'est, en fait, dans ce cadre que le siège de l'UEO, initialement à Londres, a été transféré en 1993 à Bruxelles – capitale de l'Union Européenne. En reconnaissant que la puissance opérationnelle est une condition *sine qua non* d'un rôle international majeur, les décideurs européens n'ont pas seulement voulu se servir des moyens militaires de l'UEO qui avait adopté, en 1992, les « missions de Petersberg »¹⁶⁹, mais ils ont également mis une pression significative sur l'OTAN pour faire accepter un rôle militaire européen. Lorsque tous ces développements sont

¹⁶⁹ Les missions de Petersberg, instituées en juin 1992 par l'UEO, et qui seront incluses dans l'article 17 du traité sur l'union européenne, comprennent des articles de sécurité « soft » tels que des missions humanitaires ou d'évacuation, de maintien de la paix, des missions de force de combats pour la gestion des crises. Beril Dedeoğlu, *Uluslararası Güvenlik ve Strateji*, İstanbul, Derin Yayınları, 2003, p. 261.

placés dans un contexte, nous constatons que l'Europe se voulait de nouveaux rôles qui risquaient, au moins dans le long terme, de dégrader la position américaine tant à l'échelle politique qu'à l'échelle économique.¹⁷⁰

Toujours dans la même géographie, on voyait également que la Russie avait commencé, petit à petit, à abandonner son attitude pro-occidentale. Quoiqu'elle eût déjà renouvelé ses relations avec les anciens alliés de l'URSS tels que l'Iraq et la Syrie qui avaient été dénommés par Washington comme des acteurs « voyous », le signe réel de ce changement de vue n'est devenu apparent que lorsque les résultats des élections de 1993 ont fortement reflété les préoccupations russes concernant les démarches domestique et internationale destinées à l'occidentalisation. En fait, la montée du nationalisme russe ainsi que le pragmatisme géopolitique étaient déjà apparents dans la doctrine dite « l'étranger proche » qui favorisait à la fois l'établissement des relations étroites avec les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) et la recréation d'une sphère d'influence russe. Ces développements considérables, couronnant la vision « *Russia first* », risquaient de déstabiliser la région, car du point de vue de la Théorie, ils étaient simplement « illégitimes ». Une puissance en déclin ne devait surtout pas se permettre de ne pas s'adapter aux exigences de l'équilibre systémique qui consignent, entre autres, l'abandon de tout excès de rôle. Pourtant, tout au contraire, en poursuivant une politique d'influence, la Russie a prit le risque de donner un nouvel essor à l'excès de rôle russe déjà présent et ce, afin de récupérer ce qu'elle avait laissé glisser à travers ses doigts. En bref, ce qui était « légitime » pour la Russie était « illégitime » pour la Théorie selon laquelle l'apaisement contre une puissance en déclin – comme cela a été le cas aux années 1930 – était une source formidable de déséquilibre systémique.

En Asie-Pacifique, les choses n'allaient pas mieux non plus. La montée permanente et les gains relatifs de la Chine étaient devenues, pas à pas, une source d'inquiétude pour l'ensemble de la région. Non seulement cette montée du cycle de puissance chinoise avait une influence négative pour celui du Japon – qui a vu le ralentissement de sa montée –, mais, étant donné les ambitions chinoises, elle risquait aussi la déstabilisation de la région qui était surprise par le retrait des troupes américaines aux Philippines en 1992. Ce retrait militaire accompagné des mesures

¹⁷⁰ Beatrice Heuser, *Transatlantic Relations: Sharing Ideals and Costs*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1996, p. 95.

américaines destinées à réduire le budget de défense avait suscité une réaction de peur notable dans la région qui était inquiète de l'écart agrandissant entre la puissance et le rôle de la Chine. Lorsque cet écart est mis dans le même contexte que la question taiwanaise et les autres disputes territoriales, les Etats-Unis se sont rapidement rendus compte du fait que la montée du cycle de puissance chinoise courait le risque ultime de porter atteinte au *statu quo* régional.

Du côté du Japon, malgré sa récession économique, il était toujours le principal acteur économique de la région et parallèlement à la montée, même si ralentie, de son cycle de puissance, il poursuivait une politique visant à enrichir son rôle international. Ainsi, depuis la libéralisation de la Thaïlande, de la Malaisie et de l'Indonésie, il se faisait sentir davantage dans le secteur économique de ces pays qui recevaient dès lors entre ½ - ⅓ des investissements directs japonais faits en Asie. De même, grâce à son exportation technologique limitée et contrôlée, il se dotait, de plus, d'une source d'influence importante pour peser sur les politiques de la région. Pourtant, c'est en 1993 que le Japon a fait un pas décisif. Tenant compte des conséquences de la montée exponentielle de la Chine et de l'attitude imprévisible des Etats-Unis, le Premier Ministre japonais Miyazawa a annoncé la doctrine dite « Miyazawa » selon laquelle le Japon était appelé à assumer un rôle plus constructif en matière de la sécurité régionale. Bien que cette initiative, qui voulait faire face au changement structurel dans la région, eût conçue comme le complément de l'alliance nippo-américaine, elle visait également à établir un bâti multilatéral qui récompenserait le « *soft power* » nippon. Par conséquent, prises ensemble, les tentatives japonaises, qui étaient destinées à encadrer la montée chinoise, étaient devenues, elles aussi, une source d'inquiétude pour la plupart des Américains qui craignaient de voir, surtout, se réaliser ce qu'ils appelaient « *The Yen Bloc* ». ¹⁷¹

Enfin, tous ces développements internationaux n'avaient qu'un point commun pour les décideurs américains : un défi contre la prééminence du rôle de l'Amérique. En effet, la fin de la Guerre Froide et la diminution relative de l'importance des capacités militaires avaient réduit l'influence du meilleur instrument politique que possédait Washington et lorsque ce désavantage était empiré par la mauvaise performance de l'économie américaine au début de la décennie 1990, la faculté des décideurs américains à influencer les affaires mondiales

¹⁷¹ Mark Z. Taylor, "Dominance through Technology: Is Japan Creating a Yen Bloc in Southeast Asia?", *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 6, Novembre/Décembre 1995, p. 15.

avait été considérablement secouée. Donc, afin de renverser cette allure, les États-Unis ont du synchroniquement améliorer ses résultats domestiques et adopter une nouvelle approche en matière de la politique étrangère. Vu sous cet angle, ce n'est pas par hasard que l'administration Clinton a adopté la devise frappante « *It's the economy, stupid* » et a quitté la rhétorique du « nouvel ordre mondial » pour une vision plus douce – celle de *democratic enlargement*. Cette nouvelle approche n'était guère autre chose que la reconnaissance des insuffisances américaines et le réajustement de la politique étrangère états-unienne pour une vision plus compétitive destinée à consolider le rôle de *leadership* de Washington. Donc, en bref, elle était une sorte de réponse apportée aux développements internationaux qui risquaient de défier la position américaine. Détaillons maintenant cette réponse.

b) La Réaction du Leadership Américains Face aux Défis Conjoncturels : Enjeux Economiques

Selon un projet co-géré par Brzezinski, Hamilton et Lugar, la stratégie globale d'après-Guerre Froide de Washington ressemblerait à un bâti à doubles arènes au sein duquel les décideurs américains se concentreraient, d'une part, sur des accords de libre-échange régionaux pour remodeler le système économique international et, de l'autre, sur de divers arrangements de sécurité y compris des différentes démarches régionales entreprises afin d'assurer une meilleure stabilité politique.¹⁷² A partir de ce cadre théorique, nous allons nous tourner d'abord vers les démarches économiques entreprises par les décideurs américains. En suite, nous allons tenter de mieux comprendre les différents aspects des initiatives géopolitiques américaines.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'économie a été l'article le plus urgent à régler de l'agenda du président Clinton qui avait souligné cette situation, en 1994, en disant « *[n]ous avons placé la concurrence économique au centre de notre politique étrangère* ». ¹⁷³ Ainsi, pouvoir concourir était devenu un objectif *per se* pour la politique étrangère de l'administration Clinton qui a restructuré l'architecture internationale économique et ce, par un agenda englobant, entre autres, le

¹⁷² Ernest Preeg et al., "U.S. International Economic Interests", in Douglas Johnston (éd), *Foreign Policy into the 21st Century: The U.S. Leadership Challenge*, Washington, Center for Strategic & International Studies, 1996, p. 142.

¹⁷³ Cité par Maxime Lefebvre, *Amerikan Dış Politikası*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005, p. 108.

renforcement de l'Organisation de Coopération Economique de l'Asie-Pacifique (APEC), l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Au fur et à mesure que la région Asie-Pacifique a obtenu une croissance économique soutenue, les relations économiques des Etats-Unis avec la région sont progressivement devenues vitales. Néanmoins, la montée en flèche de la capacité chinoise et l'expansion de l'influence économique du Japon ont maximisé le risque de voir une Asie plus « asiatique ». Vu sous cet angle, les décideurs américains ont été contraints à poursuivre un agenda plus compétitif destiné à consolider le rôle de *leadership* américain dans la région. A cette fin, contrairement à l'administration Bush qui s'inquiétait de l'influence négative du multilatéralisme – qui risquerait d'amoindrir la faculté bilatérale de l'Amérique à peser sur ses alliées clés – sur le *leadership* américain, président Clinton a offert un soutien qualifié pour l'institutionnalisation de la région. Outre son initiative d'une Nouvelle Communauté Pacifique, annoncée en juin 1993, qui se basait, avant tout, sur les relations américano-nipponnes, la coopération économique, la démocratie et les droits de l'homme, il a fourni un appui fort pour le renforcement de l'APEC, fondée en 1989. Lorsque, les chefs d'Etat représentant les pays membres de l'APEC se sont réunis, grâce aux efforts personnels de Clinton, en novembre 1993, à Seattle, l'organisation qui n'était jusqu'alors qu'un simple forum s'est transformée en un instrument important pour le développement économique de la région. L'initiative de Clinton a non seulement renforcé l'APEC, mais a également placé les Etats-Unis au centre de la libéralisation du commerce et d'investissement et de la coopération économique dans la région Asie-Pacifique. Ainsi, Washington a implanté un lien institutionnel à travers lequel il a su prévenir un conflit d'intérêt éventuel entre les USA et l'Asie.

Le nouvel agenda économique de l'APEC, résultant de ces tentatives, qui a prévu, en 1994, à Bogor, d'établir des zones de libre-échange à l'horizon 2010 (pour les pays développés) et 2020 (pour les pays en voie de développement), était destiné, en effet, à garantir que le soi-disant « Miracle asiatique » s'engage aux principes de marché libre et de libéralisation économique. De plus, en adoptant le principe « *open regionalism* », l'APEC s'est muni d'une philosophie efficace grâce à laquelle elle a pu éviter les incohésions à apparaître entre le régionalisme et la mondialisation. Comme noté par Arboğan, ces initiatives américaines visaient à conditionner

l'aspect politico-économique de la région entière qui était considérée, d'une manière ou d'une autre, comme un centre économique alternatif à l'Europe.¹⁷⁴ D'ailleurs, en ce faisant, les décideurs américains n'avaient pas seulement voulu brider l'influence expansionniste de la Chine et du Japon, mais ils avaient aussi voulu se doter d'un instrument important pour mettre de pression sur l'Europe qui, en refusant à parvenir à un compromis sur sa politique agricole commune, bloquait alors les négociations de GATT.¹⁷⁵ Ainsi, le renforcement de l'APEC s'est avéré comme un projet catalyseur conçu pour la libéralisation économique du monde grâce auquel les Européens « *seraient forcés de l'accompagner ou d'en être exclus* ». ¹⁷⁶

Cette initiative prometteuse de l'administration Clinton a été suivie par la formation de l'ALENA, accord signé en août 1992 entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique et qui est entré en vigueur en janvier 1994.¹⁷⁷ Ce succès irréfutable a été, en effet, lui aussi, une sorte de réponse apportée aux inquiétudes économiques qui découlaient, sans compter la création du Mercosur en 1991, de la constitution du Marché Unique et de la crainte de voir se former une « Forteresse Europe » protectionniste. Dans une telle conjoncture, Washington a, à juste titre, ressenti le besoin de trouver un moyen efficace pour améliorer sa position commerciale et a conclu, seulement six mois après l'établissement du Marché Unique (février 1992), l'accord de libre-échange nord américain. Donc, la création de l'ALENA n'était pas seulement destinée à assurer aux Etats-Unis un marché géant englobant 370 millions de gens avec une production annuelle des biens et services égale à environ 6 trillions de dollars, mais elle visait également à doter Washington d'un outil économique

¹⁷⁴ Deniz Ülke Arıboğan, "Asya-Pasifikte Örgütlenme Çabalarına Bir Örnek; APEC", in Deniz Ülke Arıboğan (éd), *Çin'in Gölgesinde Uzakdoğu Asya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2001, p. 144.

¹⁷⁵ Gustav Schmidt, "Asia, Europe, North America, and the "Asian Capitalist Miracle": Changing "Power Cycles" and Evolving Roles in Regional and International Structures", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, p. 76.

¹⁷⁶ Ralph A. Cossa, "US Approaches to Multilateral Security and Economic Organizations in the Asia-Pacific", in Rosemary Foot, et al., *US Hegemony and International Organizations: The United States and Multilateral Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 209.

¹⁷⁷ Quoique l'ALENA fût un accord de libre-échange à trois pays, il est indispensable de noter que les résultats les plus considérables découlant de celui-ci ont été enregistrés au niveau du commerce américano-mexicain. Par conséquent, contrairement au commerce américano-canadien qui était géré plutôt par l'accord de libre-échange signé en 1989, l'ALENA a déclenché plusieurs réductions importantes sur les tarifs commerciaux du Mexique dont la diminution des tarifs mexicains sur les automobiles qui sont passés de 20 % à 10 %, la réduction de plus de 20 % pour les tarifs portant sur le textile et l'habillement, l'élimination des tarifs agricoles pour la moitié des produits américains etc. De plus, grâce à l'ALENA, les firmes américaines, ainsi que canadiens, ont été autorisées à établir des agences financières qui seraient totalement sous leurs contrôles. David M. Gould, "Has NAFTA Changed North American Trade?", *Economic Review*, Federal Reserve Bank Of Dallas, First Quarter 1998, p. 19.

habile à exercer une influence notable sur les rivaux économiques de l'Amérique - notamment sur l'Europe et le Japon.¹⁷⁸ Allant de ce point de vue, nous avons de quoi à réitérer que l'établissement de l'ALENA était devenu une quasi-nécessité pour la compétitivité économique de l'Amérique et le développement de l'idée de libre-échange.

Ces deux nouveautés remarquables ont été suivies, cependant, par la concrétisation d'une réussite de plus grande envergure - l'implantation de l'OMC qui a remplacé le GATT en 1995. Depuis la rejection de l'Organisation Internationale du Commerce par le Congrès américain en 1948, les affaires commerciales étaient gérées par le biais du GATT qui ne consistait qu'en un forum et des règles qui régissaient le commerce entre les Etats membres. Pourtant, quoique GATT ait exceptionnellement réussi à prospérer la libéralisation commerciale, il avait une autorité limitée et s'appliquait plutôt aux produits fabriqués. Les sujets tels que l'agriculture, les droits de propriété intellectuelle, le textile, les investissements à l'étranger etc. étant hors compétence n'ont été discutés que lors de l'*Uruguay Round* qui a donné naissance à l'OMC. Donc, à partir de ce qui est dit, on peut facilement prétendre que Washington, essoufflé sous des déficits commerciaux importants, a voulu transcender ces limites et a encouragé, d'une manière acharnée, la création d'une organisation puissante qui serait apte, d'une part, à remodeler le marché mondial (avec de nouvelles règles) et à assurer l'accès des firmes américaines aux marchés extérieurs et, de l'autre, à faire respecter l'idée de libre-échange (comme cela a été le cas pour la Chine qui a fini par adhérer à l'OMC le 11 décembre 2001). Pourtant, bien qu'il soit bien certain que les Etats-Unis, seuls, ne pourraient suffire pour créer une telle institution sans le support de l'Europe et du Japon, nul ne peut ignorer que la grandeur et l'identité libérale des Etats-Unis ont permis à ces derniers d'être l'acteur le plus contributif audit processus. Effectivement, ce support, qui est même allée au point de céder une partie de la souveraineté américaine, a culminé lorsque les Etats-Unis ont substitué la Section 301 du *Trade Act of 1974* avec le mécanisme de règlement des différends commerciaux de l'OMC.¹⁷⁹ Ce choix reflétait avant tout la confiance qu'avaient les décideurs américains en ces

¹⁷⁸ Seyom Brown, *op.cit.*, p. 572.

¹⁷⁹ Gautam Sen, "The United States and the GATT/WTO System", in Rosemary Foot, et al., *US Hegemony and International Organizations: The United States and Multilateral Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2003, pp. 128-135. En effet, depuis 1995, les Etats-Unis sont devenus l'utilisateur le plus fréquent du mécanisme de règlement des différends grâce auquel ils ont voulu forcer les autres signataires à se conformer à leurs engagements.

mécanismes et, plus généralement, en l'OMC qui était considérée par ces derniers comme un des moyens essentiels qui servaient à l'intérêt stratégique des Etats-Unis. Ce point clé a été éclairci par le président Clinton d'après qui « *[t]ous les intérêts stratégiques des Etats-Unis- de favoriser la prospérité chez nous à vérifier des menaces globales à l'étranger avant qu'elles menacent notre territoire - sont servis en agrandissant la communauté des nations démocratiques et du marché libre* ». ¹⁸⁰ Ainsi, en nous référant à ces propos, on peut atteindre à la conclusion que la création de l'OMC a été une démarche très importante pour la réalisation d'une communauté des nations démocratiques et du marché libre et, donc, pour la consolidation du rôle de *leadership* américain.

Par conséquent, du côté économique, on constate clairement que les décideurs américains ont adopté une politique internationale dévouée au rétablissement du *leadership* de Washington. En prenant des initiatives de grande envergure, Washington a démontré, encore une fois, qu'il était la seule puissance capable de façonner la structure internationale et à laquelle les acteurs internationaux pouvaient faire confiance en matière de la préservation de la stabilité économique et financière internationale. La crise financière mexicaine de 1994 a été un test de prestige passé avec succès et ce, malgré l'opposition du Congrès américain qui a, en contrepartie, réussi à influencer la posture américaine, initialement indifférente, en face de la crise asiatique de 1997-98. ¹⁸¹

Cependant, il faut aussi noter qu'en ce faisant, les décideurs américains se sont focalisés sur l'amélioration de la compétitivité américaine. Comme noté dans le document officiel intitulé *A National Security Strategy Of Engagement and Enlargement*, les arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux étaient des mesures prises afin d'élargir l'accès des firmes américaines aux marchés supplémentaires. ¹⁸² En considérant que l'APEC, l'ALENA et l'OMC sont tous des arrangements commerciaux destinés à réduire les barrières tarifaires, on peut au moins en déduire que les Etats-Unis ont essayé d'accroître et de multiplier leurs débouchés commerciaux et, donc, leur compétitivité. Parallèlement, et pour le même objectif, les décideurs américains ont recouru, de temps en temps, à l'application de

¹⁸⁰ David Ryan, *US Foreign Policy in World History*, Londres, Routledge, 2000, p. 202.

¹⁸¹ C. Fred Bergsten, "America's Two-Front Economic Conflict", *Foreign Affairs*, Vol. 80, No. 2, Mars/Avril 2001, p.23.

¹⁸² U.S. President, *A National Security Strategy Of Engagement and Enlargement*, Washington, D.C, The White House, Février 1995, p. 20.

diverses politiques commerciales dites « discriminatoires » telles que le « commerce administré » (destiné à conclure des accords bilatéraux pour se procurer des marchés spécifiques) et l'« unilatéralisme agressif » (notamment la « Section 301 »). Bien que ces dernières soient vaguement critiquées par le Japon et l'Europe¹⁸³, les victimes essentiels de ces politiques, la tendance générale a tendu à considérer Washington, malgré sa réaction initiale pleine d'indifférence face à la crise asiatique de 1997, comme une superpuissance responsable cherchant à stabiliser/optimiser la structure politico-économique du monde – ce qui a renforcé *in fine* les fondements du *leadership* américain.

c – L'Aspect Sécuritaire de la Réaction Américaine Face aux Défis Systémiques

Quoique l'économie eût constitué le centre de l'agenda politique du président Clinton, il serait logique de reconnaître que ce fut le deuxième volet de la politique étrangère américaine, c'est-à-dire la géopolitique, qui a joué le rôle le plus important dans le processus de consolidation du *leadership* américain. En fait, nous devons souligner que de diverses questions de sécurité ont contraint les décideurs américains à mettre sur pied de nouvelles stratégies. Ces questions, résultantes soit des initiatives entreprises par les adversaires de l'Amérique, soit du caractère complexe et imprévisible du monde d'après-Guerre Froide, ont ainsi fini par offrir à Washington l'opportunité de réaffirmer son *leadership* tant en Europe qu'en Asie-Pacifique – deux régions clés pour la politique étrangère américaine.

En Europe, nous distinguons assez nettement que l'objectif essentiel de l'agenda américain a consisté à reconforter l'OTAN – l'instrument politique auquel était strictement liée l'influence transatlantique des Etats-Unis. La fin de la Guerre Froide et la montée du courant institutionnaliste en Europe avaient fini par déclencher un mécontentement relatif à la structure proaméricaine de l'OTAN – mécontentement qui a même allé jusqu'à la remise en cause de la raison d'être de celle-ci. Face à ce défi, Washington a rationnellement reconnu que le moment était venu de rééquilibrer les relations entre les deux côtés de l'Atlantique et d'accepter un rôle plus actif pour ses alliés européens et a encouragé, dans ce cadre, l'OTAN à

¹⁸³ Jusqu'en août 1999, 150 plaintes ont été déposées dans le cadre de la Section 301 et seulement 29 ont été retirées ou rejetées. Parmi les 121 cas restant, 29 cas ont été dirigés à l'encontre de l'Union européenne (Acier, cuivre, fruits, farine etc.) ; 13 cas contre le Japon (Pièces détachées automobiles, construction, satellites, super-ordinateurs etc.) ; 12 cas contre le Canada etc. Jean-Marc Siroën, "L'Unilatéralisme des États-Unis", *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2000, p. 572.

adopter en 1994 l'idée d'une Identité européenne de sécurité et de défense (IESD) visant à « consolider le pilier européen de l'Alliance ». ¹⁸⁴ L'objectif essentiel de ces derniers était, cependant, de conserver la prééminence de l'OTAN qui avait soudainement perdu sa raison d'être après la chute de son ennemi traditionnel. Pourtant, d'une manière paradoxale, ce fut la Russie qui a réactivé l'OTAN.

Lorsque Moscou a choisi d'adopter de nouveaux principes de politique étrangère en 1993, les décideurs américains se sont trouvés dans une impasse politique qui les a obligé à répondre aux inquiétudes relatives aux intentions russes. En fait, quoique l'économie russe ne fût pas en bon état, elle détenait toujours un grand nombre de ressources critiques pour les pays de CEI dont les structures économiques héritées les rendaient quasi-dépendants de la Russie. D'autre part, bien que les capacités militaires russes eussent été considérablement diminuées suivant la chute des Soviétiques, Moscou avait de quoi manipuler les conflits au Caucase du Nord et en Asie centrale et d'en se faire des gains politiques. Pris ensemble, cette influence économique-militaire dotait la doctrine « étranger proche » des arguments suffisamment convaincants qui tenaient à dissiper les doutes quant à la faisabilité de cette dernière. Or, les décideurs américains étaient tout à fait persuadés que tout excès de rôle en faveur de la Russie courait un vrai risque de causer un déséquilibre systémique, car après tout, la Russie était une puissance en déclin et elle n'avait pas le droit – ni la capacité matérielle – d'assumer plus de rôle international.

Dans une telle situation, Washington a du répliquer avec une série de démarches politiques dont la plus importante s'est révélée comme le programme « Partenariat pour la paix ¹⁸⁵ », lancé sous l'égide de l'OTAN. Consciente de l'importance qu'un tel scénario russe pourrait entraîner une instabilité régionale, l'OTAN a proposé, en octobre 1993, des accords bilatéraux aux anciens membres du Pacte de Varsovie qui leur ont procuré des liens politiques et de sécurité assez lâches avec l'accès au conseil de l'OTAN, mais sans le pouvoir de veto ni d'assister au processus de prise de décision. Il n'y a pas de doute que ce programme a été conçu

¹⁸⁴ NATO, *NATO Handbook*, Nato Office of Information and Press, Bruxelles, Octobre 1995, p. 72.

¹⁸⁵ Le programme « Partenariat pour la paix » qui a cherché à faire entrer les États de l'ancien Pacte de Varsovie dans le concert international indiquait que les États participants devaient s'efforcer de (i) faciliter la transparence dans l'établissement des plans et des budgets de défense nationaux, (ii) assurer qu'un contrôle démocratique s'exerce sur les forces de défense, (iii) développer des relations militaires de coopération avec l'OTAN, (iv) maintenir les moyens et l'état de préparation qui permettraient de contribuer à des opérations menées par l'ONU et l'OSCE, (v) se doter de forces plus en mesure d'opérer avec celles des membres de l'OTAN.

afin de contourner les ambitions russes désireuses de rétablir le « statut de superpuissance » de la Russie mais, au-delà de cela, il avait un autre objectif : la restructuration politique du « trou noir » en accord avec le *leadership* américain. Étonnamment, cette nouvelle démarche politique s'est avérée très attractive pour ceux qui voulaient, d'une part, se faire accepter à la communauté des pays démocratiques et de l'autre, se munir d'une assurance dissuasive contre une éventuelle agression russe et, a fini par accueillir 23 pays jusqu'à la fin de l'an 1994.¹⁸⁶ Ainsi, peut-on conclure que les décideurs américains ont non seulement su contrer les ambitions russes mais ont également réussi à restaurer l'effectivité de l'OTAN et ce, par l'intermédiaire du programme « Partenariat pour la paix ».

Pourtant, c'est l'intervention bosniaque qui constituerait le vrai tournant pour l'OTAN. Quoique les événements tragiques de Somalie et la pression du Congrès républicain, récemment élu (1994), aient contraint l'administration Clinton à substituer le « multilatéralisme affirmatif » avec l'« engagement sélectif¹⁸⁷ » et à ignorer¹⁸⁸ la crise de Rwanda, la crise bosniaque a été perçue comme un moment important pour les relations transatlantiques. Avant tout, il faut souligner que la crise de Bosnie était qualitativement différente des autres crises, non parce qu'elle était la plus sauvage, mais parce qu'elle se déroulait sous le toit de l'Europe – le partenaire historique de l'Amérique. Vu sous cet angle, elle n'avait pas seulement « humilié l'ONU, mais aussi l'OTAN et l'Occident tout entier »¹⁸⁹, car outre la faillite onusienne, la crise était marquée, d'une part, par la grande réticence des pays de l'OTAN pour une mission « hors-Article 5 » et de l'autre, par des divisions transatlantiques. Le phénomène d'autant plus frappant, cependant, a été l'exposition de l'impuissance de l'Europe qui, malgré la grandeur de son nouveau rôle déclaratoire, n'a pas pu faire grande chose pour mettre fin aux conflits. D'ailleurs, la crise a souligné avec suffisamment de force que l'« heure de l'Europe » n'était

¹⁸⁶ Catherine J. Danks, *op.cit.*, pp. 257-258.

¹⁸⁷ En conséquence du mécontentement du Congrès et de la tragédie de Somalie, l'administration américaine a fait volte-face et a publié le document intitulé "PDD-25" qui s'est avéré en tant qu'une annonce de retrait américain des interventions humanitaires. Parallèlement, pendant le reste des années 1990, les Etats-Unis ont fait peu de choses pour mettre un terme aux conflits civils armés survenus, entre autres, en Algérie, Ouganda, Angola etc.

¹⁸⁸ Notez que le Département d'État américain avait émis des directives par le biais desquelles les diplomates américaines étaient appelés à ne pas définir les agressions comme un génocide, mais comme des « actes de génocide », car, en cas d'un génocide, il existe une responsabilité internationale inéluctable pour intervenir et ce, selon la Convention sur le crime de Génocide. Richard Connaughton, *Military Intervention and Peacekeeping: The Reality*, Burlington, VT : Ashgate, 2002, p. 151.

¹⁸⁹ John Gerard Ruggie, *Winning the Peace: America and World Order in the New Era*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 97.

toujours pas arrivée et que la puissance opérationnelle de l'Europe n'était toutefois pas prête à assumer le rôle international prévu.

En fait, ce n'est que lorsque les Etats-Unis, ayant rejeté le plan Vance-Owen, se sont progressivement impliqués dans l'affaire et que l'OTAN a conduit, sous l'égide du principe de la « double clé¹⁹⁰ », des raids aériennes limitées mais graduellement intenses que la crise a été prise sous contrôle. Se rendant compte que les Européens ne pourraient pas résoudre la situation elles-mêmes, les Etats-Unis sont passés d'une attitude d'endiguement à celle d'engagement et, puis, à une implication militaire. Cette nouvelle position de Washington a réussi, *in fine*, à changer l'équilibre des forces militaires présentes sur le terrain tout en employant une pression diplomatique considérable sur les leaders de Bosnie, de Croatie et de Serbie qui se sont trouvés obligés à signer l'accord de Dayton (1995). Par suite du manque de politique commune et des instruments convenables, l'Europe a fini par admettre qu'elle n'avait toujours pas les moyens nécessaires pour concrétiser ses intentions ambitieuses – les « missions de Petersberg » et PESC, notamment – et que l'OTAN était décidément capable de satisfaire les exigences de sécurité émergeant du monde d'après-Guerre Froide. Comme noté par Cox, le fait que l'accord a été « *signé à Dayton, Ohio, et pas à Rome, à Paris ou à Bruxelles, indique sa propre histoire particulière au sujet de l'équilibre des forces* » entre les deux côtés de l'Atlantique.¹⁹¹

Certes, la tragédie bosniaque avait exposé la prééminence de l'OTAN et, donc, des Etats-Unis, mais la période d'après-crise a été, dans ses grandes lignes, une quasi-répétition du vécu : la demande européenne pour un rôle international plus actif. Quoique le « processus de Barcelone¹⁹² », déclenché juste après la crise

¹⁹⁰ Selon le principe de la « double clé », toute décision concernant les cibles et l'exécution des frappes aériennes devaient être prises conjointement par les commandants militaires de l'ONU et de l'OTAN. Ainsi, l'utilisation de la puissance aérienne de l'OTAN en Bosnie a été mise en disposition de l'ONU, qui l'a dotée, en contrepartie, de la légitimité nécessaire. Toutefois, vers la fin de la crise, les décisions relatives aux frappes aériennes ont été prises par l'OTAN seule.

¹⁹¹ Michael Cox, "American power before and after 11 September: dizzy with success ?", *International Affairs*, Vol. 78, No. 2, 2002, pp. 267-268.

¹⁹² Le Partenariat euro-méditerranéen, lancé à Barcelone entre 27 et 28 novembre 1995, qui avait le but d'élargir les relations politiques, économiques et sociales entre les 15 états membres de l'Union européenne et les 12 pays méditerranéens (Algérie, Autorité palestinienne, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie) s'est articulé autour de trois objectifs: (1) Définir un espace commun de paix et de stabilité via le renforcement du dialogue politique et de sécurité (objectifs politique et de sécurité) ; (2) Construire une zone de prospérité partagée via un partenariat économique et financier; instaurer une zone de libre-échange (objectifs économique et

bosniaque, eût marqué, de nouveau, les tentatives européennes pour l'accès à un rôle plus considérable, ce furent les démarches militaires de l'Union européenne qui pesèrent le plus dans l'agenda compétitif. Ainsi, lorsque le public européen, saisi par l'insuffisance de la puissance opérationnelle de l'Europe, a vivement critiqué les gouvernements responsables, ces derniers se sont, alors, rendus compte de l'obligation de former une puissance militaire autonome de Washington. Bien que le Traité d'Amsterdam du 1^{er} juin 1997 ait relancé le projet en précisant une définition progressive de la PESC et en intégrant l'UEO dans l'Union européenne comme son bras armé, c'est le sommet franco-britannique de St. Malo de 1998 qui marquerait le tournant pour la défense européenne. Le contraste entre la puissance américaine et l'incapacité de l'Europe à résoudre les conflits avait conduit vers la réinterprétation de la position européenne qui a fini par souligner, entre autres, le besoin de rectifier le déséquilibre entre la puissance économique et la puissance politique potentielle de l'Europe. C'est justement d'ici que nous avons vu apparaître la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui a complété la PESC et a permis à l'Union européenne de jouer, au moins dans la rhétorique, un plus grand rôle dans la gestion des crises internationales.

Parallèlement, à partir de 1998, les grands Etats-membres de l'Union européenne ont fermement déclaré qu'ils étaient déterminés à assumer la responsabilité requise pour établir une sécurité collective européenne.¹⁹³ Quoique cette posture politique ait été sévèrement critiquée par les décideurs américains qui, au lieu de voir se constituer une puissance militaire *stricto sensu* européenne, désiraient sans doute le renforcement du projet IESD, en harmonie avec l'OTAN, elle a eu un fort soutien de la Russie qui la percevait comme un instrument politique apte à empêcher un système international « unipolaire ».¹⁹⁴ Ainsi, en plaidant pour un rôle militairement plus actif, les pays membres de l'Europe n'ont pas seulement voulu accentuer leur statut en tant qu'un acteur international complet, mais ils ont également souligné, de nouveau, qu'ils voulaient faire part au monde que l'Europe était prête à entreprendre des démarches qui visaient à réduire efficacement l'écart entre sa capacité matérielle et son rôle acquis.

financier) ; (3). Rapprocher les peuples via un partenariat social, culturel et humain visant à favoriser une meilleure compréhension culturelle entre les sociétés civiles (objectifs social, culturel et humain).

¹⁹³ Muharrem Gürkaynak, *Avrupa'da Savunma ve Güvenlik*, Ankara, Asil Yayın, 2004, pp. 186-191.

¹⁹⁴ Rami Şaylıman et Çiğdem Şaylıman, "Rusya'nın Avrupa Güvenliğindeki Konumu", in Erhan Büyükkakıncı (éd.), *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Ankara, Phoenix Yayınevi, 2004, p. 303.

Du côté de la Russie, pendant et après la crise, les Etats-Unis ont fait preuve d'un effort particulier pour inclure cette dernière dans les activités de rétablissement de paix et ce, en grande partie, pour éviter toute action qui pourrait être interprétée comme une provocation. La participation russe à l'IFOR en 1996, découlée de cet effort, a été le premier exemple de coopération entre l'OTAN et la Russie qui allait être approfondie à l'occasion de l'Acte Fondateur, signé en 1997. Peut-être, ces démarches étaient nécessaires pour apaiser les inquiétudes russes mais, elles étaient indispensables pour prouver le respect envers les demandes « légitimes » de la Russie qui commençait à avoir des soucis en matière de sa propre sécurité – surtout dès 1995, date à partir de laquelle l'OTAN a fait entendre son désir d'élargissement. Quoique la Russie fût une puissance en déclin dont le révisionnisme géopolitique devait être activement découragé, elle était toujours une grande puissance avec ses sensibilités politiques et ses inquiétudes de sécurité. En fait, en tant qu'un membre du système international, les préoccupations « légitimes » de la Russie devaient être absolument respectées par les autres membres, notamment par le *leader* lui-même. Conscient de la nécessité de remédier à cette situation, Washington a voulu conforter la Russie en lui offrant un partenariat spécial, connu sous la formule « OTAN+1 », officialisé, le 27 mai 1997, par la signature de l'Acte Fondateur. En encourageant cette coopération, Washington a donné un élan politique considérable aux relations américano-russes, car, en ce faisant, il a montré qu'il accordait une attention particulière aux besoins « légitimes » de la Russie qui a été traitée, d'une manière ou d'une autre, sur un pied d'égalité avec l'OTAN. La partie la plus délicate de l'affaire, cependant, a été le fait que cet élan politique a doté les Etats-Unis d'une marge de manœuvre importante pour le projet de l'élargissement de l'OTAN. D'ailleurs, c'est ainsi que l'OTAN a eu la faculté de lancer officiellement le processus d'élargissement et ce, avec l'invitation politique adressée à la Hongrie, à la Pologne et à la République tchèque lors du sommet de Madrid, étape majeure de l'histoire de l'Alliance, tenu le 8 et 9 juillet 1997. Par conséquent, nous pouvons résumer que les décideurs américains se sont conformés aux prescriptions de la Théorie – ne pas apaiser les demandes « illégitimes » et respecter les demandes « légitimes » – et ont saisi que s'ils voulaient une Europe saine et sauve, ils devaient tenir compte des besoins et des préoccupations « légitimes » de l'ancienne superpuissance. Pourtant, à l'occasion de la crise kosovare, la Russie n'allait pas à tarder à découvrir la vacuité de l'Acte Fondateur.

La crise du Kosovo, qui pourrait être résumée en tant qu'une tragédie humanitaire, n'a pas manqué d'attirer l'attention, de nouveau, sur la suprématie américaine. Face à la faillite de l'initiative diplomatique de l'Europe qui a été engagée dans une impasse politique au Rambouillet (février/mars 1999), les Etats-Unis ont conclu qu'ils devaient prendre en charge l'affaire. En fait, l'Europe ne pouvant seule affronter efficacement les ambitions serbes, l'intervention de l'Amérique et de l'OTAN était devenue indispensable et ce, non seulement parce qu'il fallait veiller aux soucis humanitaires et à la stabilité régionale, mais aussi à la crédibilité de l'OTAN qui avait annoncé, avec fermeté, des menaces de représailles aériennes contre la Serbie au cas où celle-ci ne respecterait pas les accords imposés en octobre 1998. Dans ce cadre, malgré l'opposition forte de la Russie et de la Chine, les Etats-Unis, avec l'accord de ses alliées euro-atlantiques, ont pris charge de la gestion et ont poursuivi une politique active qui a mené jusqu'à l'intervention de l'OTAN, commencé le 24 mars 1999.

L'intervention de l'OTAN a souligné deux points importants. Après la crise, il a été évident que, malgré toute démarche entreprise par l'Union européenne en vue de fortifier le rôle militaire de l'Europe, l'OTAN était toujours la seule organisation capable de gérer les crises qui survenaient en Europe. Comme cela a été le cas pendant la crise de Bosnie, les acteurs européens se sont révélés insuffisants en matière de la puissance opérationnelle et ont été choqués par l'écart technologique militaire immense entre eux-mêmes et les Etats-Unis. D'ailleurs, c'est pour ces raisons là que les décideurs européens ont instauré, lors du Conseil européen d'Helsinki en décembre 1999, l'« objectif global » qui visait, en principe, à mettre en place à horizon 2003 une puissance de 60.000 hommes capables d'intervenir à telle ou telle crise. Pourtant, une chose était claire en 1999 : c'est que l'Europe a été, encore une fois, dans le besoin de l'OTAN et qu'elle n'a pas pu assumer le rôle actif pour lequel elle avait tant plaidé.

Le deuxième point, toujours lié à l'OTAN, portait sur la nouvelle qualité de celle-ci. Il n'y a pas de doute que les Etats-Unis avaient exploité l'impasse de Rambouillet pour légitimer l'intervention de l'OTAN et ce, sans passer par l'ONU dont le Conseil de Sécurité était divisé en deux camps opposés (Washington, Paris, Londres d'une part et, Moscou et Beijing de l'autre). En ce faisant, non seulement Washington avait placé l'OTAN au centre de la politique dite « sécurité

européenne » et ce, au détriment de la PESD, mais il l'avait également présentée comme une force d'intervention. Il est très significatif, dans ce cadre, que le « Nouveau Concept Stratégique » de l'OTAN, adopté en 1999, qui réitère l'objectif essentiel de l'organisation comme la sauvegarde de la sécurité de ses membres, y a ajouté un nouvel élément critique – celui des missions non liées à l'article 5. Ainsi, l'Organisation atlantique s'est positionnée comme garante de la sécurité collective et a fait voir qu'elle était en passe de devenir un instrument d'intervention dans des crises menaçant la stabilité et la paix. L'adhésion de trois nouveaux membres en 1999, cependant, a marqué incontestablement un tournant dans l'histoire de l'OTAN, car elle signifiait l'expansion géographique de l'influence de l'Organisation atlantique.

Ainsi, à la fin de la décennie 1990, il ne serait sans doute pas faux d'affirmer que les Etats-Unis avaient réussi à garder leur suprématie politico-militaire dans l'Europe. De la prévention des tentatives « illégitimes » de la Russie aux interventions militaires, effectuées à deux reprises, l'Amérique a d'une part, démontré qu'elle était la « nation indispensable » pour la stabilité européenne et d'autre part, fait valoir son *leadership* et ce, tout en développant des prescriptions effectives destinées à corriger les écarts entre les puissances et les rôles. En fin du compte, comme l'a noté un expert politique, les années 1990 n'ont pas vu la résurgence de la superpuissance européenne qui, au moins militairement, s'est reculée devant les Etats-Unis.¹⁹⁵

Du côté de l'Asie-Pacifique dont le contexte de sécurité a subi un changement fondamental à partir du début des années 1990, Washington a explicitement démontré, via des démarches politiques, qu'il resterait engagé dans la région. En effet, quoique le retrait des troupes américaines des Philippines en 1992 et les réductions progressives du budget de la défense américaine aient créé des doutes importants dans la région concernant la future stratégie et l'engagement militaire des Etats-Unis, ces derniers se sont révélés capables de redresser leur rôle de *leadership* et ce, à partir d'une série de politique destinée à sauvegarder la stabilité régionale. En 1993, lorsque la crise internationale déclenchée par la découverte du programme nucléaire de la Corée du Nord a été suivie par l'attitude intransigeante des décideurs

¹⁹⁵ Robert Kagan, *Cennet ve Güç: Yeni Dünya Düzeninde Amerika ve Avrupa*, İstanbul, Koridor Yayıncılık, 2005, p. 32.

nord-coréens, qui comptaient se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), la tension régionale a été portée à son comble. Une réaction ferme de la part des décideurs américains n'était pas seulement indispensable pour empêcher la prolifération des armes nucléaires, mais aussi pour renforcer la crédibilité des Etats-Unis aux yeux de la région. Conscient de cette nécessité, Washington a adopté un plan stratégique qui consistait d'une part à mettre de pression sur des décideurs nord-coréens (demandes de sanctions onusiennes et la préparation militaire du Pentagone pour des frappes « limitées ») et de l'autre, à trouver un terrain d'entente (les efforts de l'ancien président Carter). Finalement, en 1994, Washington et Pyongyang ont parvenu à un accord et signé l'Accord-cadre grâce auquel l'Agence Internationale de l'Energie Atomique a été autorisée à reprendre ses inspections ; la Corée du Nord s'est réengagée au TNP.

En effet, l'engagement envers la Corée n'était qu'un seul aspect de la position stratégique de l'Amérique qui s'intéressait plutôt à la stabilité de la région entière. La soi-disant « doctrine Nye » qui avait pris son origine du *East Asian Strategy Report*, rendu public en 1995 par le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, avait prévu de stationner 100.000 soldats américains dans la région Asie-Pacifique. Cette stratégie qui avait rejeté toute réduction de force additionnelle reflétait les préoccupations américaines concernant le *statu quo* et était une démarche vouée d'une part à réassurer les alliés de l'Amérique et de l'autre, à dissuader d'éventuels agresseurs. L'objectif principal visé par cette démarche stratégique tenait à réaffirmer l'engagement militaire américain qui était considéré, par des pays régionaux, non seulement comme un instrument destiné à prévenir des ambitions hégémoniques, mais aussi comme une assurance *sine qua non* pour la participation économique de l'Amérique.¹⁹⁶ En se réengageant, Washington avait voulu faire entendre aussi bien sa position en tant que *leader* de la région que son désir de prévenir toute initiative ayant un effet potentiellement déstabilisateur – notamment à l'encontre du *leadership* américain.

Tenant compte des différents taux de développement économique et militaire qu'enregistrait la région, on peut aisément saisir que cette dernière courait sans cesse le risque de faire face à un déséquilibre agrandissant d'où se révèle l'importance de

¹⁹⁶ William T. Tow, *Asia-Pacific Strategic Relations: Seeking Convergent Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 189.

l'engagement militaire américain. Après tout, comme l'avait accentué Doran, l'Asie était la région où les plus grands mouvements de cycles de puissance risquaient d'avoir lieu, et où étaient attendus certains des plus grands chocs structureaux.¹⁹⁷ La crise du détroit de Taiwan (1996) qui en était un, par exemple, n'a pas seulement exposé la frustration de la Chine à propos de l'écart entre sa puissance et son rôle, mais elle a aussi prouvé que la Chine croyait avoir une puissance suffisante pour demander la réduction dudit écart. Une série d'exercices militaires chinoises à grande échelle, conduite entre juillet 1995 et mars 1996 contre Taiwan, qui avait planifié sa première élection présidentielle pour mars 1996, n'était pas uniquement destinée à intimider Taiwan, car, au fond, elle cherchait aussi à défier le rôle de *leadership* des Etats-Unis qui étaient historiquement responsables de la défense de l'île. Certes, la Chine était une puissance en hausse et ressentait profondément le besoin de conforter sa position stratégique mais lorsque Washington a répondu par envoyant le porte-avions *Nimitz* et son escorteur d'escadre audit détroit, il est devenu évident qu'elle avait fait un mauvais calcul concernant ses propres capacités militaires et la possible réaction des Etats-Unis qui ont montré qu'ils ne toléreraient aucune provocation militaire de la part de la Chine – ce qui est revenu à dire, enfin, que Washington ne tolérerait pas les vocations « illégitimes » de la Chine.

Cette initiative « illégitime » et la réponse américaine qu'elle a engendrée ont donné naissance à une série de tentatives politiques dont les grandes lignes peuvent être saisies en regardant à la réaffirmation de l'alliance américano-nipponne en 1996, d'une part, et le rapprochement stratégique sino-russe de l'autre. Lorsque les gains relatifs de la Chine se sont accompagnés d'un ton agressif – comme l'ont souligné la crise *Mischief Reef* (1995) et la crise du détroit de Taiwan – Tokyo a opté pour une coopération plus stricte avec Washington. De plus, les difficultés économiques et le franchissement du premier point d'inflexion du cycle de puissance japonaise avaient suscité chez les décideurs nipponnes des inquiétudes quant à la montée chinoise. Après tout, comme affirmée par Dedeoğlu, quoique les capitaux américains et japonais soient des rivaux, ces deux pays étaient stratégiquement des alliés et ce, contre toute force qui risque de menacer la stabilité régionale.¹⁹⁸ Dans ce cadre, les tentatives américaines consistant à exercer des représailles commerciales contre le

¹⁹⁷ Charles F. Doran, "Economics, Philosophy of History, and the "Single Dynamic" of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft", *op.cit.*, p. 44.

¹⁹⁸ Beril Dedeoğlu, "Çin ile Amerika Birleşik Devletleri Arasındaki İlişkilerin Gelişimi", in Deniz Ülke Arıboğan (éd), *Çin'in Gölgesinde Uzakdoğu Asya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2001, p. 346.

Japon vers la fin de 1995 ont été rapidement reléguées aux oubliettes pour conclure une « coopération globale ». La déclaration conjointe, signée en 1996, entre les Etats-Unis et le Japon a présenté que la sécurité dans le détroit de Taiwan en particulier et dans la région en général était un objectif « stratégiquement commun ». Essentiellement, en s'opposant aux actions agressives de la Chine, Washington a prouvé, encore une fois, qu'il ferait tout son possible pour empêcher toutes sources d'instabilité dans la région qui risqueraient de porter atteinte au *leadership* américain – attitude ferme qui se répétera juste après le tir d'un missile nord-coréen, Taepodong-1, passé au-dessus du territoire japonais en août 1998.

Du côté de la Chine, cette dernière avait une insatisfaction apparente quant à son rôle et considérait la déclaration conjointe comme une ingérence dans ses affaires intérieures. De plus, elle était inquiète de l'expansion de l'influence américaine, car jusqu'au début de la deuxième moitié des années 1990, elle avait crut, d'une manière erronée, que les Etats-Unis perdaient du sang et que l'écart entre ces derniers et les autres grandes puissances étaient en train de réduire. Tout au contraire, en réalité, la position stratégique des Etats-Unis s'est progressivement améliorée. Non seulement, ils ont contré le révisionnisme géopolitique de la Russie, mais ils ont aussi transformé, à l'occasion de la crise bosniaque, l'OTAN « anticommuniste » en l'OTAN « bras armé » de l'ONU. En outre et, le plus important pour la Chine, ils ont également réussi à reconforter leur *leadership* en Asie-Pacifique et ce, aussi bien par des démarches directes comme ce fut le cas en Corée du Nord en 1993 que par des démarches multilatérales telles que l'APEC et le Forum Régional de l'ASEAN dont la première session a été tenue en 1994, à Bangkok. Ainsi, lorsque toutes les pièces du puzzle ont été correctement placées, la Chine a vu apparaître un monde très différent de celui qu'elle avait envisagé et en face de ce monde, favorable à Washington, Beijing a voulu prendre des mesures efficaces pour restreindre les limites de la capacité américaine – l'obstacle essentiel devant la reconnaissance du rôle international chinois.

Le « partenariat stratégique » entre la Chine et la Russie était le résultat net de ces mesures. Quoique le lien sino-russe fût bâti sur de nombreux éléments tels que l'opposition aux interventions humanitaires, le sécessionnisme islamique, la vente des armes et le développement des relations économiques ; son intérêt essentiel était la lutte contre l'influence américaine. Pour sa part, en jouant la « carte de la Russie »,

la Chine avait voulu contrer l'expansion de l'influence américaine en Europe alors que la Russie, humiliée par la défaite contre Tchétchénie, voulait empêcher toute relation stricte entre l'OTAN et son « étranger proche ». Par ailleurs, face aux sentiments d'isolement et de solitude développés sous la lumière de l'élargissement de l'Union européenne et de la consolidation du rôle de l'OTAN, la Russie avait voulu faire un retour aux affaires asiatiques. Certes, le remplacement du Ministre des affaires étrangères russe Kozyrev par Primakov, en janvier 1996, avait déjà signalé le commencement d'une nouvelle ère pour la politique étrangère russe, mais ce n'est que lorsque le « partenariat stratégique » sino-russe a servi de base pour les « cinq de Shanghai¹⁹⁹ » et a rendu public en avril 1997 son mécontentement vis-à-vis de la position stratégique américaine que les Etats-Unis ont répondu avec efficacité.

Comme nous avons souligné ci-dessus, en adoptant une politique d'apaisement, les décideurs américains ont essayé de respecter les inquiétudes « légitimes » de la Russie qui, en conséquence de cette attitude constructive, a signé l'Acte Fondateur et a, *de facto*, consenti à l'élargissement de l'OTAN. Pourtant, l'ajustement de l'écart entre la puissance et le rôle de la Chine ne serait pas aussi détendu que celui de la Russie car, à *contrario* de la Russie, la Chine était une puissance en montée et avait beaucoup plus de capacité à influencer le futur du *leadership* américain. De plus, l'amélioration progressive et surprenante des capacités chinoises, pendant des décennies d'affilée, avait fait des relations sino-américaines, si nous empruntons les propos d'un écrivain, les « *relations centrales* » de la région.²⁰⁰ En reconnaissant ceci, Washington a rationnellement conclu que la Chine devait être traitée en tant que telle. A cette fin, les décideurs américains se sont déclarés favorables à la distinction des désirs « légitimes » de la Chine de ceux jugés « illégitimes ». En fait, bien que la politique d'« engagement » eût déjà souligné le soutien net de l'administration Clinton pour le développement des relations constructives de coopération entre la Chine et le reste du monde (libéral), l'ascension de la capacité chinoise et les attentes y afférentes n'ont pas manqué à dévoiler le mécontentement de la Chine. Tenant compte de cette situation et des retombées de la crise 1996, Washington a décidé d'adopter une approche plus modeste concernant la

¹⁹⁹ Le groupe des « Cinq de Shanghai » (Russie, la Chine, le Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan), implanté en 1996, avait formé une sorte de forum destiné à prendre des mesures de confiance, mais il fonctionnait notamment parallèlement à la direction sino-russe. Avec l'adhésion de l'Ouzbékistan, les « cinq de Shanghai » est devenu, en 2001, l'Organisation de Coopération de Shanghai.

²⁰⁰ David Sadleir, « A Study in Harmony: The Great Powers in Asia and the Pacific », *Global Change, Peace & Security*, Vol. 17, No. 3, Octobre 2005, p. 299.

promotion du rôle chinois. Sinon, comment expliquer la tentative américaine consistant à inclure la Chine dans les pourparlers quadripartites prévus pour la résolution de la question coréenne ? En incluant la Chine dans une telle initiative, Washington n'avait pas seulement réaffirmé le « statut de grande puissance » de la Chine, mais il avait aussi reconnu, d'une manière ou d'une autre, que la présence de cette dernière serait une nécessité politique pour la résolution des futurs problèmes régionaux. De plus, la déclaration du président Clinton, faite lors de sa visite officielle en Chine, en 1998, et qui est connue sous le nom de « *Three no's* », n'avait guère d'autre objectif que de rassurer les décideurs chinois que les Etats-Unis ne supportaient pas l'adhésion de Taiwan à une quelconque organisation internationale, l'interdépendance taiwanaise, et la politique dite « deux Chines ou, une Chine, une Taiwan ». L'objectif politique de cette déclaration était, cependant, de résorber les inquiétudes « légitimes » de la Chine et de faire sous-entendre, aux politiciens taiwanais, que Washington n'avait nullement l'intention de subir les conséquences nuisibles d'une initiative unilatérale entreprise par Taiwan.

Ironiquement, Washington n'a pas seulement soutenu la promotion du rôle de la Chine avec ce qu'il a fait – mais aussi avec ce qu'il n'a pas fait. En effet, en dépit du fait que les Etats-Unis ont maintenu l'équilibre stratégique de la puissance militaire en déclarant leur intention de maintenir 100.000 troupes dans la région Asie-Pacifique comme évidence de son engagement, la crise économique de 1997 avait constitué le point faible du *leadership* américain. Alors que l'hésitation et le refus initial des décideurs américains à contribuer aux initiatives d'aides financières projetées par le FMI ainsi que les recettes erronées²⁰¹ de ce dernier ont fait l'objet de vives critiques de la part des pays régionaux, le « Plan Miyazawa²⁰² » du Japon, qui a proposé aux pays asiatiques des financements de 30 milliards de dollars au total, et la résistance de la Chine contre la vague dévastatrice de dévaluation ont fini par accentuer l'influence régionale de ces derniers. Cette attitude à la fois responsable et coopérative de la Chine a été, par essence, tout à fait conforme à la vision des Etats-Unis qui ont fréquemment insisté que la Chine ne serait traitée comme une grande

²⁰¹ A propos des recettes erronées du FMI voir Paul Krugman, *Bunalım Ekonomisinin Geri Dönüşü*, İstanbul, Literatür Yayıncılık, 2003, pp.89-109.

²⁰² Le financement de 30 milliards de dollars au total était organisé sur un triple pilier selon lequel 15 milliards de dollars était pour des crédits à court terme, 10 milliards de dollars pour les prêts et garanties accordés par l'Eximbank et 5 milliards de dollars pour l'aide publique accordés par le Fonds de coopération économique à l'étranger.

puissance que si elle agirait de façon responsable.²⁰³ En agissant de cette manière, la Chine a démontré sa vocation de jouer un rôle politique coopératif qui ne mettrait pas en cause les normes du présent système international. Cette attitude constructive n'a pas seulement rendu l'expansion du rôle international de la Chine plus facile à gérer, mais elle a contribué aussi à la consolidation du rôle américain, car, faut-il rappeler, c'est au niveau du système international conçu principalement par le *leadership* américain que tout se passe.

En vue de ne pas renverser cette allure pacifique, le *leadership* systémique a du continuer à encourager les démarches politiques destinées à soutenir la démocratie et la transition vers une économie de marché en Chine. Dans ce cadre, la question de l'adhésion de cette dernière à l'OMC, présente depuis 1995, a gagné une importance significative pour le renforcement du rôle chinois. En fait, les organisations internationales telles que l'OMC sont des moyens impeccables pour réduire directement les déficits de rôle, car elles signifient, avant tout, l'acceptation au « club des nations ». Ainsi, l'entrée de la Chine à l'OMC, indiquait que le système international était prêt à reconnaître que la Chine était perçue comme un membre important de la communauté économique internationale. Tenant compte des conséquences positives du succès macroéconomique de la Chine sur la montée de son cycle de puissance, cette démarche politico-économique était une nécessité vitale pour le renforcement du rôle international de la Chine. Egalement, en ayant espéré d'établir un lien formel entre l'OMC et la Chine, les décideurs américains avaient visé d'obtenir ce que la théorie libérale avait déjà promis – des relations économiques plus coopératives et des relations de sécurité plus pacifiques.²⁰⁴ En fait, cette position avait déjà donné ses premiers fruits en 2000. Lorsque les élections présidentielles taiwanaises ont, de nouveau, aggravé la tension entre la Chine et Taiwan, la Chine a choisi d'adopter une attitude très différente par rapport à celle qu'elle avait mis en œuvre en 1996. Contrairement à son attitude « agressive » à

²⁰³ Yong Deng, "Hegemon on the Offensive: Chinese Perspectives on US Global Strategy", *Political Science Quarterly*, Vol. 116, No. 3, 2001, pp. 359-360.

²⁰⁴ Selon Mearsheimer, cette approche libérale est erronée, car il prétend que l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale ne fera pas de la Chine une puissance de *statu quo*. Au lieu, il soutient qu'une Chine riche ne deviendrait qu'une puissance agressive désireuse de s'assurer une hégémonie régionale. La logique théorique de départ de celui-ci, dénommée « réalisme offensif », est que toute puissance essaye de maximiser ses intérêts et ce, par le biais de la domination géographique régionale. John J. Mearsheimer, "The Future of American Pacifier", *Foreign Affairs*, Septembre/Octobre 2001, p. 58.

l'encontre des élections présidentielles de 1996, la Chine a opté pour une réponse politique basée sur des mots plutôt que sur des missiles et des exercices militaires.

De leur part, les *leaders* chinois voyaient dans l'OMC non seulement l'opportunité d'enrichir la participation active du pays à l'économie mondiale, mais aussi l'occasion de peser sur la forme du système économique international. Ainsi, l'adhésion subséquente de la Chine à l'OMC, en décembre 2001, a réitéré la position chinoise en faveur d'un rôle plus constructive.²⁰⁵ Tenant compte que l'accord sino-américain portant sur les conditions d'entrée de la Chine à l'OMC a été signé seulement six mois après (novembre 1999) le bombardement « involontaire » de l'ambassade de Chine par les forces de l'OTAN, nous pouvons prétendre que l'entrée de la Chine à l'OMC signifiait beaucoup pour les décideurs chinois qui, malgré les protestations domestiques, n'ont pas hésité à signer l'accord.

Par conséquent, quoique initialement défiés par des tentatives régionales, les Etats-Unis ont parvenu à redresser leur position stratégique dans la région Asie-Pacifique. En réaffirmant leur engagement militaire en faveur du *statu quo*, réaffirmation soutenue par des actions concrètes telles que l'attitude ferme et résolue suivie pendant la crise nucléaire avec la Corée du Nord en 1993-1994 et la crise du détroit du Taiwan en 1996, les décideurs américains ont réussi à résorber toute inquiétude portant sur la crédibilité de l'engagement militaire américain. Le renforcement de l'APEC et la création du Forum régional de l'ASEAN ont été des initiatives institutionnelles destinées à former des milieux politiques au sein desquels les questions économiques et de sécurité de la région ont pu être traitées de manière efficace par des pays régionaux. Finalement, le pas décisif vers la consolidation du *leadership* américain dans la région Asie-Pacifique a été franchi au niveau des relations sino-américaines. Vu que la Chine était la seule autre puissance capable de rivaliser la montée exponentielle de l'Amérique, l'attitude chinoise était devenue l'élément clé de la consolidation du rôle de *leadership* américain. Vu sous cet angle, la politique d'« engagement », prescrite par l'administration Clinton, n'a pas seulement promu le rôle international de la Chine, mais aussi elle l'a strictement ancrée dans le système international conçu selon les préférences américaines. En

²⁰⁵ Yong Deng et Thomas G. Moore, "China Views Globalization: Toward a New Great-power Politics ?", *The Washington Quarterly*, Vol. 27, No. 3, Été 2004, pp. 123-124.

acceptant de s'y consentir, la Chine a fait clairement savoir qu'elle ne projetait pas de s'opposer au *leadership* américain.

CONCLUSION

Que faut-il conclure de tout ce qui est dit jusqu'à présent ? Toutes ces considérations nous permettent-elles d'atteindre à une telle ou telle déduction ? Eh bien oui, elles nous le permettent ! La Théorie de Cycle de Puissance que nous avons prise comme un guide a accompli, avec succès, la mission que nous l'avons confiée. Cette mission, qui consistait à éclaircir les tendances de la politique étrangère américaine d'après-Guerre Froide, n'aurait peut-être pas été si intéressante sans l'intervention de cette théorie empirique. Le « dynamique unique » de la théorie, c'est-à-dire les montées et les déclinés des acteurs internationaux et les changements structuraux qui en découlent, nous a offert un outil théorique impressionnant grâce auquel nous avons pu mieux connaître et comprendre le fonctionnement du système politique international. Notamment au sujet de la fonctionnalité de la Théorie, nous avons constaté qu'elle offre une perspective étonnante soutenue par l'histoire pour la compréhension de la politique internationale. La compétitivité et la complémentarité qui marquent les relations internationales jouent un rôle primordial dans ce processus. Reconnaisant que tout acteur est habile à changer le déroulement des affaires internationales, la Théorie n'exclut aucun des acteurs se trouvant dans un système quelconque. Tout au contraire, elle s'efforce à se concentrer sur des développements secondaires qui risquent de déclencher, au moins dans le long terme, des changements structuraux. Donc, tout acteur peut être le sujet de la Théorie.

Cependant, il est évident que la position qu'occupent les Etats-Unis dans le système international actuel attire beaucoup d'attention. En outre, grâce à sa position, les Etats-Unis s'avèrent comme l'acteur dont la capacité matérielle est plus facile à révéler et donc à juger. Mais, cela ne veut pas dire que les jugements déduits sont totalement corrects. Sur ce point, nous devons noter que la Théorie a ses propres pièges dont la plus importante est l'aspect quantitatif. Vu que toute explication, analyse et éventuelle prédiction se repose sur des courbes de puissance obtenues à partir des données quantitatives, nous devons nous rendre compte de l'importance du stade de recherche empirique, car tout dépend de ceci. Un autre handicap de la

Théorie est sa logique mathématique qui reste très sophistiquée. Quoique cette logique mathématique ait été soumise récemment à une reformulation, ceux qui veulent utiliser la méthode originale doivent toujours posséder un haut niveau de connaissance en mathématique. Pourtant, malgré ces difficultés propres à la méthode behavioraliste, nous pouvons conclure que la Théorie passe au-delà de satisfaire les exigences essentielles des chercheurs du domaine des relations internationales.

Partant de la logique de la Théorie, nous avons eu pour but de jeter la lumière sur la trajectoire suivie par la puissance américaine et les conséquences de cette trajectoire sur le *leadership* américain. Retenons toujours que, essentiellement, l'objectif de ce mémoire porte sur la période entre la fin de la Guerre Froide et les attentats du 11 septembre. Qu'avons-nous trouvé ?

Au début du XX^e siècle, président Wilson avait encouragé le peuple américain à intervenir dans la guerre et ce, pour mettre fin à toutes les guerres et prospérer la démocratie. Le système international, conçu par des entités dominantes de l'Europe, n'était plus considéré comme une structure à la fois fiable et sûre. Pourtant, quoique les soldats américains aient été impliqués dans la Première Guerre Mondiale, celle-ci n'a pas pu éviter la barbarie de la Deuxième Guerre Mondiale ni la dichotomie idéologique de la Guerre Froide. Le point important est que lorsqu'on a mis fin à cette série de guerres, l'histoire n'a pas manqué à se répéter. Ayant éliminé la menace communiste, les décideurs américains ont fait, de nouveau, entendre que l'intérêt national de l'Amérique était de soutenir la victoire de la démocratie. En fait, l'absence de la puissance soviétique et le renouveau de la capacité américaine, qui était en déclin relatif depuis la fin des années 1930, étaient perçus comme une opportunité historique pour concevoir un « nouvel ordre mondial » conforme à l'image américaine.

Au cours de la décennie 1990, cependant, les Américains se sont rendus compte du fait qu'ils étaient, eux aussi, strictement liés aux dynamiques du système international. La disparition de l'Union soviétique avait certes offert une opportunité importante pour l'Amérique, mais cela était également le cas pour les autres acteurs du système – ce qui est fini par souligner que les décideurs américains devaient adopter une politique plus rationnelle et plus compétitive pour garder la position stratégique américaine. En conséquence de cette nouvelle mentalité stratégique,

Washington, soutenu par la relance de ses capacités matérielles, a su finalement consolider son rôle de *leadership*, souffert de l'absence d'une menace commune.

Ainsi, à la veille des attentats de 11 septembre 2001, tandis que l'Europe se trouvait emprisonné en contradictions entre les politiques de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, les USA, par le biais de l'OTAN, se sont, à nouveau, révélés comme l'organisateur essentiel de la nouvelle structure de sécurité européenne. L'inévitabilité de cette posture était déjà apparente, car le rôle déclaratoire de l'Europe, quoique étonnant, n'était pas en mesure d'être satisfait par la capacité matérielle des ces pays – comme l'ont montré la guerre en Bosnie et au Kosovo. En relation avec ce sujet, il faut toutefois noter que plutôt que de résulter d'une insuffisance strictement matérielle, l'impuissance opérationnelle de l'Europe tirait son origine de l'incohésion politique des principaux acteurs européens qui a empêché, *in fine*, le déploiement d'une force assez efficace pour relever les défis critiques. C'est ce déséquilibre troublant entre le rôle déclaratoire et les capacités matérielles de l'Europe qui était à la base du renforcement du rôle de *leadership* de l'Amérique en Europe, mais il était également supporté par des modifications de rôles à savoir l'établissement de l'IESD, notamment.

D'autre part, la guerre au Kosovo qui avait défait le régime provoquant de Milosevic, causant tant de problèmes durant la décennie 1990, avait également déplacé la sphère d'influence traditionnelle de la Russie qui redevenait graduellement une puissance de taille. Le bipasse du Conseil de Sécurité de l'ONU – donc, de la Russie et de la Chine – avait souligné avec force que ces deux acteurs n'étaient pas vraiment considérés comme faisant partie du système politique international. Accompagné du projet de l'élargissement de l'OTAN, ce ton inutile a rapidement dégradé la position politique de la Russie qui a répondu par le déploiement des troupes russes à l'aéroport de Pristina et la suspension des mécanismes nés de l'Acte Fondateur. Donc, quoique les Etats-Unis aient empêché le révisionnisme géopolitique de la Russie, il ne serait pas erroné de dire qu'ils ont échoué à tenir compte des droits « légitimes » d'un des plus importants acteurs internationaux. Cette attitude qui ne pourrait pas être justifiée par l'absorption de l'excès de rôle russe n'est, en fait, guère autre chose que la divulgation des efforts américains quant au renforcement du rôle de *leadership* et de la politique d'« *enlargement* ».

Sur le front asiatique, les choses furent plus compliquées. Pour résumer, nous pouvons affirmer que les USA ont revitalisé leur alliance de sécurité avec le Japon, procédé au programme de la défense antimissile de théâtre et maintenu leur présence stratégique (« doctrine Nye ») afin de garder un œil sur la Chine. Pourtant, outre le renforcement de la position stratégique de l'Amérique, les décideurs américains avaient des missions aussi importantes que ce dernier. En tant que le leader actuel du système international, c'est aux Etats-Unis qu'incombèrent la tâche et la responsabilité d'adresser le déséquilibre systémique causé par la montée exponentielle de la Chine. Etant donné les mécanismes de ce défi, la logique de la Théorie dicte que la stabilité et l'équilibre de système seront améliorés si l'Amérique (et d'autres acteurs) relèvent avec succès le défi chinois et ce, en faisant des efforts d'adapter et d'ajuster le système pour incorporer un rôle relativement majeur pour la Chine, car, probablement, c'est cette dernière qui risque le plus de rivaliser la position stratégique américaine au 21^{ème} siècle.

Néanmoins, toujours allant de la perspective de la Théorie, nous reconnaissons que l'interaction dyadique n'est pas un argument suffisant pour garantir la paix dans une situation de déséquilibre systémique. C'est à ce point là que s'introduit le facteur nippon. En tant qu'un modèle économique et un fournisseur tant financier que technologique, le Japon est l'acteur clé de la Région Asie-Pacifique où il contribue à la modernisation des économies sous-développées. Donc, il est indispensable de tenir compte que la trajectoire future du cycle de puissance japonaise aurait une importance focale dans la politique d'Asie-Pacifique, car la culmination éventuelle de la montée des capacités matérielles du Japon – qui est passé au stade du ralentissement – peut porter atteinte à la stabilité régionale. Cette culmination qui pourrait emmener avec elle la remise en question de l'excès de rôle nippon qui, en revanche, risque d'être comblé par une Chine toujours insatisfaite. Pourtant, un point doit être fortement accentué. Bien que nous ne devons pas attendre de la part de la Chine qu'elle réduise l'étendue de son rôle déclaratoire, nous pouvons témoigner de l'adaptation d'une politique multilatérale plus compréhensive qui exclut l'option de la guerre. Non seulement une telle approche permettrait de sauvegarder la stabilité internationale, mais aussi elle faciliterait l'amélioration du rôle international de la Chine.

Pour ce qui est de l'Amérique, la montée des capacités matérielles américaines qui a marqué toute la décennie 1990, était toujours présente lorsque les attentats de 11 septembre ont frappé les territoires états-uniens. En fait, au bout d'une décennie, les Etats-Unis avaient rétabli un rôle politique international bien équilibré et clairement dominant. Une vision analytique du rôle états-unien nous prouve qu'il résulte notamment de l'amélioration des capacités matérielles américaines, des irrégularités systémiques telles que le déficit de rôle de l'Allemagne et du Japon, de la sous-représentation de la Chine et du manque d'une politique étrangère commune européenne. Toutefois, nous devons également tenir en compte que la prépondérance américaine de nos jours a une autre dimension de puissance : « *soft power* ». La supériorité des capacités matérielles états-uniennes – notamment des sources économiques et de la force militaire – est sûrement la condition *sine qua non* du *leadership* américain, mais l'histoire nous révèle qu'une telle supériorité matérielle a toujours eu la tendance de jeter les bases d'une intimidation politique qui tend à finir, en générale, par une politique de l'équilibre de la puissance. Si cela n'a pas été le cas pendant la période d'après-Guerre Froide, c'est en grande partie dû au « *soft power* » de l'Amérique qui émettait des signes de stabilité et de la paix. Parallèlement à cette posture bénigne, les autres acteurs internationaux ont reconnu, dans l'ère d'après-Guerre Froide, qu'ils avaient toujours besoins des USA pour maintenir l'équilibre international. Donc, nous pouvons en déduire que la position stratégique des Etats-Unis a découlé, au moins partiellement, du consentement de ses alliées de même que ses rivaux. Par conséquent, comme nous l'avons essayé de le montrer, la conséquence ultime de ce mémoire est que la politique étrangère américaine d'après-Guerre Froide a été un succès étonnant qui n'a pas seulement amélioré la position stratégique américaine, mais qui a également rendu la tension née du déséquilibre systémique moins vive.

En finissant ce mémoire, nous ressentons l'obligation indispensable de réitérer que, dans la perspective de la Théorie, la plus importante préoccupation prévisible du 21^{ème} siècle s'avère comme la question du rajustement paisible des rôles internationaux, notamment ceux qui reviennent à la Chine et la Russie. Pourtant, cette tâche qui incombe plutôt au *leadership* américain n'est pas le souci unique de la théorie. D'ailleurs, par nature, elle ne peut pas l'être, car, selon le contexte théorique, les cycles de puissance tendent à changer incessamment et les rôles doivent, d'une manière ou d'une autre, les suivre. Les changements d'après-11

septembre peuvent être un exemple considérable. Quoique les conséquences immédiates (le support sans précédent de la Russie et de la Chine pour la lutte antiterroriste, la mise en route de l'Article V de la Charte de l'OTAN, l'adoption de *The Antiterrorism Special Measures Law* par le Japon etc.) des attentats de 11 septembre aient marqué le zénith du « *soft power* » américain, l'attitude unilatérale et la militarisation de la politique étrangère américaine n'ont pas seulement causé l'affaiblissement du « *soft power* » américain, mais ils ont également déclenché une série de conséquences économiques de nature négative qui risquent de sérieusement altérer la trajectoire du cycle de puissance américaine. De tels changements structurels émergent de la loi inhérente à la Théorie selon laquelle la notion « changement » est la caractéristique essentielle des dynamiques systémiques qui ne se révèlent que dans le temps long. Ainsi, la Théorie postule que le changement est le trait fondamental du fonctionnement du système international qui n'est que relativement stable. En fait, cette vision ne peut pas être mieux expliquée qu'avec les mêmes propos de Héraclite d'Ephèse, le philosophe grec : « *Rien n'est permanent, sauf le changement* ».

BIBLIOGRAPHIE

A) OUVRAGES GENERAUX

- BATTISTELLA Dario, *Théories des Relations Internationales*, Paris, Presses de Sciences PO, 2003.
- BROWN Seyom, *The Faces of Power: Constancy and Change in United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, New York, Columbia University Press, 1994.
- BRZEZINSKI Zbigniew, *Out Of Control: Global Turmoil on the Eve of the Twenty-First Century*, New York, Scribner, 1993.
- CANBOLAT İbrahim S., *Almanya Dış Politikası : Ulusal Çıkar, Ulusal Birlik, Kamuoyu Tercihini Açısından İnceleme*, İstanbul, Alfa Basım Yayım, 2003.
- CHANDLER Lester V., *America's Greatest Depression 1929-1941*, New York, Harper & Row Publishers, 1970.
- CHERNOFF Fred, *After Bipolarity: The Vanishing Threat, Theories of Cooperation and the Future of the Atlantic Alliance*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998.
- CLINTON Bill, *My Life*, Londres, Arrow Books, 2005.
- CONNAUGHTON Richard, *Military Intervention and Peacekeeping: The Reality*, Burlington, VT : Ashgate, 2002.
- COPELAND Dale C., *The Origins of Major War*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.
- DANKS Catherine J., *Russian Politics and Society: An Introduction*, Harlow, Longman, 2001.
- DEDEOĞLU Beril, *Uluslararası Güvenlik ve Strateji*, İstanbul, Derin Yayınları, 2003.
- DORAN Charles F., *The Politics Of Assimilation: Hegemony and Its Aftermath*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971.
- DORAN Charles F., *Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

- FISHMAN Ted C., *Çin Inc.: Dünyanın Yeni Süper Gücünün Yükselişi ve Hem Dünya'ya Hem De Amerika'ya Meydan Okuyuşu*, İstanbul, Klan Yayınları, 2005.
- FUKUYAMA Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.
- GILPIN Robert, *U.S. Power and the Multinational Corporation: The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GILPIN Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge U.P, 1981.
- GILPIN Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN Robert, *The Challenge of Global Capitalism: The World Economy in the 21st Century*, Princeton NJ, Princeton U. P., 2000.
- GOLDSTEIN S. Joshua, *Long Cycles : Prosperity and War in the Modern Age*, New Haven, Yale University Press, 1988.
- GÜRKAYNAK Muharrem, *Avrupa'da Savunma ve Güvenlik*, Ankara, Asil Yayın, 2004.
- HEATON Herbert, *Avrupa İktisat Tarihi*, Ankara, Paragraf Yayınevi, 2005.
- HEUSER Beatrice, *Transatlantic Relations: Sharing Ideals and Costs*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1996.
- HOFFMANN Stanley, *World Disorders: Troubled Peace in the Post-Cold War Era*, Maryland, Rowman & Littlefield Publishers, 1998.
- HYBEL Alex Roberto, *Made By the USA: The International System*, New York, Palgrave, 2001.
- HYLAND William G, *Clinton's World : Remaking American Foreign Policy*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1999.
- JOHNSTON Douglas (éd), *Foreign Policy into the 21st Century: The U.S. Leadership Challenge*, Washington, Center for Strategic & International Studies, 1996.
- KAGAN Robert, *Cennet ve Güç: Yeni Dünya Düzeninde Amerika ve Avrupa*, İstanbul, Koridor Yayıncılık, 2005.
- KARACA R. Kutay, *Dünyadaki Yeni Güç Çin: Tek Kutuptan Çift Kutuba*, İstanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2003.

- KENNEDY Paul, *Büyük Güçlerin Yükseliş ve Çöküşleri: 1500'den 2000'e Ekonomik Değişme ve Askeri Çatışmalar*, Ankara, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 1998.
- KINDLEBERGER Charles P., *World Economic Primacy: 1500 to 1990*, New York, Oxford University Press, 1996.
- KNUTSEN Torbjørn L., *The Rise and Fall of World Orders*, New York, Manchester University Press, 1999.
- KRUGMAN Paul, *Bunalım Ekonomisinin Geri Dönüşü*, İstanbul, Literatür Yayıncılık, 2003.
- LEE Stephen J., *Avrupa Tarihinden Kesitler 1494-1789*, Ankara, Dost Kitabevi, 2004.
- LEFEBVRE Maxime, *Amerikan Dış Politikası*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005.
- LEPGOLD Joseph, *The Declining Hegemon: The United States and European Defense, 1960-1990*, New York, Praeger Publishers, 1990.
- MADDISON Angus, *The World Economy: A Millennial Perspective*, Paris, OECD, 2001.
- MEARSHEIMER John J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton & Company, 2001.
- MELANDRI Pierre, *Histoire des Etats-Unis depuis 1865*, Paris, Nathan, 2000.
- MORGENTHAU Hans J., *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1973.
- NIXON Richard, *Seize the Moment: America's Challenge in a One-Superpower World*, New York, Simon & Schuster, 1992.
- NIXON Richard, *Beyond Peace*, New York, Random House, 1994.
- NUECHTERLEIN Donald E., *America Recommitted: United States National Interests in a Restructured World*, Kentucky, The University Press of Kentucky, 1991,
- NYE Joseph S. Jr., *Le leadership Américain: quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992.
- NYE Joseph S. Jr., *Understanding International Conflicts : An Introduction to Theory and History*, New York, Longman, 1997.
- NYE Joseph S. Jr., *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, The Perseus Books Group, 1991.

- NYE Joseph S. Jr., *Amerikan Gücünün Paradoksu*, İstanbul, Literatür Yayıncılık, 2003.
- RUGGIE John Gerard, *Winning the Peace: America and World Order in the New Era*, New York, Columbia University Press, 1996.
- RYAN David, *US Foreign Policy in World History*, Londres, Routledge, 2000.
- SANDER Oral, *Siyasi Tarih: İlkçağlardan 1918'e*, Ankara, İmge Kitabevi, Ekim 2005.
- SERFATY Simon, *La Politique Etrangère des Etats-Unis de Truman à Reagan*, New York, Praeger Publishers, 1984.
- SICANDRI Pierre, *Histoire économique des Etats-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, 1995.
- STIGLITZ Joseph, *The Roaring Nineties: Why We're Paying The Price For The Greediest Decade in History*, Londres, Penguin Books, 2003.
- STRANGE Susan, *States and Markets*, Londres, Pinter, 1994.
- TAYLOR A.J.P, *English History: 1914-1945*, New York, Oxford University Press, 1975.
- TOW William T., *Asia-Pacific Strategic Relations: Seeking Convergent Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- VILBOUX Nicole, *Les Stratégies de Puissance Américaine*, Paris, Ellipses Edition, 2002.
- WALTZ Kenneth N., *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.
- WALTZ Kenneth N., *Man, the state and war: a theoretical analysis*, New York, Columbia U.P., 2001.

B) OUVRAGES SPECIFIQUES

Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, Washington D.C, US. Government Printing Office, 1989.

Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 1997.

Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2000.

Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2001.

Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2002.

Council of Economic Advisers, *Economic Report of the President*, Washington D.C, US. Government Printing Office, 2003

Executive Office of the President, *Historical Tables, Budget of The United States Fiscal Year 2004*, Washington, U.S Government Printing Office, 2003.

KISSANE Dylan, *Curves, Conflict and Critical Points: Rethinking Power Cycle Theory for the Twenty-First Century*, Centro Argentino de Estudios Internacionales, Working paper n° 9, 2005.

National Science Foundation, *Science & Engineering Indicators 2002*, Volume 2-Appendix Tables.

NATO, *NATO Handbook*, Nato Office of Information and Press, Bruxelles, Octobre 1995.

United Nations Economic Commission For Europe, *Economic Survey of Europe 2003 No. 2*, Décembre 2002.

U.S. Census Bureau, *Statistical Abstract of the United States: 2004-2005*, Washington D.C, 2004.

U.S. Department of State Bureau of Verification And Compliance, *World Military Expenditures and Arms Transfers 1998*, 2000.

U.S. President, *A National Security Strategy Of Engagement and Enlargement*, Washington, D.C, The White House, Février 1995.

The World Bank, *World Development Report 1999/2000*, Oxford University Press, 2000.

C) PERIODIQUES

- ALLEN Robert C., “The Rise and Decline of the Soviet Economy”, *The Canadian Journal of Economics*, Vol. 34, No. 4, Novembre 2001, pp. 859-881.
- ARI Bülent, “Avrupalılar Kozlarını Amerika Kıtası’nda Paylaştı”, *Doğu Batı*, No. 32, Mai-Juin-Juillet 2005, pp. 61-70.
- ARIBOĞAN Deniz Ülke, “Asya-Pasifikte Örgütlenme Çabalarına Bir Örnek; APEC”, in Deniz Ülke Arıboğan (éd), *Çin’in Gölgesinde Uzakdoğu Asya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2001, pp. 137-159.
- BELISSA Marc et LECLERQ Patrice, “The revolutionary period 1789-1802”, in Anja V. Hartmann et Beatrice Heuser (éd.), *War, Peace and World Orders in European History*, Londres, Routledge, 2001, pp. 203-213.
- BERGSTEN C. Fred, “America’s Two-Front Economic Conflict”, *Foreign Affairs*, Vol. 80, No. 2, Mars/Avril 2001, pp. 16-27.
- BORON Atilio A., “Towards a Post-Hegemonic Age ? The End of Pax Americana”, *Security Dialogue*, Vol. 25, No. 2, 1994, pp. 211-221.
- BURKETT Paul et HART-LANDSBERG Martin, “The Economic Crisis In Japan: Mainstream Perspectives and an Alternative View”, *Critical Asian Studies*, Vol. 35, No. 3, 2003, pp. 339-372.
- BÜYÜKAKINCI Erhan, “Uluslararası İlişkilerdeki Savaş İncelemelerinde “Tarih”in Metodolojik Araç Olarak Kullanımına Bir Bakış”, *Doğu Batı*, No. 24, 2003, pp. 83-103.
- COSSA Ralph A., “US Approaches to Multilateral Security and Economic Organizations in the Asia-Pacific”, in Rosemary Foot, et al., *US Hegemony and International Organizations: The United States and Multilateral Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2003, pp. 193-214.
- COX Michael, “American power before and after 11 September: dizzy with success?”, *International Affairs*, Vol. 78, No. 2, 2002, pp. 261-276.
- CRONIN Bruce, “The Paradox of Hegemony: America’s Ambiguous Relationship with the United Nations”, *European Journal of International Relations*, Vol. 7, No.1, 2001, pp. 103-129.
- CROUZET François, “The historiography of French economic growth in the nineteenth century”, *Economic History Review*, LVI, 2, 2003, pp. 215-242.

- DAVIDSON Jason et SUCHAROV Mira, «Peaceful power transitions: The historical cases », in Charles A. Kupchan, *Power in Transition: The Peaceful Change of International Order*, United Nations University Press, 2001, pp. 101-137.
- DEDEOĞLU Beril, “Çin ile Amerika Birleşik Devletleri Arasındaki İlişkilerin Gelişimi”, in Deniz Ülke Arıboğan (éd), *Çin’in Gölgesinde Uzakdoğu Asya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2001, pp. 319-358.
- DENG Yong, “Hegemon on the Offensive: Chinese Perspectives on US Global Strategy”, *Political Science Quarterly*, Vol. 116, No. 3, 2001, pp. 343-366.
- DENG Yong, et MOORE, Thomas, “China Views Globalization: Toward a New Great-power Politics ?”, *The Washington Quarterly*, Vol. 27, No. 3, Été 2004, pp. 117-136.
- DORAN Charles F., “Systemic Disequilibrium, Foreign Policy Role, and the Power Cycle”, *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 33, No. 3, Septembre 1989, pp. 371-401.
- DORAN Charles F., “*Quo Vadis ?* The United States’ Cycle of Power and its Role in a Transforming World”, in David Dewitt et al., *Building a New Global Order: Emerging Trends in International Security*, Toronto, Oxford University Press, 1993, pp. 12-39.
- DORAN Charles F., “Why Forecasts Fail: The Limits and Potential of Forecasting in International Relations and Economics”, *International Studies Review*, Vol. 1, No. 2, 1999, pp. 11-41.
- DORAN Charles F., “Confronting the Principles of the Power Cycle: Changing Systems Structure, Expectations, and War”, in Manus I. Midlarsky (éd.), *Handbook of War Studies II*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000, pp. 332-368.
- DORAN Charles F., “Economics, Philosophy of History, and the “Single Dynamic” of Power Cycle Theory: Expectations, Competition, and Statecraft”, *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, pp. 13-49.
- DORAN Charles F. et PARSONS Wes, “War and the Cycle of Relative Power”, *The American Political Science Review*, Vol. 74, No. 4, Décembre 1980, pp. 947-965.
- FREDERICK Suzanne Y., “The Anglo-German Rivalry, 1890-1914”, in William R. Thompson (éd.), *Great Power Rivalries*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999, pp. 306-336.

- GOLUB Philip S., "Imperial politics, imperial will and the crisis of US hegemony", *Review of International Political Economy*, Vol. 11, No. 4, Octobre 2004, pp. 763-786.
- GOULD David M., "Has NAFTA Changed North American Trade?", *Economic Review*, Federal Reserve Bank Of Dallas, First Quarter 1998, pp. 12-23.
- GRÁDA Gormac Ó., "Markets and Famines in Pre-Industrial Europe", *Journal of Interdisciplinary History*, Vol. 36, No. 2, Automne, 2005, pp. 143-166.
- HAASS Richard N., "Paradigm Lost", *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 1, Janvier 1995, pp. 43-58.
- HOLSTI K. J., "Power, Capability, and Influence in International Politics", in Charles W. Kegley, Jr. et Eugene R. Wittkopf (éd.), *The Global Agenda: Issues and Perspectives*, New York, McGraw-Hill, 1992, pp. 1-21.
- HUNTINGTON Samuel P., "The U.S. – Decline or Renewal?", *Foreign Affairs*, Vol. 67 No. 2, Hiver 88/89, pp. 76-96.
- HUNTINGTON Samuel P., "The Lonely Superpower", *Foreign Affairs*, Vol. 78, No.2, Mars/Avril 1999, pp. 35-49.
- KAISER Robert G., "The U.S.S.R in Decline", *Foreign Affairs*, Vol. 67 No. 2, Winter 88/89, pp. 97-113.
- KEOHANE Robert O., "Realism, Neorealism and the Study of World Politics", in Robert O. Keohane (éd.), *Neorealism and Its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986, pp. 1-26.
- KOHOUT Franz, "Cyclical, Hegemonic, and Pluralistic Theories of International Relations: Some Comparative Reflections on War Causation", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, pp. 51-66.
- LAHNEMAN William J., "Changing Power Cycles and Foreign Policy Role-Power Realignment: Asia, Europe and North America", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, pp. 97-101.
- LAYNE Christopher, "America as European Hegemon", *The National Interest*, No. 72, Été 2003, pp. 17-29.
- LEMOINE Françoise et KESENCİ, Deniz Ünal, "Chine: Spécialisation Internationale et Rattrapage Technologique", *Economie Internationale*, 92, 2002, pp. 11-40.

- LE PRESTRE Philippe G., "The United States: An Elusive Role Quest after the Cold War", in Philippe G. Le Prestre (éd.), *Role Quests in the Post-Cold War Era: Foreign Policies in Transition*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1997, pp. 65-87.
- LEVY Jack S., "Declining Power and the Preventive Motivation for War", *World Politics*, Vol. 40, No. 1, Octobre 1987, pp. 82-107.
- LUNDESTAD Geir, "'Empire by Invitation' in the American Century", *Diplomatic History*, Vol. 23, No. 2, 1999, pp. 189-217.
- MANGOTT Gerhard, "Dizlerinin üzerine çöken dev: Rusya'nın küresel rolü üzerindeki yapısal kısıtlamalar", in Yılmaz Tezkan (éd.), *Kadim Komşumuz Yeni Rusya*, İstanbul, Ülke Kitapları, 2001, pp. 64-93.
- MEARSHEIMER John J., "The Future of American Pacifier", *Foreign Affairs*, Septembre/Octobre 2001, pp. 46-61.
- MEARSHEIMER John J., "Hearts and Minds", *The National Interest*, Automne 2002, pp. 13-16.
- NYE Joseph S. Jr., "The Changing Nature of World Power", *Political Science Quarterly*, Vol. 105, No. 2, Été 1990, pp. 177-192.
- NYE Joseph S. Jr., "What New World Order ? ", *Foreign Affairs*, Vol. 71, No. 2, Printemps 1992, pp. 83-96.
- OFER Gur, "Soviet Economic Growth: 1928-1985", *Journal of Economic Literature*, Vol. 25, No. 4, 1987, pp. 1767-1833.
- POSEN Barry R., "Command of the Commons: The Military Foundation of U.S. Hegemony", *International Security*, Vol. 28, No. 1, Été 2003, pp. 5-46.
- RUGGIE John Gerard, "Third Try at World Order ? America and Multilateralism after the Cold War", *Political Science Quarterly*, Vol. 109, No. 4, 1994, pp. 553-570.
- RULE John C., "The Enduring Rivalry of France and Spain ca. 1462-1700", in William R. Thompson (éd.), *Great Power Rivalries*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999, pp. 31-59.
- SADLEIR David, "A Study in Harmony: The Great Powers in Asia and the Pacific", *Global Change, Peace & Security*, Vol. 17, No. 3, Octobre 2005, pp. 299-313.
- SCHMIDT Gustav, "Asia, Europe, North America, and the 'Asian Capitalist Miracle': Changing 'Power Cycles' and Evolving Roles in Regional and International Structures", *International Political Science Review*, Vol. 24, No. 1, 2003, pp. 67-81.

- SCHMIEGELOW Henrik et SCHIEGELOW Michèle, “How Japan Affects the International System”, *International Organization*, Vol. 44, No. 4, Automne 1990, pp. 553-588.
- SEN Gautam, “The United States and the GATT/WTO System”, in Rosemary Foot, et al., *US Hegemony and International Organizations: The United States and Multilateral Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2003, pp. 115-138.
- SINGER J. David, “The Level-of-Analysis Problem in International Relations”, *World Politics*, Vol. 14, No. 1, Octobre 1961, pp. 77-92.
- SIROËN Jean-Marc, “L’Unilatéralisme des Etats-Unis”, *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2000, pp. 570-582.
- ŞAYLIMAN Rami et ŞAYLIMAN Çiğdem, “Rusya’nın Avrupa Güvenliğindeki Konumu”, in Erhan Büyükkacı (éd.), *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Ankara, Phoenix Yayınevi, 2004, pp. 293-308.
- TAYLOR Mark Z., “Dominance through Technology: Is Japan Creating a Yen Bloc in Southeast Asia?”, *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 6, Novembre/Décembre 1995, pp. 14-20.
- VAISSE Maurice, “1945, le tournant du XX^e siècle ?”, *Politique Etrangère*, Vol. 3, No. 4, 2000, pp. 875-886.
- WALLANDER Celeste A., “Lost and Found: Gorbachev’s ‘New Thinking’”, *The Washington Quarterly*, Vol. 25, No. 1, pp. 117-129.
- WALTZ Kenneth N., “Structural Realism after the Cold War”, *International Security*, Vol. 25, No. 1, Été 2000, pp. 5-41.
- WOHLFORTH William C., “The Stability of a Unipolar World”, *International Security*, Vol. 24, No. 1, Été 1999, pp. 5-41.
- YOON Young-Kwan, “Introduction: Power Cycle Theory and the Practice of International Relations”, *International Political Science Review*, Vol. 24, No.1, 2003, pp. 5-12.

D) SOURCES D'INTERNET

CIA, *The World Factbook*, 1999,
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/index.html>

CIA, *The World Factbook*, 2000,
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/index.html>

CIA, *The World Factbook*, 2001,
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/index.html>

Correlates of War Project, *National Material Capabilities V3.02*, 2005,
www.correlatesofwar.org.

InflationData,
http://inflationdata.com/Inflation/Inflation_Rate/HistoricalInflation.aspx.

OECD, *Factbook 2005*, <http://puck.sourceoecd.org/factbookpdfs/06-01-02.pdf>.

Stockholm International Peace Research Institute,
<http://www.sipri.org/contents/webmaster/databases>.

U.S Bureau of Labour Statistics, http://www.bls.gov/cps/prev_yrs.htm

ANNEXES
A-1
LA MODELISATION DE L'ETUDE DE LA
THEORIE DE CYCLE DE PUISSANCE
Résumée à partir des explications de Charles F. Doran²⁰⁶

Afin de pouvoir déterminer les courbes de cycle de puissance et d'en tirer les points critiques, nous avons suivi, conformément à ce qui est prescrit par les fondateurs de même que les opérateurs de la théorie de cycle de puissance, quelques étapes bien définitives qui sont énumérées ci-dessous :

1. Le calcul des parts relatives de tout acteur pour chaque indicateur

Le cycle de puissance d'un quelconque acteur correspond à la part relative de l'acteur en question par rapport au total de la part systémique. Donc, la comparaison est faite entre l'acteur et le système. Si la croissance absolue de l'acteur est plus grande que celle systémique, nous en déduisons que l'acteur a une croissance relative plus grande. En vue d'obtenir la part relative totale d'un acteur, nous devons d'abord calculer les parts relatives pour chaque indicateur. Pour ce faire, nous diviserons la part de l'acteur par la somme totale du système (y compris la part de l'acteur) et multiplierons, en suite, le résultat par 100 et ce, pour obtenir un pourcentage.

A titre d'exemple, supposons que la quantité totale de la production de fer et d'acier touche à 10.000 pour un temps t et que les acteurs X, Y et Z ont obtenu une capacité de production de 2.000, 3.000 et 5.000, respectivement. Alors, les parts relatives des acteurs s'avèrent, dans l'ordre alphabétique, comme 20 %, 30 % et 50 %.

²⁰⁶ Charles F. Doran, "Systems in Crisis: New imperatives of high politics at century's end", *op.cit.*, pp. 260-267.

2. Le calcul des parts relatives annuelles de tout acteur

Pour obtenir la part relative annuelle d'un acteur, tout ce dont nous avons besoin est de répéter, pour tous les indicateurs, l'opération que nous avons expliquée ci-dessus et d'additionner les résultats et, puis, de diviser le total ainsi obtenu par le nombre d'indicateurs incorporés, soit 5.

Toujours à titre d'exemple, présumons que, l'acteur X a eu les suivantes bénéfiques systémiques: 20 % de la production de fer et d'acier, 18 % de la population, 14 % de la grandeur des forces armées, 12 % de la consommation d'énergie, et 11 % du taux d'urbanisation. La part relative totale de l'acteur X en temps t est égal à $(20+18+14+12+11)/5$, donc à 15 %. En répétant cette opération pour toutes les années et pour tous les acteurs, nous obtenons les données nécessaires pour ajuster les courbes de cycle de puissance.

3. L'ajustement de courbe

Ce stade est la phase la plus importante et voire la plus difficile, car il est strictement lié à l'exploitation des données. Nous avons, pour ce faire, deux différentes méthodes. Celui de Doran est extrêmement spécifique et outre d'exiger des connaissances mathématiques très approfondies, nécessite des dizaines de lignes de paramètres. La formule est comme suit :

$$P_t = \frac{k}{1 + m \cdot \exp [F(t)]} + d$$

P_t , c'est-à-dire la puissance relative d'un acteur en temps t , est obtenu par une série d'opération mathématique extrêmement complexe où $(k+d)$ et d représentent le point maximum et le minimum, respectivement, des données indicatrices d'un acteur. $F(t)$ est une fonction non-linéaire alors que m est le paramètre de regression qui est déterminé lors du trajet.

Par contre, celle proposée par Brock Tessman et Dylan Kissane est relativement plus facile à exécuter et, donne, cependant, le même résultat. La formule qu'il suggère est une simple application d'une polynomiale de troisième ordre qui est comme suit :

$$P_t = c + b_1 t + b_2 t^2 + b_3 t^3$$

Où c est la constante; b_1 , b_2 et b_3 sont les coefficients de regression (l'axe Y) et t , t^2 et t^3 sont les fonctions des variables du temps (l'axe X).

Nous avons choisi de ne pas vous présenter les codes, paramètres etc. qui seront simplement inutiles. Au lieu, nous allons exposer ci-dessous les courbes que nous avons eues par l'application séparée des deux méthodes. Les résultats sont identiques, car, quoique différentes, les deux méthodes renferment le même essentiel : une polynomiale de troisième ordre. La différence secondaire est que la méthode employée par Doran comprend des asymptotes tant supérieure qu'inférieure qui ont la tâche de limiter le haut et le bas de la courbe de cycle de puissance. Pourtant, l'absence de ces asymptotes ne change rien sur l'aspect de la courbe à moins que nous désirions de manipuler les hauts et les bas de la courbe. Par conséquent, afin de faciliter le processus et de ne pas créer des points confus, nous adoptons la méthode qu'emploient Tessman et Kissane.²⁰⁷

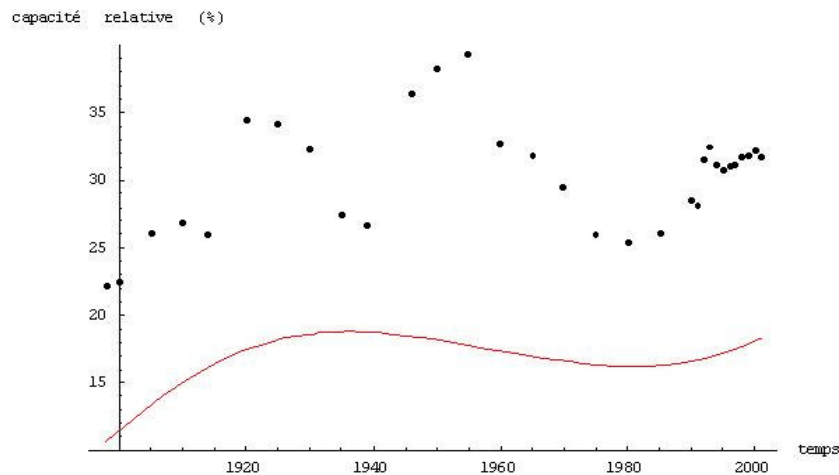


Figure A.1. Courbe de puissance américaine selon la méthode de Doran²⁰⁸

²⁰⁷ Pour plus de détails à propos de la méthode que suggère Kissane, veuillez consulter Dylan Kissane, **Curves, Conflict and Critical Points: Rethinking Power Cycle Theory for the Twenty-First Century**, Centro Argentino de Estudios Internacionales, Working paper n° 9, 2005, pp. 142-143. Nous voulons souligner, à cette occasion, que Tessman nous a personnellement recommandé d'employer la méthode reformulée, dépourvue de la complexité mathématique.

²⁰⁸ Cette figure, qui exige des opérations mathématiques de nature complexe, est obtenue avec le logiciel *Mathematica* et ce, grâce aux aides personnelles de Ercan Gürvit, un expert en mathématique.

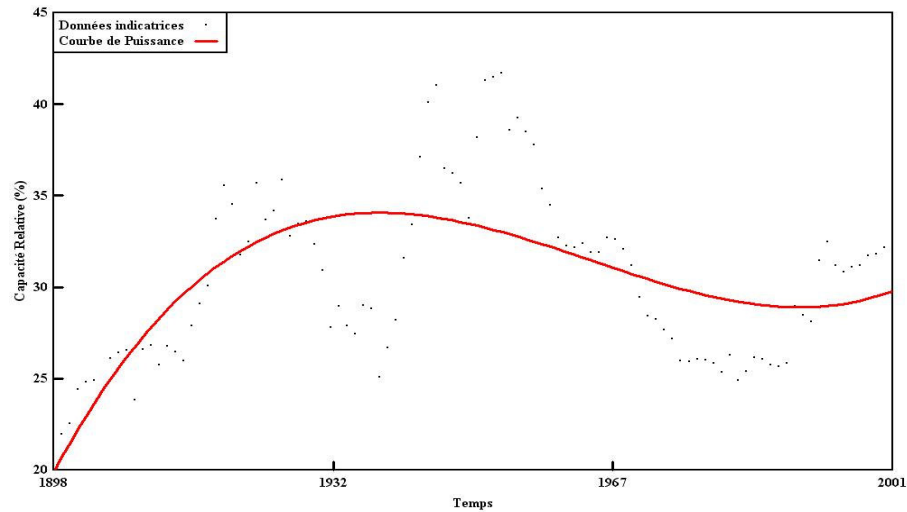


Figure A.2. Courbe de puissance américaine selon la méthode de Tessman et Kissane²⁰⁹

4. La détermination des points critiques

Les points critiques sont l'essentiel de la théorie de cycle de puissance sans lesquels la théorie ne serait se justifier. Comme nous l'avons noté, les points critiques comprennent d'une part le maximum et le minimum (les points de virage) de la courbe de puissance relative elle-même et de l'autre, les points d'inflexion qui sont, également, le maximum et le minimum de la courbe de la dérivée première (voir la figure A.3). Pour trouver les points critiques, nous devons obtenir les valeurs des dérivées premières (pour les points de virage) et secondaires (pour les points d'inflexion) et pour ce faire, nous n'avons qu'à dériver la courbe de puissance relative par dy/dx (pour les points de virage) et d^2y/dx^2 (pour les points d'inflexion). Lorsque la dérivée première est égale à 0, qui signifie l'horizontalité de la tangente, cela veut dire qu'il existe un point de virage. De même, lorsque la deuxième dérivée s'égalise à 0, nous obtenons les points d'inflexion. Cependant, notez qu'il n'existe aucune obligation théorique pour qu'une courbe de puissance relative ait, sur soi, tous les points critiques, car cela dépend uniquement de la performance de la croissance absolue et relative de l'acteur en cause.

²⁰⁹ Cette figure, quant à elle, est obtenue avec le logiciel *Datafit*.

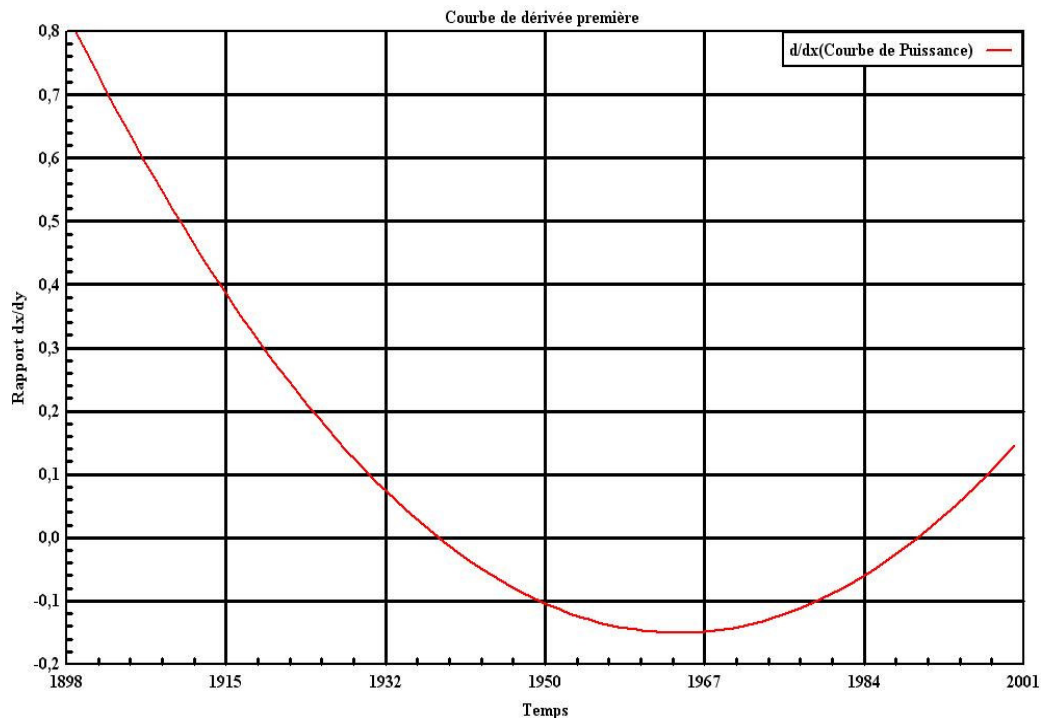


Figure A.3. Courbe de dérivée première de la courbe de puissance américaine

A-2

LES DONNEES INDICATRICES DE CAPACITE

Avant de révéler les données indicatrices de capacité, nous jugeons qu'il est nécessaire de souligner quelques points importants qui doivent être tenus en compte dans tout stade de compréhension, d'étude et de critique. Premièrement, nous vous signalons que le tableau ci-dessous ne reflète que la phase définitive de certaines démarches de nature quantitative. Au lieu de fournir toutes les données relatives aux indicateurs et d'obliger les lecteurs à faire les calculs nécessaires, nous avons conclu qu'il serait plus approprié de faire ces calculs et d'en présenter les résultats (voir le tableau A.1). Deuxième point à considérer est l'origine de ces données. Notez, dans ce cadre, que nous avons essayé, autant que possible, de nous référer à un minimum de ressources et ce, pour conserver la cohésion et l'intégralité des données en question. A cette fin, nous avons pris toutes les données, excepté celles relatives au PIB per capita, du *COW Project*. Quant aux données sur le PIB per capita, nous avons eu deux ressources : « *The World Economy: A Millennial Perspective* » de Angus Maddison et les volumes (1999-2001) de *CIA Handbook*.²¹⁰ Finalement, nous voulons attirer votre attention sur le fait de l'absence de quelques données dans le registre du *COW Project*. Précisément, pour l'Allemagne, nous n'avons aucune donnée indicatrice pour la période 1946-1954 ; de même, la période 1946-1951 ne nous affiche aucune donnée concernant la capacité japonaise. Du côté de la France, l'année 1943 est une année vierge qui reste indéfinie. La solution que nous avons retenue pour ces absences consiste à faire continuer la progression ascendante et descendante. Donc, sauvegarder la linéarité. Pour ce faire, par exemple, nous avons divisé équitablement la différence entre les valeurs des dates 1942 et 1944 et ce, pour pouvoir estimer la valeur de la date 1943. Pour ce qui est des longues périodes telles que la période 1946-1955 pour l'Allemagne, nous avons essayé de nous confirmer à l'orientation linéaire des données. A titre d'exemple, supposez que les valeurs des données sont 5300 pour 1945 et 1757856 pour 1955. La solution que nous avons proposée est de faire suivre le chemin graduel. Ainsi la méthode à adopter se formule comme suit : (1) trouver la différence entre 1757856 et 5300 ; et (2) échelonner celle-ci afin d'obtenir des intervalles équitables.

²¹⁰ CIA, *The World Factbook*, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/index.html>.

	USA	G.B.	FR	DEU	A-H	ITA	RUS/USSR	JAPON	CHINE
1816		44,58	13,89	7,97	11,82		21,74		
1817		43,53	14,20	8,19	12,15		21,92		
1818		43,94	14,57	8,30	12,02		21,17		
1819		43,28	15,23	8,04	12,70		20,75		
1820		43,46	15,06	7,66	12,18		21,64		
1821		43,69	14,64	7,07	11,74		22,86		
1822		42,93	15,41	7,05	11,60		23,01		
1823		44,13	16,10	7,20	11,96		20,61		
1824		44,74	14,99	6,81	11,13		22,33		
1825		44,92	15,08	6,89	11,33		21,79		
1826		44,60	15,90	7,31	12,26		19,93		
1827		45,16	15,43	7,04	11,63		20,74		
1828		45,31	15,75	7,07	11,69		20,18		
1829		45,02	15,39	6,84	11,21		21,55		
1830		44,30	16,07	6,83	11,11		21,68		
1831		43,68	16,44	7,46	11,05		21,37		
1832		43,97	15,92	7,59	10,86		21,66		
1833		44,60	15,73	7,55	10,69		21,43		
1834		44,61	16,01	7,54	11,01		20,82		
1835		45,33	16,44	7,48	10,90		19,85		
1836		44,25	15,67	7,90	10,58		21,60		
1837		44,53	16,89	8,41	11,63		18,54		
1838		44,94	16,68	8,75	11,69		17,94		
1839		45,58	16,34	8,30	11,97		17,81		
1840		46,02	17,53	8,15	10,43		17,86		
1841		45,14	17,96	8,26	10,92		17,72		
1842		43,62	17,87	8,70	11,60		18,21		
1843		43,86	17,18	8,57	11,98		18,42		
1844		45,31	16,53	8,49	11,45		18,21		
1845		46,54	16,30	8,48	10,69		17,99		
1846		45,96	17,00	8,68	10,68		17,68		
1847		44,94	17,53	8,60	10,50		18,43		
1848		46,79	16,70	8,65	11,77		16,09		
1849		47,04	16,52	8,37	10,99		17,07		
1850		46,63	15,80	8,35	10,89		18,32		
1851		46,68	16,00	9,23	12,05		16,03		
1852		46,17	15,74	9,14	11,72		17,23		
1853		45,44	16,55	9,10	11,90		17,01		
1854		44,89	16,51	8,87	11,28		18,45		
1855		44,44	17,55	8,78	9,68		19,54		
1856		44,02	16,97	9,18	9,29		20,54		
1857		44,01	18,05	9,55	10,62		17,77		
1858		43,95	17,40	10,02	11,02		17,62		
1859		44,92	17,75	9,54	10,36		17,43		
1860		43,55	17,90	9,84	8,59	4,36	15,76		
1861		41,30	17,42	10,03	8,18	7,13	15,94		
1862		41,08	17,97	10,71	8,49	7,14	14,62		
1863		41,15	16,97	10,82	8,33	7,63	15,10		
1864		40,26	16,27	11,00	8,15	7,90	16,42		
1865		40,66	17,04	11,94	8,53	7,08	14,75		

1866	40,58	16,88	12,13	8,18	7,41	14,83	
1867	40,04	16,85	12,56	7,86	8,79	13,90	
1868	39,41	16,69	13,89	7,96	7,77	14,28	
1869	39,29	16,73	14,13	8,01	6,99	14,86	
1870	40,15	15,67	13,98	8,12	6,72	15,36	
1871	39,51	16,06	17,19	7,29	7,23	12,72	
1872	38,96	15,16	15,81	7,98	6,72	15,37	
1873	38,18	15,75	16,07	8,27	6,52	15,21	
1874	38,07	15,52	16,00	8,21	6,64	15,55	
1875	38,14	15,46	16,03	8,17	6,60	15,59	
1876	38,32	15,54	15,94	7,87	6,40	15,93	
1877	38,45	15,61	16,05	7,84	6,34	15,70	
1878	37,48	15,13	15,97	7,59	6,48	17,36	
1879	37,29	15,51	16,91	7,97	6,39	15,93	
1880	37,26	15,51	16,94	7,74	6,33	16,23	
1881	37,04	15,64	17,13	7,77	6,30	16,12	
1882	36,44	15,72	17,59	7,87	6,22	16,16	
1883	36,09	15,39	18,10	8,30	6,27	15,85	
1884	35,45	15,13	18,67	8,25	6,70	15,80	
1885	35,30	14,63	19,10	8,43	6,69	15,85	
1886	35,12	14,56	19,23	8,49	6,63	15,98	
1887	34,93	14,25	19,81	8,36	6,62	16,03	
1888	34,49	14,45	19,99	8,20	6,56	16,32	
1889	34,29	14,52	20,19	8,25	6,67	16,08	
1890	33,34	14,88	20,34	8,73	6,61	16,10	
1891	32,83	14,79	20,87	8,63	6,56	16,33	
1892	32,25	14,54	21,35	8,77	6,43	16,66	
1893	31,36	14,77	22,02	8,85	6,43	16,57	
1894	30,65	13,79	20,94	8,16	5,91	15,95	4,60
1895	30,28	13,34	20,70	8,17	5,66	16,47	5,39
1896	30,07	13,62	21,16	8,11	5,63	16,64	4,78
1897	29,41	13,58	21,36	8,07	5,68	16,81	5,08
1898	22,17	20,75	10,80	16,04	6,50	5,16	14,05 4,54
1899	21,98	20,56	10,78	16,25	6,44	4,91	14,53 4,54
1900	22,53	19,44	9,99	16,94	6,33	4,78	15,32 4,67
1901	24,42	18,91	9,56	16,20	6,18	4,73	15,14 4,85
1902	24,82	18,39	9,42	16,52	6,12	4,80	15,01 4,93
1903	24,88	17,47	9,58	16,97	6,09	4,80	15,20 5,00
1904	24,34	17,33	9,55	17,22	6,18	4,78	15,52 5,08
1905	26,12	16,23	8,60	15,87	5,69	4,44	18,12 4,92
1906	26,43	16,34	9,27	16,76	6,04	4,79	15,05 5,31
1907	26,54	15,89	9,28	16,94	6,11	4,56	15,31 5,37
1908	23,82	15,96	9,46	17,93	6,58	4,66	16,16 5,43
1909	26,61	15,32	9,19	16,65	6,12	4,72	16,03 5,37
1910	26,83	15,01	9,21	16,71	6,21	4,72	15,84 5,46
1911	25,73	15,49	9,18	17,07	6,05	4,83	16,25 5,40
1912	26,77	15,29	8,84	16,81	6,00	5,20	15,76 5,33
1913	26,48	15,52	8,83	17,66	6,15	4,72	15,19 5,45
1914	25,98	15,91	8,59	17,03	7,67	4,76	14,67 5,39
1915	27,89	17,28	8,54	15,35	7,20	5,73	13,29 4,71
1916	29,09	16,44	8,38	15,46	4,41	5,41	16,13 4,67

1917	30,07	16,48	8,46	16,08	4,13	5,38	14,54	4,86
1918	33,71	16,38	8,41	17,82	3,34	5,51	9,75	5,08
1919	35,57	17,48	10,64	11,87		8,38	10,17	5,88
1920	34,54	15,85	9,98	11,67		6,38	15,55	6,02
1921	31,77	13,69	7,91	14,68		4,83	20,96	6,17
1922	32,49	14,47	8,35	13,64		5,09	19,65	6,30
1923	35,68	14,99	8,95	10,75		5,63	17,31	6,68
1924	33,67	16,06	10,84	12,98		7,29	11,46	7,70
1925	34,18	15,26	10,80	13,26		6,78	11,93	7,79
1926	35,85	12,88	11,05	12,97		6,97	12,46	7,82
1927	32,79	15,16	10,95	13,75		6,93	12,77	7,65
1928	33,48	14,57	10,85	13,17		7,00	13,07	7,86
1929	33,59	14,46	10,29	13,16		7,06	13,35	8,08
1930	32,33	14,33	10,81	12,87		7,24	14,17	8,24
1931	30,92	14,39	11,49	12,48		7,15	15,16	8,42
1932	27,81	15,16	11,16	12,33		7,55	16,28	9,72
1933	28,95	14,37	10,34	11,99		7,15	17,76	9,44
1934	27,87	14,15	9,39	14,00		6,82	18,25	9,53
1935	27,45	12,91	8,22	14,28		10,31	18,03	8,79
1936	29,02	12,88	8,55	14,97		5,92	19,52	9,14
1937	28,83	12,74	8,32	14,75		6,39	19,90	9,08
1938	25,09	12,65	8,11	17,06		6,45	21,28	9,36
1939	26,69	11,90	7,00	20,53		5,73	18,09	10,07
1940	28,22	11,84	10,47	16,34		6,07	18,45	8,60
1941	31,57	12,17	4,91	18,57		6,46	16,17	10,13
1942	33,42	12,52	4,91	17,12		6,79	15,65	9,58
1943	37,12	12,82	4,20	16,47		5,04	14,82	9,53
1944	40,10	13,67	4,63	15,68			15,49	10,43
1945	41,03	13,58	4,60	12,38			18,26	10,14
1946	36,47	13,72	5,78	15,35			15,50	13,17
1947	36,23	12,67	6,00	15,47			16,32	13,31
1948	35,70	12,25	6,23	15,27			17,73	12,81
1949	33,79	12,47	6,75	14,91			20,24	11,83
1950	38,19	10,08	6,47	9,91			19,27	4,34
1951	41,32	9,66	6,56	8,56			18,25	4,06
1952	41,48	9,73	6,74	8,30			18,14	4,10
1953	41,71	9,62	6,46	7,93			18,64	4,15
1954	38,59	9,97	6,73	8,13			20,61	4,25
1955	39,26	9,55	6,55	7,64			20,93	4,24
1956	38,50	9,36	6,79	7,81			20,41	4,43
1957	37,78	9,16	6,82	7,97			20,67	4,64
1958	35,36	8,99	6,95	7,89			22,20	4,73
1959	34,49	8,56	6,65	8,34			22,23	5,02
1960	32,72	8,80	6,73	8,60			22,62	5,47
1961	32,25	8,58	6,82	8,60			23,76	6,18
1962	32,16	8,24	6,83	8,66			24,48	6,21
1963	32,38	8,27	6,85	8,53			23,82	6,51
1964	31,89	8,23	6,86	8,58			23,50	6,89
1965	31,89	8,12	6,81	8,40			23,45	6,91
1966	32,71	7,79	6,66	7,99			22,85	7,33
1967	32,61	7,39	6,69	7,85			23,03	8,31

1968	32,09	7,25	6,55	7,90	23,47	8,64	14,10
1969	31,18	7,03	6,59	8,00	23,22	9,34	14,66
1970	29,43	6,96	6,63	7,92	23,55	9,93	15,58
1971	28,43	6,85	6,69	7,83	24,51	9,99	15,70
1972	28,24	6,80	6,74	7,91	24,35	10,21	15,75
1973	27,68	6,76	6,81	8,09	24,02	10,85	15,80
1974	27,18	6,52	6,87	8,29	24,69	10,73	15,72
1975	25,96	6,51	6,73	7,83	26,21	10,63	16,13
1976	25,94	6,42	6,82	7,89	26,29	10,56	16,08
1977	26,07	6,28	6,78	7,71	26,42	10,46	16,30
1978	26,02	6,29	6,82	7,78	26,12	10,27	16,70
1979	25,83	6,47	6,94	8,06	25,70	10,64	16,35
1980	25,36	6,19	7,00	8,03	26,23	10,85	16,35
1981	26,28	6,14	6,63	7,58	26,47	10,55	16,35
1982	24,89	6,03	6,48	7,41	27,38	10,97	16,83
1983	25,38	6,08	6,23	7,28	27,38	10,63	17,02
1984	26,15	5,82	6,07	7,19	27,09	10,84	16,84
1985	26,08	5,97	5,88	7,05	27,66	10,81	16,55
1986	25,73	6,02	5,97	7,03	27,61	10,69	16,95
1987	25,66	6,22	5,97	6,97	27,43	10,61	17,15
1988	25,83	6,16	5,97	7,03	26,97	10,81	17,24
1989	28,94	6,42	6,13	7,26	22,37	11,36	17,51
1990	28,47	6,65	6,61	7,94	20,91	11,74	17,68
1991	28,10	6,53	6,99	8,49	16,93	13,08	19,87
1992	31,46	7,13	7,06	8,67	11,28	13,18	21,22
1993	32,47	6,90	7,06	8,61	9,75	13,32	21,88
1994	31,18	6,86	7,14	8,52	11,03	13,16	22,11
1995	30,84	6,82	7,25	8,68	10,71	13,26	22,43
1996	31,08	6,98	7,22	8,52	10,08	13,09	23,02
1997	31,17	7,08	7,46	8,65	9,43	13,29	22,92
1998	31,70	7,18	7,58	8,70	8,94	12,67	23,23
1999	31,82	6,97	7,43	8,69	8,98	12,56	23,56
2000	32,18	6,80	7,22	8,57	8,94	12,86	23,42
2001	31,79	6,54	6,96	8,26	9,68	12,36	24,41

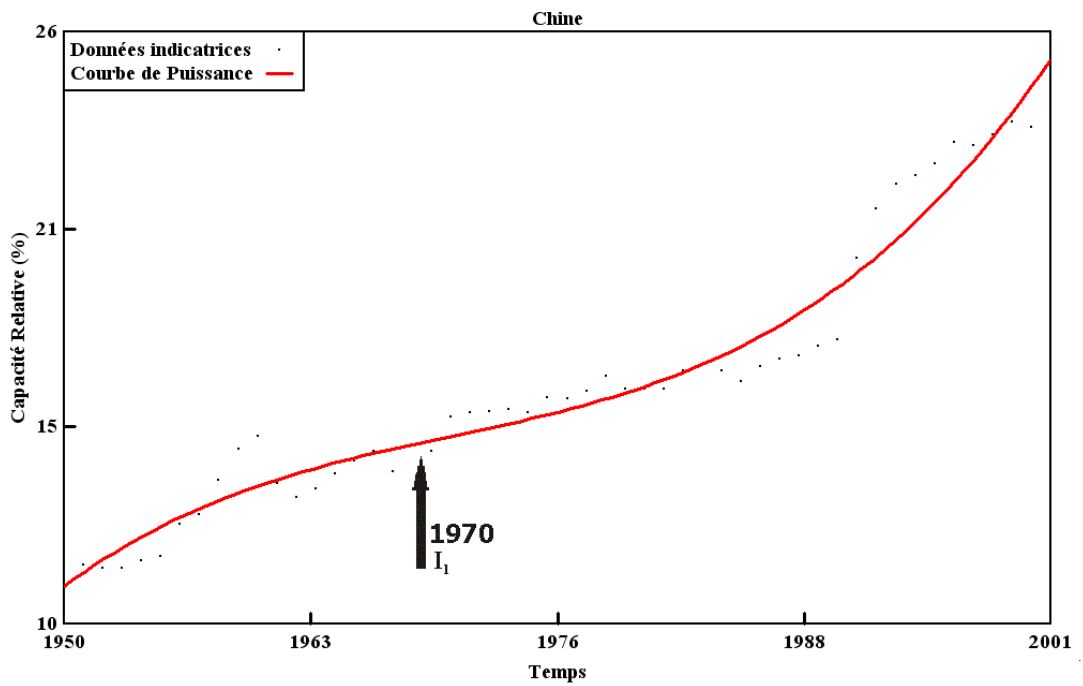
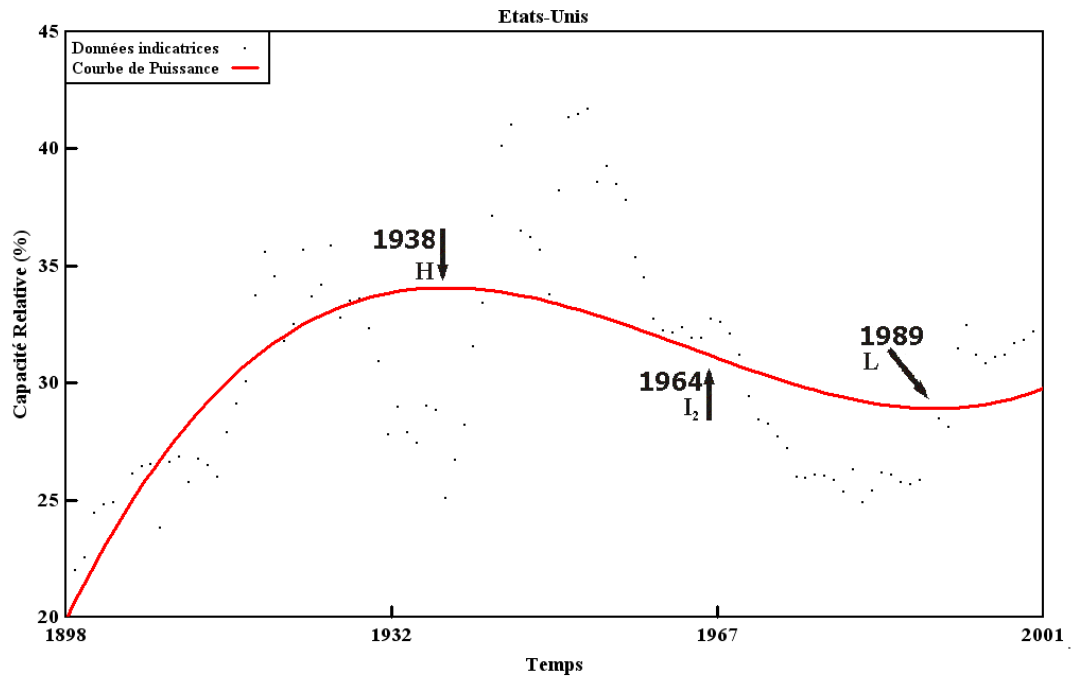
Tableau A.1. Les données indicatrices des cycles de puissance

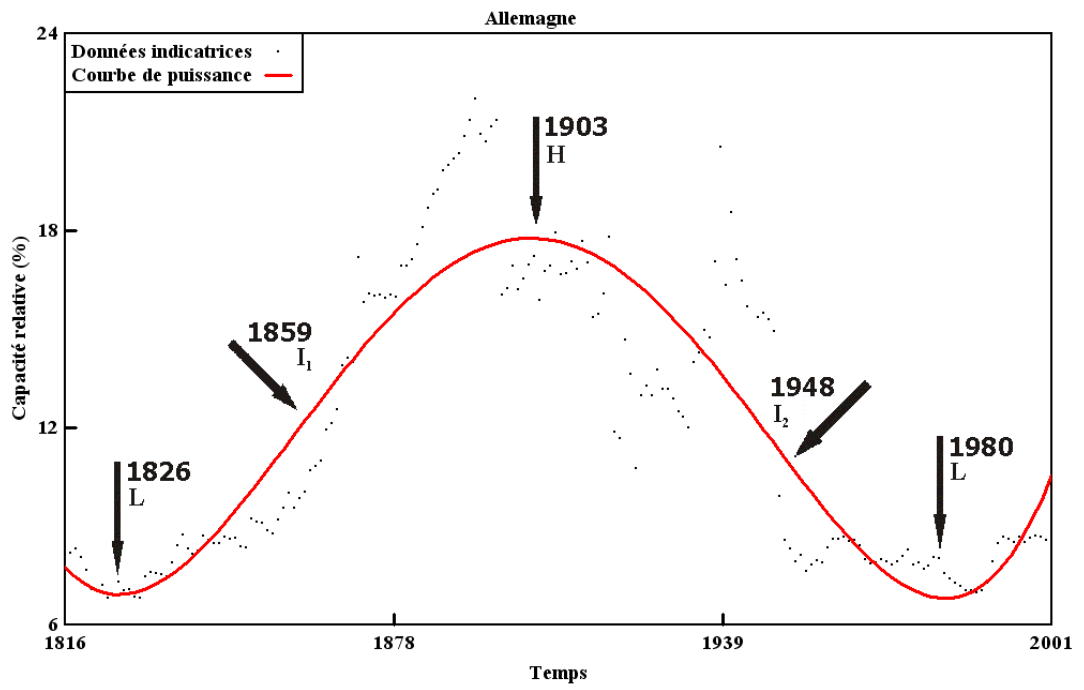
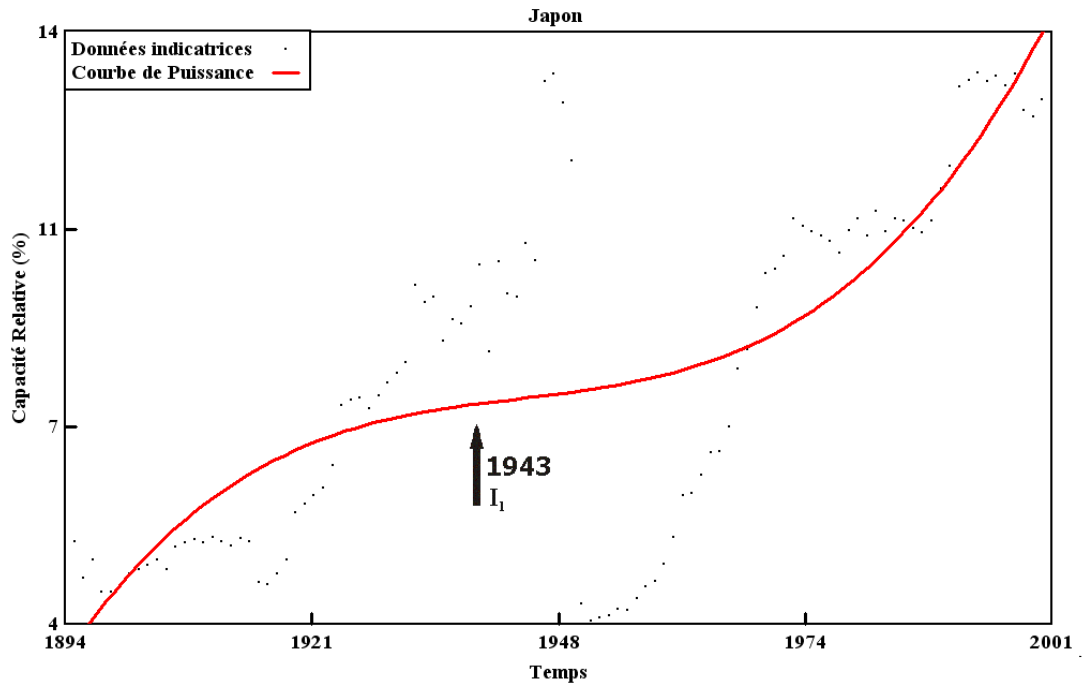
Source: Cow Project, National Material Capabilities v032;
Angus Maddison, *op.cit.*; CIA Handbook.

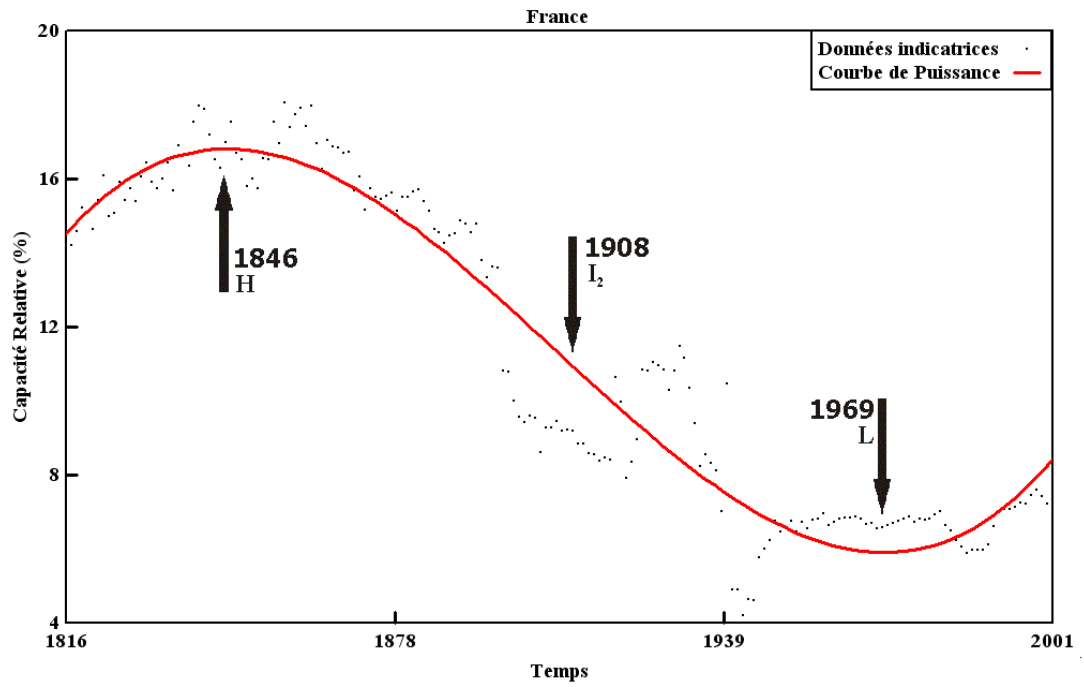
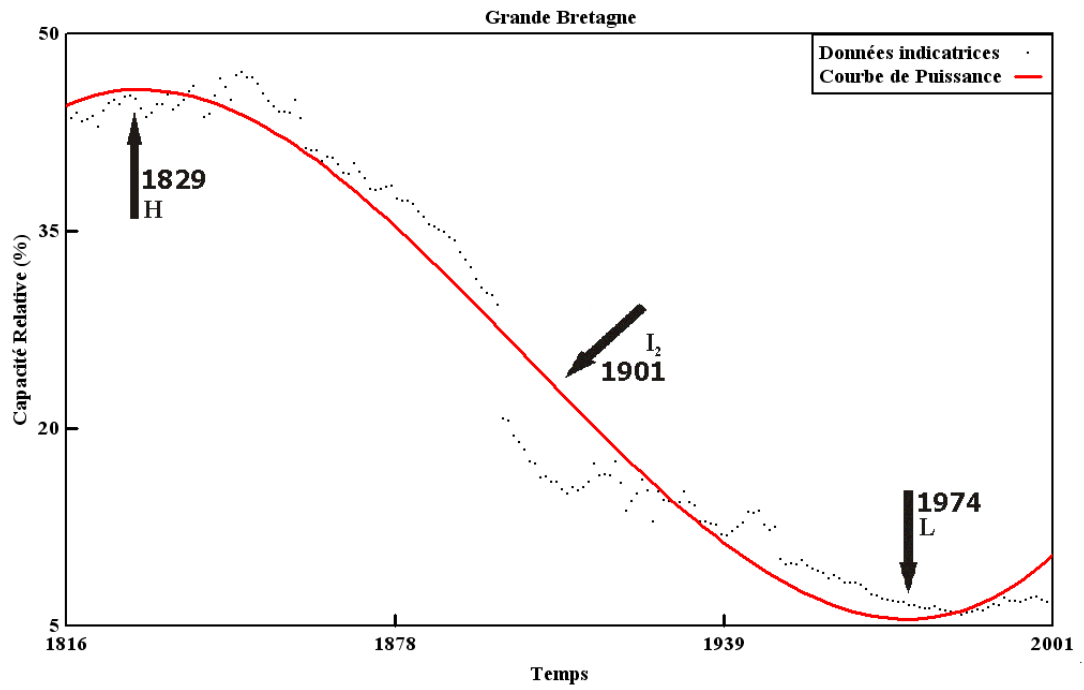
Légende :

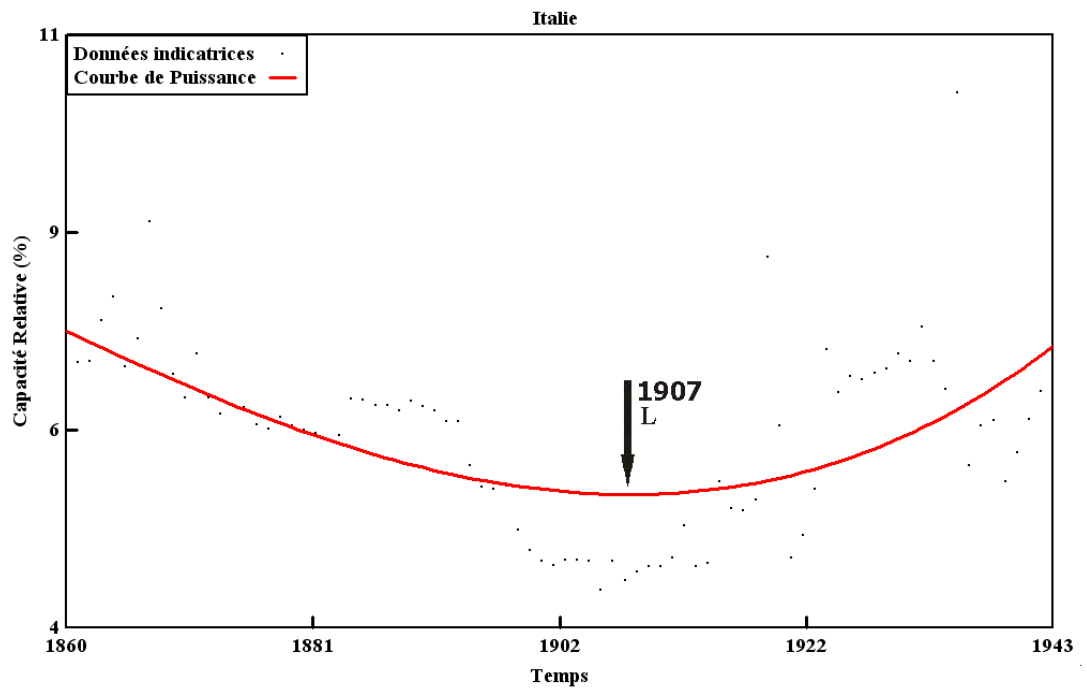
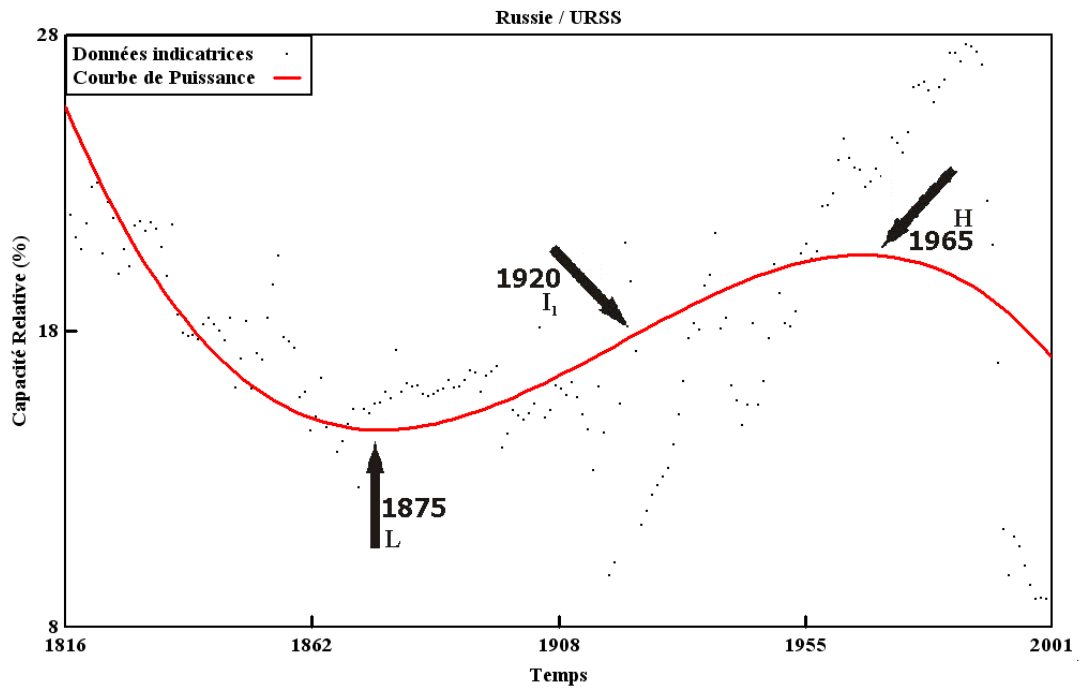
USA	: Etats-Unis
G.B	: Grande Bretagne
FR	: France
DEU	: Allemagne
A-H	: Autriche-Hongrie
ITA	: Italie
RUS/USSR	: Russie/Union soviétique

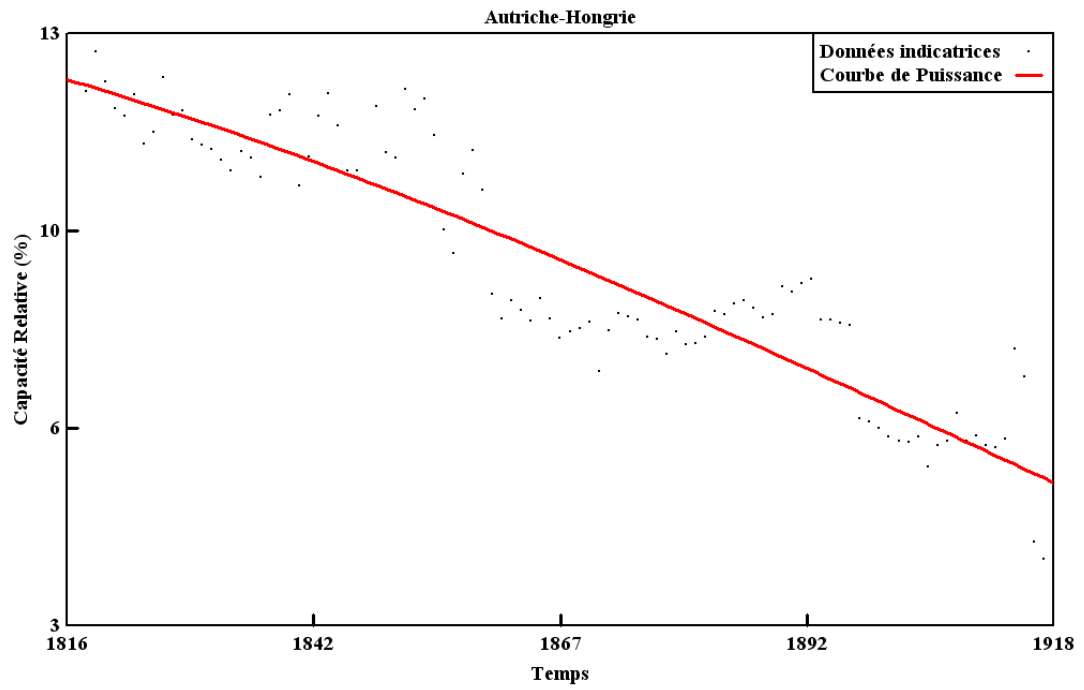
LES COURBES DE CYCLES DE PUISSANCE











Légende :

- H** : Le point de virage supérieur
- L** : Le point de virage inférieur
- I₁** : Le premier point d'inflexion
- I₂** : Le deuxième point d'inflexion